

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Les États-Unis et la question kurde (2003 – 2025)

**Étude comparative des relations bilatérales
américaines avec la Turquie, l'Irak, la Syrie et
l'Iran et des relations transnationales respectives
avec leurs populations kurdes**

**Auteure : Luna Gonçalves
Promoteur(s) : Vincent Legrand
Lecteur(s) : Amine Ait-Chaalal
Année académique 2025 - 2026
Master en sciences politiques orientation relations internationales à
finalité spécifique en diplomatie et résolution de conflits**

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

*Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au **Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses** et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »*

Luna Gonçalves

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gonçalves', with a stylized flourish at the end.

AVANT-PROPOS

REMERCIEMENTS

Je tiens en premier lieu à remercier Monsieur Vincent Legrand pour son accompagnement tout au long des étapes ayant conduit à l'aboutissement de ce mémoire.

Je remercie également Monsieur Amine Ait-Chaalal pour le temps consacré à la lecture de ce mémoire.

Je voudrais remercier Madame Isabel Yépez del Castillo pour son aide précieuse au démarrage de ce mémoire.

Je remercie mes ami.e.s Agathe, Hugo et Suzanne pour les rires et Maël pour sa douceur et sa présence.

Enfin, je remercie mes parents, Manuella et Manuel, de m'avoir transmis leur curiosité et leur ouverture au monde, des qualités essentielles qui ont nourri mon parcours universitaire autant que personnel.

« Cette longue et dure journée
Va passer
Que tu appelles la vie
Et je vivrai dans des époques
Où la patrie n'était pas en cendres
Et je vivrai dans des endroits
Où il n'y a pas de guerres ni de destruction
Où le soleil brille dans tes yeux »
(Sarwin Darwish)

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	0
GLOSSAIRE	3
INTRODUCTION.....	6
ÉTAT DE L'ART	7
MÉTHODOLOGIE.....	9
PLAN.....	9
CONCEPTS ET THÉORIES : ANALYSE DE LA QUESTION KURDE DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE	11
LA PERSPECTIVE CONSTRUCTIVISTE.....	11
LA FOREIGN POLICY ANALYSIS (ANALYSE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE)	15
LE CONCEPT DE « GUERRE BY PROXY » ET LA THÉORIE DES ALLIANCES AVEC DES ACTEURS NON ÉTATIQUES	18
LE CONCEPT DE SUBVERSION CHEZ JEAN BARREA.....	20
CONCLUSION	20
CHAPITRE 1 : HISTOIRE DU PEUPLE KURDE AU MOYEN-ORIENT.....	22
LES KURDES : LE « PLUS GRAND PEUPLE SANS ÉTAT DU MONDE »	22
<i>Les Kurdes de Turquie.....</i>	<i>23</i>
<i>Les Kurdes d'Irak.....</i>	<i>24</i>
<i>Les Kurdes de Syrie.....</i>	<i>26</i>
<i>Les Kurdes d'Iran.....</i>	<i>28</i>
TENTATIVES D'AUTONOMIE	30
INTERNATIONALISATION DE LA QUESTION KURDE	31
CHAPITRE 2 : LES RELATIONS BILATÉRALES AMÉRICAINES AVEC LES ÉTATS PARENTS DES KURDES ENTRE 2003 ET 2025	33
ADMINISTRATIONS GEORGE W. BUSH I & II.....	33
<i>Turquie.....</i>	<i>33</i>
<i>Irak.....</i>	<i>34</i>
<i>Syrie.....</i>	<i>35</i>
<i>Iran.....</i>	<i>36</i>
<i>George W. Bush et les Kurdes</i>	<i>37</i>
ADMINISTRATIONS BARACK OBAMA I & II.....	37
<i>Turquie.....</i>	<i>38</i>
<i>Irak.....</i>	<i>39</i>
<i>Syrie.....</i>	<i>39</i>
<i>Iran.....</i>	<i>40</i>
<i>Barack Obama et les Kurdes</i>	<i>40</i>
ADMINISTRATION DONALD TRUMP I.....	41
<i>Turquie.....</i>	<i>41</i>
<i>Irak.....</i>	<i>41</i>
<i>Syrie.....</i>	<i>42</i>
<i>Iran.....</i>	<i>42</i>
<i>Donald Trump et les Kurdes</i>	<i>43</i>
ADMINISTRATION JOE BIDEN.....	44
<i>Turquie.....</i>	<i>44</i>

<i>Irak</i>	45
<i>Syrie</i>	45
<i>Iran</i>	45
<i>Joe Biden et les Kurdes</i>	46
CHAPITRE 3 : IMPACT DE L'ÉTAT DES RELATIONS BILATÉRALES ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LES ÉTATS PARENTS SUR LE PEUPLE KURDE À TRAVERS UNE PERSPECTIVE CONSTRUCTIVISTE, LA FOREIGN POLICY ANALYSIS (« ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE »), LE CONCEPT DE « GUERRE BY PROXY » ET LE CONCEPT DE SUBVERSION	47
PSYCHOLOGIE DU DÉCIDEUR ET LOGIQUE DÉCISIONNELLE	47
LA CONSTRUCTION DE L'INTÉRÊT NATIONAL	51
LES KURDES COMME PROXYS DANS LA STRATÉGIE AMÉRICAINE	56
LA THÉORIE DES ALLIANCES AVEC DES ACTEURS NON ÉTATIQUES	58
LE CONCEPT DE SUBVERSION CHEZ JEAN BARREA	59
CONCLUSION	62
BIBLIOGRAPHIE	65
OUVRAGES	65
CHAPITRES D'OUVRAGES	65
ARTICLES SCIENTIFIQUES	66
ARTICLES DE PRESSE	74
AUTRE (THINK TANK, SITES GOUVERNEMENTAUX...)	75
ANNEXE	79
ANNEXE 1.	79
ANNEXE 2.	81
ANNEXE 3.	82
ANNEXE 4.	84
ANNEXE 5.	85
ANNEXE 6.	86
ANNEXE 7.	87
ANNEXE 8.	89

GLOSSAIRE

- **AANES** (Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie) : Dénomination depuis 2018 de la région autonome autoproclamée du nord-est de la Syrie. Elle opère selon ses propres structures de gouvernement sur base d'une population multiethnique et multiconfessionnelle¹.
- **AKP** (Partie de la Justice et du Développement) : Parti politique turc créé en 2001. Il est dirigé par Recep Erdogan depuis son élection en tant que Premier ministre de la Turquie en 2003. Il se définit comme un parti « conservateur-démocrate » et pratique un ultralibéralisme économique².
- **CNK** (Conseil National Kurde) : Aussi mentionné sous l'acronyme CNKS (Conseil National Kurde Syrien)³. Organisation fondée en 2011 à Erbil. Elle est affiliée au PDK irakien. Elle regroupe la majorité des partis kurdes de l'opposition⁴.
- **FDS** (Forces Démocratiques Syriennes) : Alliance militaire multiethnique dont le YPG est la composante principale⁵. Formé en 2015 pour lutter contre l'État islamique en Irak et au Levant⁶.
- **GRK** (Gouvernement Régional du Kurdistan) : Démocratie parlementaire née de l'alliance politique des partis du Front du Kurdistan Irakien en 1992. Le GRK possède des juridictions dans six provinces⁷.
- **JCPOA** (PAGC – Plan d'Action Global Commun) : Accord signé à Vienne en 2015 par la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Russie, la Chine, l'Iran, l'Union européenne et les États-Unis. Son objectif est de contrôler les activités

¹ Nicholasen., M. (2024). *Survival and Self-Determination in Northeast Syria*. Dans *Epicenter – Harvard University*.

² Bonzon, A., (2012). *Turquie; le faux du vrai sur l'AKP*. Dans *Slate*.

³ Isidore, M., (2021). *Glossaire des groupes turco-kurdes et de leurs satellites, de 1919 à nos jours*. Dans *Les clés du Moyen-Orient*.

⁴ (2012). *Guerre civile en Syrie : quel rôle y jouent désormais les Kurdes ?*. Dans *Centre de documentation de l'école militaire*.

⁵ *Syrian Democratic Forces (SDF)*. Dans *European Union Agency for Asylum*.

⁶ Shamim., S. (2026). *What do we know about the Kurdish groups in the Middle East?*. Dans *AlJazeera*.

⁷ *KRG: Kurdistan Regional Government*. Dans *The Kurdish Project*.

nucléaires iraniennes, soupçonnées de développer illégalement l'arme atomique⁸.

- **OTAN** (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) : Alliance politique et militaire créée en 1949. Elle est actuellement composée de 32 membres. Son objectif est de préserver l'intégrité territoriale et la liberté de ses pays membres et des civils qui y résident⁹.
- **Peshmerga** : « Ceux qui défient la mort ». L'organisation trouve ses racines chez des gardes-frontières tribaux à la fin des années 1800. Elle s'organise formellement en force de combat national à la chute de l'Empire ottoman à l'issue de la Première Guerre mondiale¹⁰.
- **PDK** (Parti Démocratique du Kurdistan) : Formé en 1946 par le leader kurde Mustafa-al-Barzani dans les régions du nord de l'Iran occupé par les Soviétiques¹¹. Principal interlocuteur avec le gouvernement central irakien pendant la lutte pour l'autonomie de la région dont il a en partie le contrôle aujourd'hui¹².
- **PDKI** (Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran) : Fondé en 1946 dans l'ancienne République de Mahabad. Le parti prône une solution politique relative aux droits nationaux des Kurdes d'Iran¹³.
- **PKK** (Parti des Travailleurs du Kurdistan) : Fondé en Turquie en 1978 par Abdullah Öcalan. À ses origines, c'était un groupe armé révolutionnaire d'inspiration marxiste constitué pour obtenir la création d'un État kurde indépendant. Il est qualifié d'organisation terroriste par plus d'une douzaine de pays¹⁴.

⁸ (2025). *Nucléaire iranien: l'accord de 2015 est officiellement arrivé à échéance*. Dans *Connaissance des énergies*.

⁹ *Qu'est-ce que l'OTAN ?*. Dans *OTAN-NATO*.

¹⁰ (2014). *Profile: Who are the Peshmarga?*. Dans *BBC News*.

¹¹ *Kurdistan Democratic Party (KDP)*. Dans *FAS : Intelligence Resource Program*.

¹² Pilidjian, C. (2020). *Les principales organisations kurdes*. Dans *Le Monde diplomatique*.

¹³ Baillet, P.-Y., (2025). *Le PDKI a « hissé le drapeau de la chute de la République Islamique »*. Entretien avec Hassan Sharafi. Dans *Conflits – Revue de Géopolitique*.

¹⁴ (2025). *Qu'est-ce que le mouvement kurde du PKK, qui vient d'annoncer sa dissolution ?*. Dans *Institut français des relations internationales*.

- **PKKS** (Parti Démocratique Kurde de Syrie) : Fondé en 1957 en tant que groupe non reconnu œuvrant pour les droits des Kurdes. Son influence s'est réaffirmée à l'éclatement de la guerre civile syrienne en 2011. Son objectif est orienté vers les demandes d'autonomie kurde et de réformes démocratiques¹⁵.
- **PYD** (Parti de l'Union Démocratique) : Parti politique syrien fondé en 2003. Il est considéré comme étant rattaché au PKK. Il dirige l'AANES et avance des revendications telles que la reconnaissance des droits sociaux, politiques et culturels des Kurdes de Syrie¹⁶.
- **YPG** (Unité de Protection du Peuple) : Groupe armé puissant qui émerge pendant la guerre civile syrienne en 2011. Il est affilié au PYD et possède une branche féminine : le YPJ (Unité de Défense des Femmes). Il était initialement concentré dans la région du Rojava. Il fut l'un des alliés fondamentaux des États-Unis dans la lutte contre l'État islamique¹⁷.

¹⁵ *Kurdistan Democratic Party of Syria (PKKS)*. Dans *Washington Kurdish Institute*.

¹⁶ (2018). *The Democratic Union Party's political project in Syria*. Dans *Jusoer for studies*.

¹⁷ (2022). *What is the Syrian Kurdish YPG?*. Dans *Reuters*.

INTRODUCTION

Le peuple kurde est souvent qualifié du « plus grand peuple apatride au monde », au sens qu'il ne jouit pas d'un État kurde indépendant, bien que ces Kurdes soient, pour la très grande majorité, citoyens d'un des quatre États au sein desquels ils vivent¹⁸. Victimes de la création des États-nations au Moyen-Orient à la chute de l'Empire ottoman en 1918, ce peuple estimé à 45 millions d'individus s'est retrouvé fragmenté entre quatre États souverains (la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie – les États communément appelés « États-parents »). En 2001, lorsque les États-Unis sont frappés par les tristement célèbres attentats du 11 septembre, tous les yeux se tournent vers cette région en ébullition. Dès lors, et jusqu'à aujourd'hui, ce peuple immense aux ambitions indépendantistes historiques s'est retrouvé pris au piège dans le jeu des grandes puissances. En effet, le Moyen-Orient est indéniablement l'une des régions du monde qui accapara le plus l'attention des États-Unis. Particulièrement depuis le déclenchement de la « guerre contre le terrorisme » par George W. Bush, durant toute la lutte contre l'État islamique sous Barack Obama et Donald Trump I et enfin jusqu'au souhait clair du retrait américain de la région sous Joe Biden.

Si les Kurdes ont été instrumentalisés pour servir les intérêts des grandes puissances depuis bien avant la chute de l'Empire ottoman, ce mémoire entend traiter des relations bilatérales américaines avec la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie entre 2003 et 2025 et de l'impact de celles-ci sur la relation entretenue entre les États-Unis et le peuple kurde au Moyen-Orient. L'analyse se focalise donc sur une comparaison de la politique étrangère américaine à l'égard du peuple kurde entre 2003 et 2025 et du lien existant entre ces politiques et les relations bilatérales entretenues entre les États-Unis et les États-parents du peuple kurde. Les théories constructivistes, la Foreign Policy Analysis, le concept de « guerre by proxy » et la théorie des alliances avec des acteurs non étatiques qui lui est liée ainsi que le concept de subversion chez Jean Barrea seront mobilisés dans ce travail pour mener à bien notre analyse.

La question de recherche de ce mémoire est la suivante : « *Comment, entre 2003 et 2025, les relations bilatérales des États-Unis avec la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie*

¹⁸ Al, S., (2021). *Kurdish Politics in the Global Context*. Dans *Oxford Research Encyclopedia of International Studies*.

ont-elles conditionné les interactions américaines à l'égard des populations kurdes réparties entre ces États ? ».

L'hypothèse de ce mémoire est la suivante : « *Des relations bilatérales conflictuelles entre un État A et un État B favorisent un engagement subversif de l'État A auprès des populations antagonistes de l'État B, tandis que des relations bilatérales d'entente et de coopération restreignent cet engagement* ».

ÉTAT DE L'ART

Ce mémoire a été réalisé d'après une littérature déjà existante, provenant principalement de la littérature francophone et anglophone. Il existe un nombre d'articles traitant des relations bilatérales des États-Unis de 2003 à 2025 avec la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran assez conséquent. Ceci a permis d'établir une base de littérature fournie pour les deux premiers chapitres de ce mémoire. Cette floraison de littérature a également parfois rendu la phase de recherche d'ouvrages compliquée tant il a fallu sélectionner les sources utiles et pertinentes pour notre analyse.

Les nombreux travaux traitant des théories de relations internationales mobilisées dans ce travail (le constructivisme, la Foreign Policy Analysis, le concept de « guerre by proxy » et la théorie des alliances avec des acteurs non étatiques et le concept de subversion) ont également permis d'obtenir une littérature fournie pour effectuer l'analyse. Les ouvrages et articles qui ont été retenus pour leur pertinence en la matière s'étendent des classiques de la compréhension des relations internationales tels que l'ouvrage « *Social Theory of International Politics* » d'Alexander Wendt¹⁹, qui pose les bases de la théorie constructiviste, à des articles plus récents comme ceux de Dario Battistella ; notamment son article « *Le projet constructiviste* »²⁰. Le concept de proxy war est généralement associé à Karl Deutsch qui l'a conceptualisé pour la première fois dans son ouvrage « *The Analysis of International Relations* »²¹. L'auteur contemporain Andrew Mumford a également été mobilisé pour son apport contemporain au concept ; à savoir le principe de « guerre par procuration » tel que nous l'entendrons dans ce travail²². Enfin, le concept de subversion chez Jean Barrea

¹⁹ Wendt, A., (1999). *Social Theory of International Politics*. Dans *Cambridge Studies in International Relations*.

²⁰ Battistella, D., (2015). *Le projet constructiviste*. Dans *Théories des relations internationales*

²¹ Deutsch, K. W., (1968). *The Analysis of International Relations (Foundations of modern political science)*. Englewood Cliffs, N.J. Prentice-Hall.

²² Mumford, A., (2013). *Proxy Warfare and the future of conflicts*. Dans *The RUSI Journal*.

a été exploré à partir de son ouvrage : « Théorie des relations internationales » de 1978²³.

Il existe par ailleurs moins de travaux à disposition traitant directement des relations entre les États-Unis et les Kurdes. Certains écrits scientifiques furent des lignes directrices tout au long de ce travail. Notamment l'ouvrage « The Kurdish Question » de W. G. Elphinston²⁴ et celui de Jordi Tejel « Aux origines de la question kurde »²⁵, qui, bien qu'ancrés dans des périodes différentes (1946 pour le premier, et 2017 pour le second), ont offert une base historique pour mieux comprendre les tenants et aboutissants de la question kurde à travers l'histoire contemporaine. Différents auteurs sont apparus comme importants pour l'expertise qu'ils apportaient sur la place de l'enjeu kurde dans la politique étrangère américaine. David McCool III fut un apport non négligeable quant à la question de la place de la question kurde dans la politique étrangère américaine de manière générale²⁶. Les travaux d'Aqil Quliyev et d'Ahmet Ates traitant des relations entre les États-Unis et la Syrie, plus spécifiquement sous les administrations G. W. Bush et B. Obama sont apparus comme particulièrement intéressants^{27,28}. Chenar Babaker Mohammed fut une ressource importante pour son analyse de la politique de Donald Trump I vis-à-vis de l'Irak et de la Syrie, et le rôle des Kurdes dans celle-ci. Enfin, pour la dernière partie, celle de l'analyse, nous retiendrons des auteurs tels que Charles-Philippe David, qui offrent une analyse approfondie du changement de la politique étrangère américaine post-11 septembre²⁹. Michael M. Gunter offre un aperçu plus qu'utile sur les différentes étapes à travers le temps de la politique étrangère américaine spécifiquement vis-à-vis du peuple kurde³⁰.

Il est important de souligner ici que malgré une certaine abondance de ressources quant aux relations bilatérales américaines avec les États turc, irakien, syrien et iranien, le mandat présidentiel de Joe Biden fait exception. En effet, il m'a été difficile de trouver pour ce mandat autant de ressources intéressantes que pour ceux des trois autres

²³ Barrea, J., (1978). *Théories des relations internationales*. Ciaco Éditeur

²⁴ Elphinston, W. G., (1946). *The Kurdish Question*. Dans *International Affairs* (Royal Institute of International Affairs).

²⁵ Tejel, J., (2017). *Aux origines de la "question kurde"*. Dans *Anatoli. De l'Adriatique à la Caspienne. Territoire, Politiques et Sociétés*.

²⁶ McCool III, D., (2021). *The role of the Kurds in US foreign policy*. Université du Mississippi.

²⁷ Quliyev, A., (2024). *The United States – Syria relationship from 2000 to 2022 years*. Dans *Journal of political science and international studies*.

²⁸ Ates, A., (2021). *Understanding the Obama administration's Syria policy*. Dans *MANAS journal of social studies*

²⁹ David, C-P., (2011). *De Bush à Obama ; l'effet 11 septembre sur la prise de décision à la Maison-Blanche*. Dans *Politique étrangère*.

³⁰ Gunter, M. M., (2011). *The five stages of American foreign policy towards the Kurds*. Dans *Insight Trukey*.

présidents considérés pour ce travail. Pour autant, je pense que ce manquement ne m'a pas empêché de fournir une analyse basée sur des ressources suffisantes afin d'y apporter le plus de justesse et de précision possible. Néanmoins, une base de littérature plus conséquente aurait pu permettre une analyse plus fine et plus diversifiée de ce mandat présidentiel de J. Biden vis-à-vis des États-parents des Kurdes et des Kurdes eux-mêmes.

Si les articles scientifiques tiennent évidemment une place majeure dans ce travail, les articles de presse ou les travaux provenant de sites gouvernementaux officiels furent aussi d'une grande utilité pour fournir une vision plus globale de la question.

Enfin, de manière générale, la littérature mobilisée dans ce travail est diversifiée du point de vue de ses auteurs, ainsi que de ses dates et plateformes de publication (revue académique, bibliothèque numérique et physique d'ouvrages scientifiques, presse, site gouvernementaux...). Bien que diversifiées, il n'est pas apparu de clivages importants entre les différentes ressources mobilisées, que ce soit du côté de l'histoire du peuple kurde ou des relations bilatérales américaines avec les États-parents.

MÉTHODOLOGIE

Ce mémoire a été réalisé d'après une approche hypothético-déductive.

PLAN

La structure de ce mémoire a été réfléchi de sorte à apporter une base solide au plan théorique et conceptuel, ainsi qu'un historique nécessaire de la question kurde pour avancer ensuite dans l'analyse. Nous commencerons par une revue des théories mobilisées dans ce travail. Leur définition classique ainsi que leur utilité particulière dans le cadre de cette recherche seront présentées. Nous entrerons ensuite dans notre premier chapitre qui traitera de l'histoire du peuple kurde, de manière générale et plus spécifiquement au sein de chaque État-parent. La distinction du vécu spécifique des Kurdes au sein des quatre États-parents fait échos à l'analyse successive que nous proposerons des relations bilatérales des États-Unis avec ces quatre États-parents. Nous passerons également en revue dans cette partie les tentatives d'autonomie, indissociables de l'histoire kurde, ainsi que la question cruciale de l'autodétermination. Bien que ces deux points ne soient pas au cœur de notre analyse, il ne me semble pas possible de proposer un travail portant sur le peuple kurde sans y

aborder, même brièvement, les questions d'autonomie et d'autodétermination. Notre deuxième chapitre sera dédié aux relations bilatérales américaines des présidences de G. W. Bush à celle de J. Biden en passant par les mandats de B. Obama et D. Trump I, et ce avec chaque État-parent du peuple kurde. Il est en effet nécessaire de présenter dans ce deuxième chapitre, l'état des lieux des relations bilatérales américaines avec les États-parents sous les six administrations (G. W Bush I & II, B. Obama I & II, D. Trump I et J. Biden) considérées dans ce travail. Cet état des lieux constitue un préalable indispensable à la conduite de l'analyse, car il permet d'en assoir les bases empiriques. Enfin, notre troisième et dernier chapitre portera sur l'analyse des comportements américains, subversifs ou non, envers le peuple kurde d'après nos perspectives constructivistes, de la Foreign Policy Analysis, du concept de « guerre by proxy » et de la théorie des alliances avec des acteurs non étatiques et du concept de subversion. Cette dernière partie apportera une réponse à la question de recherche proposée dans l'introduction. Elle nous permettra de valider, ou non, notre hypothèse. Pour clôturer ce travail, la conclusion reprendra de manière concise les éléments principaux de l'analyse et le résultat qui en aura découlé. Nous reprendrons également dans cette conclusion les éléments principaux à retenir de ce travail, ainsi que ses limites et que ses potentielles pistes de réflexion.

CONCEPTS ET THÉORIES : ANALYSE DE LA QUESTION KURDE DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE

LA PERSPECTIVE CONSTRUCTIVISTE

La perspective constructiviste est l'une des perspectives principales au sein des théories des relations internationales. Ses postulats de base peuvent être divisés en trois affirmations.

D'abord, selon les constructivistes, la scène internationale est structurée, non pas par des rapports de force matériels, mais par un ensemble d'idées, de croyances, de valeurs, de normes et d'institutions partagées qui forment ensemble une structure internationale donnée. Chez les constructivistes, ces idées et ces normes partagées sont tant de points cruciaux pour comprendre les relations internationales qui ont été négligées par les néo-réalistes³¹.

Ensuite, les normes partagées façonnent les identités et les intérêts des acteurs. Ces intérêts et identités ne sont donc pas « naturels », mais bien construits à travers les interactions sociales. C'est ce que les constructivistes appellent la « socialisation ». Selon eux, les intérêts et les identités ne sont pas figés ou prescrits par une structure anarchique qui forcerait les États à se comporter d'une certaine manière (comme le propose le réalisme). Ils sont malléables et grandement influencés par des processus historiques spécifiques. Les constructivistes insistent sur l'idée qu'il faut considérer les êtres humains comme des « êtres sociaux ». Ils rejettent l'idée du « rational choice » mobilisé par les réalistes qui ferait des individus, et donc des États qu'ils incarnent, des entités dotées d'une rationalité sans faille³².

Ainsi, les constructivistes avancent que les individus se comportent d'après une « logique d'appropriation » ; leur comportement dépend de ce qu'ils considèrent comme approprié d'après des normes, des cultures, et des idées partagées avec les autres³³.

³¹ Battistella, D., (2015). *Le projet constructiviste*. Dans *Théories des relations internationales*. pp. 317-320.

³² Ibid.

³³ Ibid.

Enfin, les constructivistes avancent le postulat de l'intersubjectivité. Selon eux, la structure constitue les intérêts et les identités des acteurs, mais les acteurs produisent, reproduisent et changent également la structure. Ils ne sont pas que des acteurs passifs subissant les effets d'une structure donnée³⁴.

Pour en donner une définition générale, le constructivisme est : « une perspective sociologique de la politique mondiale, mettant l'accent sur le contexte social, l'intersubjectivité et la nature constitutive des règles et normes »³⁵.

Alexander Wendt est la figure centrale du constructivisme social. Il propose une catégorisation des constructivistes en deux tendances : les idéalistes et les holistes. Il analyse donc la scène internationale d'après les identités et les intérêts des États, mais également d'après les interactions entre les acteurs³⁶.

Pour Wendt, les constructivistes sont des *idéalistes*. Selon eux, la signification, le sens que donnent les acteurs aux données matérielles est plus important que l'objet lui-même ; « un fusil dans la main d'un ami, n'est pas la même chose qu'un fusil dans la main d'un ennemi [...] »³⁷.

Il range également les constructivistes dans la catégorie des *holistes*. Pour ces derniers, un agent ne subit pas une structure qui lui dicte quoi faire ; la structure et l'agent n'existent pas indépendamment l'un de l'autre. Ce n'est pas une structure qui impose une fois pour toutes des comportements et des idées à des agents, mais une culture et des idées partagées qui construisent les intérêts et les identités³⁸. Ceci raisonne évidemment avec le troisième postulat de base du constructivisme que nous avons mentionné ci-dessus.

Ainsi, selon le constructivisme social, ce qui rend un système conflictuel ou paisible est la présence d'une culture partagée qui crée des pratiques sociales, des intérêts et des identités qui ne sont pas inamovibles. Ceci s'oppose au réalisme en disant que les États ne sont pas condamnés par un système qui leur dicte leur comportement.

³⁴ Dormer, R., (2017). *The impact of constructivism on international relations theory : a history*. Dans *Social Sciences Review*. p. 52.

³⁵ Battistella, D., (2015). *Le projet constructiviste*. Dans *Théories des relations internationales*. p. 318.

³⁶ Wendt, A., (1999). *Social Theory of International Politics*. Dans *Cambridge Studies in International Relations*.

³⁷ Battistella, D., (2015). *Le projet constructiviste*. Dans *Théories des relations internationales*. p. 322.

³⁸ Battistella, D., (2015). *Le projet constructiviste*. Dans *Théories des relations internationales*. pp. 322-323.

Pour les holistes également, les intérêts nationaux peuvent évoluer ou même changer drastiquement au gré des mutations du système international (ce que l'on verra plus loin avec l'analyse de l'administration Bush et les conséquences du 11 septembre sur celle-ci).

Chez Wendt, comme chez les constructivistes en général, l'État reste au centre de l'analyse. Les acteurs non étatiques existent, mais ils n'ont qu'un impact indirect dans le domaine des relations internationales. L'État reste le détenteur de l'utilisation légitime de la violence faisant de lui le chaînon principal au travers duquel les autres acteurs (à comprendre, les autres États) se positionnent dans le contexte du système mondial.

Pour revenir à l'intérêt national, Wendt dit qu'il est également tout à fait central, car il définit le comportement international des États. Cependant, il dit que les intérêts nationaux ne sont pas définis par des rapports de forces matériels, mais par la conception qu'un État a de lui-même, d'un autre État, du système international et du rôle qu'il doit jouer dans ce système. Tous ces éléments construisent un intérêt national qui n'est donc pas donné « d'office » et qui peut évoluer dans le temps, sous l'effet d'événements majeurs, par exemple³⁹.

Pour lui, l'État est un acteur présocial avec certains besoins de bases qui sont impactés par l'interaction avec d'autres États sur la scène internationale⁴⁰. Ceci démontre bien la prédominance de l'État en tant qu'acteur au sein des relations internationales dans la théorie constructiviste.

Dans la conception de Wendt, l'État porte une attention particulière à sa sécurité. Cependant, sa survie est enchâssée (*embedded*) dans des normes et des valeurs qu'ils partagent et qui façonnent son identité et celle des autres. Cette variable n'est pas négligeable, car elle a un impact profond sur la façon d'agir des États (on comprendra ceci dans notre analyse avec la classification des Kurdes comme « bons » ou « mauvais »).

Enfin, Wendt ne nie pas la nature anarchique du système international (par le fait qu'il n'y ait aucune autorité au-dessus des États pour les réguler), mais il la classe en trois

³⁹ Battistella, D., (2015). *Le projet constructiviste*. Dans *Théories des relations internationales*. pp. 331-332.

⁴⁰ Guzzini, S., Leander, A. (2006). *Constructivism and international relations. Alexander Wendt and his critics*. p. 5.

types de « cultures anarchiques » qui peuvent évoluer en fonction de la conception que se font les États de leurs relations mutuelles.

(i) L'anarchie hobbesienne (« l'état de guerre » de Hobbes). Cet état a lieu lorsque les États se perçoivent comme des ennemis. Le terme « ennemi » est ici utilisé volontairement, car Wendt entend que dans ce type d'anarchie, les États considèrent les autres États comme des adversaires capables d'utiliser de la violence pour assurer leur survie⁴¹.

(ii) L'anarchie lockienne. Lorsque les États se perçoivent comme des rivaux. Ainsi, ils peuvent recourir à la force pour imposer leur volonté, tout en acceptant la légitimité d'exister de leurs rivaux.

(iii) L'anarchie kantienne. Quand les États se perçoivent comme amis. Ici, les États s'attendent à ce que ceux en face d'eux respectent la règle du non-recours à la force. Dans ce cas-ci, la guerre n'apparaît plus comme le moyen privilégié de règlement de conflits. À titre d'exemple, l'interdépendance résultante de la mondialisation dans la région nord-atlantique du monde tend vers une anarchie kantienne⁴².

Enfin, il est important de présenter le *processus de sécuritisation* qui est issu de l'école de Copenhague ; lui-même rattaché à la théorie constructiviste des relations internationales. Barry Buzan, Ole Waever et Jaap de Wilde dans leur ouvrage : « Security: A new framework for analysis »⁴³, présentent la sécuritisation comme une forme extrême de politisation. Ils expliquent comment certains phénomènes sont non politisés (l'État ne se préoccupe aucunement de la question), politisés (lorsque la question entre dans la sphère d'attention de cet État) ou sécuritisés. C'est-à-dire, lorsqu'une figure d'autorité (par exemple un président) présente un phénomène comme étant une menace existentielle qui exige, et justifie, l'utilisation de mesures exceptionnelles qui sortent du cadre du processus de décision classique⁴⁴.

La question n'est pas de savoir si le phénomène est effectivement une menace existentielle ou non, mais plutôt s'il est présenté comme tel. Et surtout, s'il est accepté comme tel par le public (c'est-à-dire la société civile). Si la rhétorique de la menace

⁴¹ Guzzini, S., Leander, A. (2006). *Constructivism and international relations. Alexander Wendt and his critics*. p. 6.

⁴² Battistella, D., (2015). *Le projet constructiviste*. Dans *Théories des relations internationales*. p. 333.

⁴³ Buzan, B., de Wilde, J., Waever, O., (1998). *Security: A new Framework for Analysis*. Lynne Rienner Publishers.

⁴⁴ Buzan, B., de Wilde, J., Waever, O., (1998). *Security: A new Framework for Analysis*. Lynne Rienner Publishers. pp. 23-24.

existentielle justifiant des moyens exceptionnels pour l'anéantir est acceptée par le public, alors le processus de sécuritisation est réussi et établi⁴⁵. Nous le verrons, c'est ce que G. W. Bush fait avec l'invasion de l'Irak en 2003, qui sera accepté largement par le public, là où la bataille de B. Obama contre l'État islamique ne connaîtra pas le même succès.

LA FOREIGN POLICY ANALYSIS (ANALYSE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE)

Les premiers ouvrages associés à la Foreign Policy Analysis datent de la fin des années 1950. Des travaux tels que : « Decision-making as an Approach to the Study of International Politics » (Richard Snyder; H. W. Bruck & Burton Sapin)⁴⁶ ; « Pre-Theories and Theories of Foreign Policy » (James N. Rosenau) ; « Man-milieu Relationship Hypotheses in the Context of International Politics » (Sprout & Sprout)⁴⁷ sont désignés comme posant les bases de la Foreign Policy Analysis⁴⁸.

La Foreign Policy Analysis se concentre sur les décideurs humains en considérant que ceux-ci ne sont pas des acteurs rationnels comme le serait un État dans une « black box ». Les étudier permet de comprendre leurs décisions. Pour la Foreign Policy Analysis, le point d'intersection entre le matériel et l'idéal qui déterminent le comportement d'un État dans le système international ce sont les décideurs humains.

La Foreign Policy Analysis étudie donc le processus et le résultat de décisions humaines qui ont trait à l'international. L'horizon d'intérêt de ce champ d'études est les personnes ayant l'autorité, pas toujours légitime, sur le processus de décision.

Avec la Foreign Policy Analysis, on dépasse des descriptions et des postulats sur le comportement des États en y ajoutant la variable de la contribution humaine.

Cette analyse de la contribution humaine s'appuie sur différentes caractéristiques distinctives. On la désigne généralement comme : Multifactorielle et multiniveaux, car elle prend en considération plusieurs niveaux d'analyse, du plus micro (comme l'état

⁴⁵ Ibid. p. 25.

⁴⁶ Bruck, H. W., Sapin, B., Snyder, R. (2002). *Decision-Making as an Approach to the Study of International Politics*. Dans *Foreign Policy Decision-Making (Revisited)*.

⁴⁷ Sprout, M., Sprout, H., (1958). *Man-Milieu relationship hypothesis in the context of international politics*. Dans *Center of International Studies. Princeton University*.

⁴⁸ M. Hudson, V., (2005). *Foreign Policy Analysis : actor-specific theory and the ground of international relations*. Dans *Foreign Policy Analysis*. p. 5.

de santé d'un décideur) au plus macro (comme un événement mondial impactant tout le système international) ; Multidisciplinaire ; pour analyser correctement le processus de décision, les chercheurs en Foreign Policy Analysis font appel à différentes disciplines ; de l'anthropologie à la psychologie en passant par l'économie ; « Agent-oriented » ; pour la Foreign Policy Analysis, seuls les êtres humains peuvent être des agents (donc pas les États), et ce sont leurs comportements qui sont à la source des politiques internationales et de tout changement à cette échelle⁴⁹ ; Intégrative ; elle intègre donc plusieurs niveaux d'analyse et différentes disciplines à son analyse.

Cette manière d'analyser les décideurs et leurs décisions donne une place prépondérante au processus organisationnel et à la bureaucratie. Ces bureaucraties au sein desquelles évoluent les décideurs mettent leur survie en priorité à leur agenda. Cette survie se mesure en influence vis-à-vis d'autres organisations. C'est dans cette nécessité de survie que ces organisations et bureaucraties développent des « Standard Operating Procedures » (SOPs) qui traitent certains problèmes sous forme de routine. Mais ce type d'approche a parfois le désavantage de rendre le processus décisionnel rigide et d'empêcher les décideurs d'apporter des solutions innovantes ou d'implémenter de nouvelles politiques⁵⁰.

La Foreign Policy Analysis entend étudier la psychologie des décideurs et l'impact de leurs décisions sur les relations internationales. Des chercheurs tels qu'Harold Lasswell, dans « The Decision Processes. Seven Categories of Functional Analysis »⁵¹ ou Joseph De Rivera dans « The Psychological Dimension of Foreign Policy »⁵² ont apporté une contribution majeure à ce champ d'analyse. Le but ici est de définir les croyances politiques au cœur de la psyché du décideur ; sa perception de l'inévitabilité d'un conflit, de sa propre capacité à impacter un événement...

Pour cela, différentes typologies ont été développées. Parmi celles-ci, on peut noter celle de Margaret G. Hermann qui compare les croyances, les motivations, et le style décisionnel de différents décideurs⁵³.

⁴⁹ M. Hudson, V., (2005). *Foreign policy analysis : actor-specific theory and the ground of international relations*. Dans *Foreign Policy Analysis*. pp. 2-4.

⁵⁰ M. Hudson, V., (2005). *Foreign policy analysis : actor-specific theory and the ground of international relations*. Dans *Foreign Policy Analysis*. p. 8.

⁵¹ Lasswell, H., (1956). *The Decision Processes. Seven Categories of Functional Analysis*. University of Maryland Press.

⁵² De Rivera, J., (1968). *The psychological dimension of foreign policy*. C. E. Merrill Pub. Co.

⁵³ Herman, M, G., (1980). *Explaining Foreign Policy Behavior Using the Personal Character of Political Leaders*. Dans *International Studies Quarterly*.

Jean-Baptiste Duroselle propose également dans son ouvrage de 1964 avec Pierre Renouvin « Introduction à l'histoire des relations internationales »⁵⁴ une typologie dans laquelle il divise les styles de décisions des décideurs en dix catégories : le *gambler*, le *prudent*, l'*idéaliste*, l'*opportuniste*, le *cynique*, le *doctrinaire*, le *combattant*, le *conciliateur*, le *rigide* et l'*inventif*.

La typologie proposée par Thomas Preston dans son ouvrage de 2001 « The President and His Inner Circle: Leadership Style and the Advisory Process in Foreign Policy Making »⁵⁵ catégorise également des styles de décisions, et ce d'après : le degré de contrôle, de participation et d'investissement dans le processus de décision. Il distingue le *directeur*, l'*administrateur*, le *magistrat* et le *délégateur*⁵⁶.

La catégorisation des décideurs en différentes typologies permet d'identifier des patterns pour mieux comprendre leurs prises de décisions et l'impact de celles-ci sur les relations internationales d'après des traits psychologiques, voir physiques (état de santé, addiction...).

Il est important d'aborder un autre concept au sein de la Foreign Policy Analysis, celui de la « conception du rôle national » initialement défini par Holsti⁵⁷. Avec ce concept, il tente de comprendre la perception qu'à un décideur du rôle de sa nation sur la scène internationale. Selon Holsti, cette perception influence grandement les décisions prises par les décideurs⁵⁸. L'impact des impératifs domestiques sur la politique étrangère est une notion développée par les chercheurs en Foreign Policy Analysis, considérant que l'opinion publique et l'opinion des élites ont un impact significatif sur la politique étrangère. Les attributs matériels (la taille du pays, les projections démographiques.), ainsi que la nature des institutions politiques ont également des effets sur cette politique étrangère⁵⁹.

Enfin, les émotions, même si elles n'ont pas toujours eu une place prépondérante dans ces études, jouent également un rôle dans le processus de décisionnel. Robert Axelrod

⁵⁴ Duroselle, J-B., Renouvin, P., (1964). *Introduction à l'histoire des relations internationales*. Librairie Colin.

⁵⁵ Preston, T., (2001). *The President and his inner circle : leadership style and the advisory process in foreign policy making*. Columbia University Press.

⁵⁶ Struye de Swielande. T., (année 2024-2025). Cours *Foreign Policy Analysis*.

⁵⁷ Holsti, K., (1970). *National Role Conception in the Study of Foreign Policy*. Dans *International Studies Quarterly*.

⁵⁸ M. Hudson, V., (2005). *Foreign policy analysis : actor-specific theory and the ground of international relations*. Dans *Foreign Policy Analysis*. p. 11.

⁵⁹ Alden, C., Aran, A., Alves, A. C., (2016). *Foreign policy analysis – an overview*. Dans *Foreign Policy Analysis – New approaches*. p 8.

avec son « cognitive mapping »⁶⁰ nous explique que la santé physique et mentale des décideurs impacte le processus de décision et les décisions qui en résultent⁶¹.

LE CONCEPT DE « GUERRE BY PROXY » ET LA THÉORIE DES ALLIANCES AVEC DES ACTEURS NON ÉTATIQUES

Ce qui est appelé « guerre by proxy » a, au début de sa théorisation, été défini par Karl Deutsch en 1964⁶² comme suit : « Un conflit international entre deux puissances étrangères, se déroulant sur le territoire d'un troisième pays ; déguisé en conflit portant sur une question interne à ce pays, et mobilisant la capacité humaine et les ressources de ce territoire pour atteindre des stratégies et objectifs étrangers »⁶³. Si cette définition dresse un portrait relativement complet du concept de « guerre by proxy », Andrew Mumford, qui est généralement désigné comme la personne ayant proposé la théorisation la plus moderne du concept note pour autant un manquement. En effet, Deutsch ne fait aucune mention du rôle, plus que primordial, des acteurs non étatiques dans cette dynamique. Il omet également l'aspect important du rôle des tensions régionales au sein desquelles ces guerres proxys se déroulent et qui impactent de manière fondamentale la façon dont elles sont conduites. Ainsi il propose une définition remaniée : « Des conflits au sein desquels une troisième partie intervient indirectement dans le but d'influencer le résultat stratégique de ces conflits en faveur de son « camp préféré »⁶⁴. Dans la continuité de cette réflexion, Mumford élucide certains des facteurs qui expliqueraient l'emploi grandissant de ces guerres proxys depuis 1945. D'abord, une fatigue populaire des guerres coûteuses du point de vue monétaire et humain (notamment le « syndrome post Vietnam »)⁶⁵. Ensuite il y a l'évolution de l'État qui se tourne de plus en plus vers des compagnies militaires privées pour assurer ses questions de sécurité. Également, l'arrivée et la prépondérance de la « guerre cyber » (cyberattaques...) rendant plus attrayant d'après les autres facteurs susmentionnés l'attaque de pays hostiles à distance et sans présence physique. Enfin, l'essor de la Chine, qui plutôt que d'user de la force militaire comme l'ont toujours fait les États occidentaux, s'impose à travers des pressions économiques et

⁶⁰ Axelrod, R., (1976). *Structure of decision. The cognitive maps of political elites*. Princeton University Press.

⁶¹ Struye de Swielande. T., (année 2024-2025). Cours *Foreign Policy Analysis*.

⁶² Deutsch, K. W., (1964). *External Involvement in Internal War*. Harry Eckstein (ed).

⁶³ Mumford, A., (2013). *Proxy Warfare and the future of conflicts*. Dans *The RUSI Journal*. p.40.

⁶⁴ Ibid.

⁶⁵ Ibid. p.42.

politiques sur les géants occidentaux, et ce particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique⁶⁶.

Pour bien situer l'utilité de la mobilisation du concept de guerre proxy dans ce travail, quelques précisions peuvent être amenées. D'abord, les guerres proxys sont utilisées pour différentes raisons. Par manque de capacité de la part du bienfaiteur, par nécessité d'éviter une confrontation directe avec un opposant ou encore dans le but de diminuer les coûts inhérents à la guerre⁶⁷.

De plus, le concept de « guerre by proxy » repose sur la théorie du « principal/agent ». Empruntée à Stephen A. Ross⁶⁸, chercheur en économie financière, cette théorie décrit la dynamique dans laquelle un acteur fort - le principal - (ici les États-Unis) délègue son autorité et des tâches à un acteur plus faible - l'agent - (ici, les Kurdes) pour réduire les coûts inhérents aux objectifs du principal. Dans le cas de la guerre proxy, le principal souhaite réaliser des objectifs dans une région en dehors de son territoire par l'intermédiaire de l'agent. De plus, le principal et l'agent partagent des intérêts à court terme, tout en ayant des objectifs sur le long terme radicalement opposés⁶⁹.

Dans notre cas spécifique, nous verrons que l'opposant que les États-Unis affrontent, l'État-parent, joue un rôle primordial dans la dynamique US-Kurdes ; selon l'état de leurs relations avec l'administration américaine considérée, ces États-parents joueront un rôle dans le comportement subversif (ou non) américain vis-à-vis des Kurdes⁷⁰.

Enfin, dans ce concept de « guerre by proxy » et d'après la définition qu'en donne Andrew Mumford, la théorie des alliances avec des acteurs non étatiques convient d'être présentée également. Des acteurs non étatiques sont définis tels que : « des acteurs qui sont en principe autonome d'une structure étatique »⁷¹. Dans le cas des Kurdes, ceci doit être précisé. La majorité des Kurdes sont détenteurs d'une nationalité (turque, irakienne, syrienne ou iranienne). Pour autant, leurs groupes armés, notamment les peshmergas au sein de l'YPG..., qui sont ceux avec qui les États-Unis ont énormément collaboré, ne sont pas rattachés à l'appareil étatique de leur État-

⁶⁶ Ibid. p. 43.

⁶⁷ Reppeto, J-P., (2021). *Enemy of my enemy, enemy of my friend: the United States, the Syrian Kurds and Proxy Wars in Syria*. Dans *Texas Scholar Works*. p.8.

⁶⁸ Ross, S. A., (1973). *The Economic Theory of Agency: The Principal's Problem*. Dans *The American Economic Review*.

⁶⁹ Ibid. pp. 10-11.

⁷⁰ Ibid. p.14.

⁷¹ Valensi, C., (2021). *Alliances with violent non-state actors in Middle East conflicts : between theory and practice*. Dans *Institut Européen de la Méditerranée*. p. 239.

parent. Ainsi, le résultat d'une alliance entre un État et un acteur non étatique sur un territoire tiers produit, très généralement, une situation de « guerre by proxy »⁷². Ce qui est le cas des différentes guerres proxys mené par Bush, Obama, Trump et Biden au Moyen-Orient avec la collaboration des combattants kurdes.

LE CONCEPT DE SUBVERSION CHEZ JEAN BARREA

Pour terminer la présentation des théories que nous utiliserons dans ce mémoire, le concept de variable sociétale et celui de subversion chez Jean Barrea sont deux outils intéressants pour notre analyse. Jean Barrea emprunte la variable sociétale élaborée par James N. Rosenau et la connecte, dans le niveau d'analyse « relations » (le deuxième niveau dans la triade acteurs-relations-système) au concept de subversion. Cette variable est un facteur qui explique les décisions politiques d'un acteur par la collectivité humaine au nom de laquelle la décision est prise. Il nous explique que les décisions sont prises dans un contexte sociologique, et plus précisément la société nationale à laquelle le décideur appartient⁷³ (par exemple, les lobbies pétroliers ont toujours beaucoup pesé sur l'appareil décisionnel américain)⁷⁴.

La subversion est une relation de puissance entre deux entités étatiques⁷⁵. Elle consiste en un État qui exploite la vulnérabilité sociétale (il joue donc sur la variable sociétale) d'un autre État pour rendre une fraction de la population dudit État hostile à son gouvernement central dans le but de modifier le comportement de ce gouvernement ou d'infléchir sa ligne de conduite⁷⁶.

CONCLUSION

Chaque théorie, concept ou approche mobilisée dans ce travail apporte un point de vue complémentaire à notre recherche. L'approche constructiviste permet de montrer le comportement parfois paradoxal des États-Unis entre un discours normatif prokurde et un calcul stratégique rationnel pro-États partenaires. Avec le constructivisme, le focus est centré sur l'État (parent, américain). Ensuite, la Foreign Policy Analysis met

⁷² Valensi, C., (2021). *Alliances with violent non-state actors in Middle East conflicts : between theory and practice*. Dans *Institut Européen de la Méditerranée*. p. 241.

⁷³ Barrea, J., (1978). *Théories des relations internationales*. Ciaco Éditeur. p. 40.

⁷⁴ Barrea, J., (1981). *Une approche synoptique des théories de la décision, de la puissance et de la négociation*. Dans *Études internationales*. p. 254.

⁷⁵ Barrea, J., (1978). *Théories des relations internationales*. Ciaco Éditeur. p. 84.

⁷⁶ Barrea, J., (1981). *Une approche synoptique des théories de la décision, de la puissance et de la négociation*. Dans *Études internationales*. p. 263.

la lumière sur les décideurs et les décisions américaines vis-à-vis des Kurdes en posant que celles-ci ne sont pas exclusivement structurelles, mais également bureaucratiques et politiques. Ceci suppose que lorsqu'une décision est prise, elle ne peut pas être expliquée uniquement par les contraintes internationales et le rôle que l'État américain joue sur la scène mondiale. Une décision est également influencée par des variables politiques, telles que l'opinion publique ou l'idéologie du décideur. La Foreign Policy Analysis considère également l'État non comme un acteur unique, mais comme un ensemble de ministères, de l'armée, de diplomates, qui n'ont pas toujours les mêmes intérêts et qui tenteront chacun de défendre les intérêts propres de leurs secteurs (bureaucraties). Mobiliser la Foreign Policy Analysis nous permet de dépasser l'analyse au niveau de l'État comme entité agrégée, et de considérer le rôle joué par la variable individuelle au niveau des décideurs. Le concept de « guerre by proxy » et la théorie des alliances avec des acteurs non étatiques permettent également de mettre en lumière la nature de la relation des États-Unis avec les combattants kurdes ainsi que les raisons de ce type de collaboration tout à fait spécifique qu'est la « guerre by proxy ». Enfin, la variable sociétale et le concept de subversion chez Jean Barrea nous permettront d'appréhender la nature de la relation plurielle entre les administrations américaines, les États-parents et les différents acteurs kurdes.

C'est d'après les différents éléments qu'apporte chacune des théories, approches et concepts proposés ci-dessus que l'hypothèse de ce mémoire a pu être formulée. L'État américain au départ de notre hypothèse découle du rôle central joué par l'État dans la théorie constructiviste. La Foreign Policy Analysis a nuancé cette centralité en proposant de se pencher sur les décideurs au sein de l'État américain. L'établissement d'un engagement subversif, ou non, de ces états selon des relations d'ententes ou de conflits a pu être développé d'après la théorie des alliances avec des acteurs non étatiques, le concept de « guerre by proxy » et celui de subversion chez Jean Barrea.

La combinaison de ces différentes approches, théories, et concepts, permet une compréhension globale et nuancée du comportement américain vis-à-vis des Kurdes d'après leurs relations bilatérales avec chaque État-parent de ces derniers. En effet, la complexité du comportement américain vis-à-vis de la population kurde nécessite une approche théorique plurielle pour en saisir les éléments centraux.

CHAPITRE 1 : HISTOIRE DU PEUPLE KURDE AU MOYEN-ORIENT

LES KURDES : LE « PLUS GRAND PEUPLE SANS ÉTAT DU MONDE »

Il existe différents récits quant à l'origine des Kurdes. Des inscriptions sumériennes datant de 2000 av. J.-C. feraient déjà état de l'existence d'un peuple kurde. Un groupe caucasien préiranien présent, jusqu'en 700 av. J.-C. dans les vallées du Kurdistan actuel montre également une présence kurde. Des traces plus concrètes remontent à l'époque grecque. Les premières traces d'un peuple que l'on qualifierait de Kurde aujourd'hui datent du 13^e siècle, attestant de leur présence dans l'histoire de l'Asie de l'Ouest. Lors de la période mongole (entre 1258 et 1509), les Kurdes se font plus discrets⁷⁷. C'est durant l'Empire ottoman que le peuple kurde joue un rôle éminent. Les Kurdes furent pour l'Empire ottoman un rempart majeur contre les invasions extérieures. Ils ont défendu l'Empire contre les invasions turques du nord, contre les invasions iraniennes à l'est et contre celles des Arabes au sud-ouest. Des alliances politico-militaires entre l'empire et les Kurdes furent scellées pour combattre la dynastie iranienne des séfévides. En contrepartie, l'Empire ottoman octroya au peuple kurde une autonomie limitée sur les territoires contrôlés par l'empire⁷⁸.

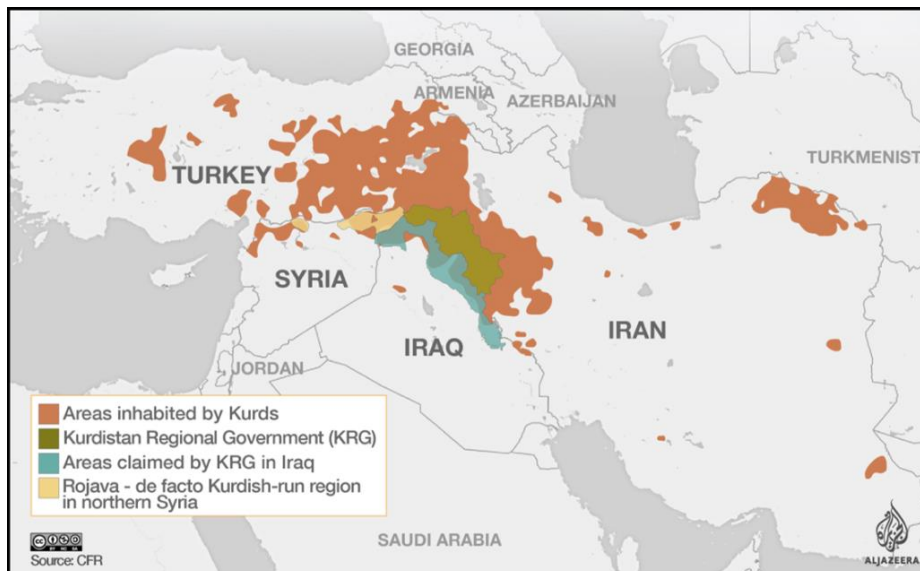


Image 1 : Carte des régions habitées par les Kurdes au Moyen-Orient (Rifai, Ali, 2017).

⁷⁷ Edmonds, C. J., (1971). *Kurdish Nationalism*. Dans *Journal of Contemporary History*. pp. 87-88.

⁷⁸ Tejel, J., (2017). *Aux origines de la "question kurde"*. Dans *Anatoli. De l'Adriatique à la Caspienne. Territoire, Politiques et Sociétés*. p. 2.

Différents éléments historiques et contemporains permettent d'identifier le peuple kurde. Les Kurdes forment un peuple présent dans leur région actuelle depuis au moins trois mille ans. À la convergence de la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran, ils vivent dans les montagnes (communément appelés « les enclaves kurdes »), mais aussi, plus récemment, dans les grandes villes (principalement Istanbul et Ankara). Les Kurdes vivent dans un climat oscillant entre chaleur, humidité et froid, rendant les conditions de vie compliquées. Ces conditions déjà ardues ne peuvent être qu'empirées par le changement climatique et d'autres facteurs inhérents à la région (les guerres...). La religion musulmane sunnite est prédominante au sein du peuple kurde, mais ce n'est pas la seule⁷⁹. Des croyances propres liées à un sentiment tribal au sein du peuple kurde sont également présentes⁸⁰. La langue kurde relève d'un héritage indo-européen éloigné du turc et de l'arabe et s'affiliant à l'iranien. Deux grandes variantes existent au sein de cette langue kurde : le kurmanji principalement parlé dans le nord-ouest du Kurdistan et le sorani dans le sud-ouest du Kurdistan. Néanmoins, la langue kurde regorge de nombreux sous-dialectes, ce qui en fait une langue très riche⁸¹. L'économie des Kurdes est principalement basée sur l'exploitation de fermes, sur des élevages d'animaux, ainsi que sur de larges réserves d'eau et de pétrole. Ces deux dernières ressources naturelles rendent la région importante d'un point de vue économique et géostratégique.

Si la construction nationale de l'histoire kurde est celle d'un seul peuple, une fragmentation bien réelle est à considérer ; la séparation des Kurdes au sein des quatre États-nations que l'on qualifie d'« États-parents ». L'histoire distincte des Kurdes de Turquie, d'Irak, de Syrie et d'Iran est importante à appréhender tant elle souligne la multiplicité de caractéristiques d'un peuple fragmenté au Moyen-Orient et ailleurs.

LES KURDES DE TURQUIE

Jusqu'en 1826, la présence du peuple sur le territoire correspondant à peu près à la Turquie actuelle ne posait pas de problème. C'est à l'avènement du sultan Mahmud II que les choses se compliquent. La stigmatisation des chefs féodaux kurdes mènera à

⁷⁹ Elphinston, W. G., (1946). *The Kurdish Question*. Dans *International Affairs (Royal Institute of International Affairs)*. p. 92.

⁸⁰ Nikitine, B., (1946). *Problème Kurde*. Dans *Politique étrangère*. p. 259.

⁸¹ Tejel, J., (2017). *Aux origines de la "question kurde"*. Dans *Anatoli. De l'Adriatique à la Caspienne. Territoire, Politiques et Sociétés*. p. 11.

l'insurrection de 1830 menée par Bedr Khan et Mohamed Pasha. Un État kurde sera créé, mais il sera rapidement vaincu. Cette première révolte en entraînera d'autres.⁸².

La fin de la Première Guerre mondiale et la chute de l'Empire ottoman marquent un tournant pour les Kurdes de Turquie. Le président américain en poste à l'époque, Woodrow Wilson, établit ses « fourteen points ». Dans son douzième point, il déclare, au vu de la création de l'État-nation turc, que les minorités non turques doivent jouir d'un développement autonome. Cette déclaration est soutenue par le Traité de Sèvres de 1920 qui préconise une autonomie locale pour les zones kurdes. Cependant, le Traité de Lausanne (1923) qui officialise l'indépendance de la Turquie balaye les aspirations kurdes en ne faisant aucune mention du peuple kurde. Cette situation mène aux trois grandes révoltes des Kurdes de Turquie ; à savoir : la rébellion de Sheik Said (1925) qui fut une rébellion nationaliste et religieuse à l'issue de laquelle le leader Sheik Said fut pendu ; la rébellion massive du général Ihsan Nuri Pasha de 1927 ; et enfin celle de Dersim (entre 1936 et 1938), dirigée par Sheik Sayyid Risa, qui prendra fin à la mort de ce dernier et marquera la défaite des Kurdes face au pouvoir central turc.

À partir de la dernière grande révolte des Kurdes de Turquie qui prend fin en 1938, une totale élimination des éléments kurdes est opérée en Turquie, sous l'égide de Mustafa Kemal Atatürk. Pendant les années 1970, on voit une nouvelle érosion des revendications kurdes pour leurs droits culturels, politiques et linguistiques. Le gouvernement exerce alors une oppression sans pitié. C'est dans ce climat qu'est créé le *Parti des Travailleurs du Kurdistan* (PKK, d'après sa dénomination en kurde) par Abdullah Öcalan en 1984⁸³.

LES KURDES D'IRAK

Avant 1920, l'histoire porte peu d'attention aux Kurdes d'Irak. Ce n'est que lorsque les premières contestations armées des Kurdes irakiens interviennent que l'histoire irakienne est mêlée à celle des Kurdes vivants sur son territoire. Parmi les plus marquantes, nous pouvons citer la révolte de Barzani entre 1961 et 1975 ; la « campagne al-Anfat » (1988-89) durant laquelle l'emploi d'armes chimiques sur les civils kurdes irakiens par le pouvoir central de Bagdad fut déploré ; et enfin en 1991,

⁸² Elphinston, W. G., (1946). *The Kurdish Question*. Dans *International Affairs (Royal Institute of International Affairs)*. p. 93.

⁸³ Gunter, M. M., (2004). *The Kurdish Question in perspective*. Dans *World Affairs*. pp. 199-200.

lors de la seconde guerre du Golfe, lorsque le soulèvement de la population kurde d'Irak fut brutalement réprimé par le gouvernement de Saddam Hussein.

C'est à la suite de la guerre de 1991 et de la libération du Koweït que le Conseil de Sécurité des Nations Unies (ONU) prit une résolution qui changea la situation des Kurdes d'Irak. La Résolution 688 mena à la condamnation des actions du régime de Saddam Hussein sur la population durant la première guerre du Golfe, notamment sur la population kurde. D'après cette volonté, une « zone d'exclusion aérienne » fut établie pour protéger la population kurde, entre autres, des forces irakiennes, ce qui institua de facto l'autonomie du « Kurdistan irakien », zone reconnue comme ayant été dans l'histoire récente le premier territoire autonome pour les Kurdes⁸⁴.

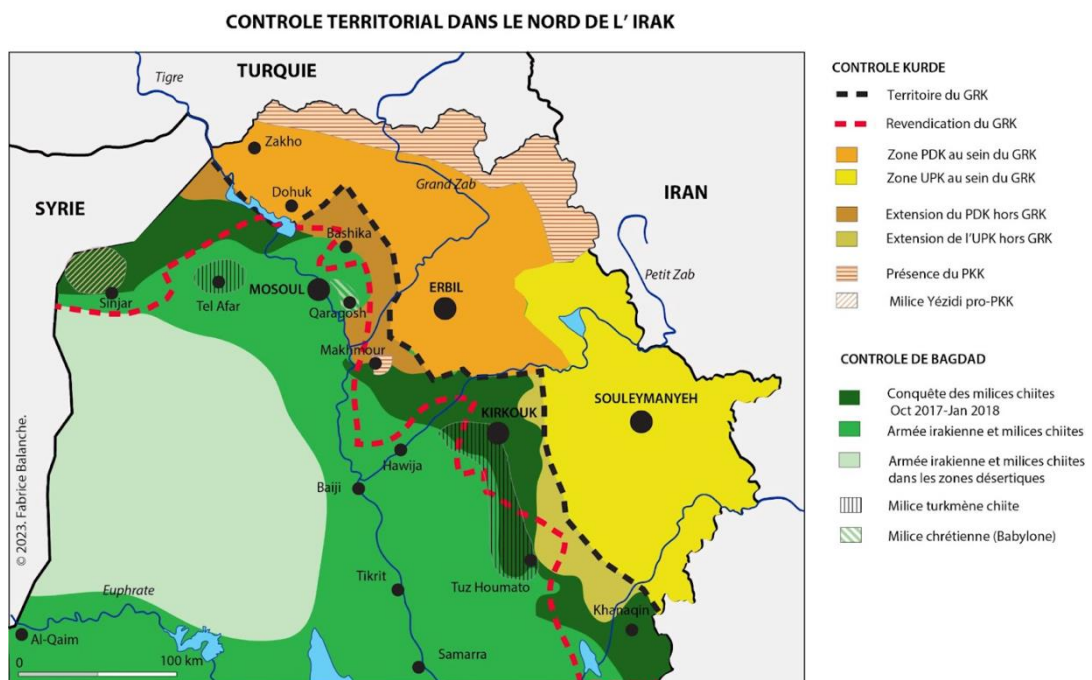


Image 2 : Le Kurdistan Irakien (Groupe d'étude géopolitique)

⁸⁴ Bozarlsan, H., (2006). *Les Kurdes d'Irak: un conflit en recomposition*. Dans *Outre-Terre*. p. 233.

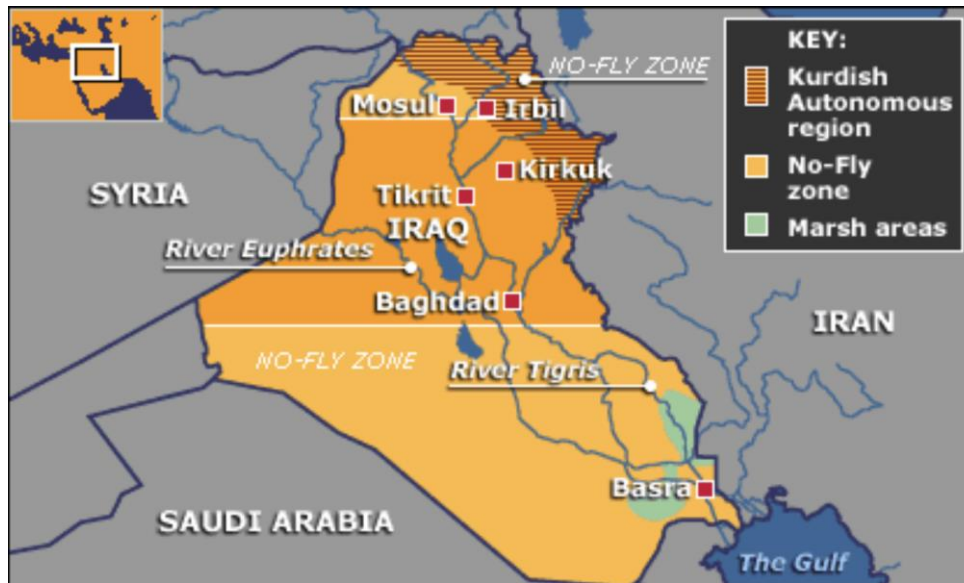


Image 3 : Zones d'exclusion aérienne (Esraa Mahmood Alsamee, 2018)

Un moment également marquant pour les Kurdes d'Irak fut la proclamation de la Résolution onusienne 986, connue sous le nom de « pétrole contre nourriture » en 1995. D'après cette résolution, l'Irak pouvait ainsi vendre 2 milliards de pétroles tous les deux mois en échange de nourriture, et ce sous le contrôle de l'ONU. Cette résolution impacta directement le Kurdistan irakien, car elle devint, entre 1999 et 2000 la principale ressource économique de la région⁸⁵. Cette résolution fut plus qu'une action humanitaire pour les Kurdes d'Irak, elle aida à la mise en place d'infrastructures routières, agro-industrielles... permettant au Kurdistan irakien de s'autonomiser de plus en plus.

Depuis 2005, le *Gouvernement Régional du Kurdistan* (GRK) est officiellement reconnu par l'Irak.

LES KURDES DE SYRIE

C'est à partir de 1920 que les Kurdes de Syrie arrivent au-devant de la scène syrienne. En effet, pendant le mandat français en Syrie, les Kurdes n'hésitent pas à jouer des relations entre la puissance mandataire et le pays parent pour faire valoir leurs intérêts. À la fin du mandat français, différents coups d'État éclatent en Syrie, débouchant sur la « politique de régime » ; cette politique entend l'exclusion de tous ceux qui ne font pas partie du groupe dirigeant⁸⁶. En raison d'une incapacité des acteurs étatiques à

⁸⁵ Boulanger, P., (2001). *Les Kurdes, tarot noir du Proche-Orient*. Dans *Études*. p. 21.

⁸⁶ Tejel Gorgas, J., (2006). *Les Kurdes de Syrie, de la "dissimulation" à la "visibilité" ?*. Dans *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*. p. 121.

stabiliser le système politique, la politique interne du pays se mêle à la politique régionale, et le nationalisme kurde apparaît comme un ennemi, car il ne partage pas l'idéal nationaliste arabe porté par le régime syrien. De ce fait, l'armée syrienne exclut tous ses officiers kurdes. Sur le plan culturel, le *Parti Démocratique Kurde de Syrie* (PDKS) est interdit, l'expression de l'identité kurde à travers sa langue et sa musique également⁸⁷. L'expression la plus frappante de cette répression de l'identité kurde est le cas des 120 000 Kurdes syriens (ce qui représente 20 % de cette population) déchus de leur nationalité syrienne en 1962 par le pouvoir central syrien. Ces milliers de personnes se retrouvent alors « apatrides » au sens le plus strict⁸⁸. Dans ce contexte, les Kurdes de Syrie adoptèrent la « stratégie de dissimulation ». Puisque toute expression de leur culture leur était interdite, ils la vivaient en leur for intérieur. C'est pourquoi la défense des droits des Kurdes ne s'est jamais évanouie en Syrie⁸⁹.

Malgré une situation peu désirable, la fin des années 1970 est marquée par un apaisement et une certaine neutralité du pouvoir en place face aux Kurdes.

Ainsi, la situation des Kurdes n'était pas souhaitable, mais quand même relativement stable. En tout cas jusqu'à la fin des années 1990. À cette période, la sphère kurde s'élargit sous l'effet de l'intervention américaine en Irak en 2003. L'exemple du Kurdistan irakien résonne chez les Kurdes de Syrie et prend la forme de demandes fréquentes d'autonomie administrative et culturelle. Les revendications se font alors de plus en plus visibles, comme le 10 décembre 2002 lorsque 150 à 200 Kurdes sont descendus dans les rues pour manifester devant le Parlement syrien afin de demander le respect des droits humains en Syrie et le droit à la citoyenneté pour les Kurdes⁹⁰. Au tournant des années 2000 et peu avant les « printemps arabes », les Kurdes de Syrie passent de la dissimulation à la visibilité.

Le point culminant des revendications kurdes en Syrie reste le projet du Rojava. Le 12 novembre 2013, le *Parti de l'Union Démocratique* (PYD, d'après sa dénomination en kurde) annonce que la région du Rojava dispose désormais de sa propre administration autonome et donc d'une assemblée législative, d'un gouvernement... Les théories politiques sur lesquelles est basée cette expérience ont été inspirées par

⁸⁷ Tejel Gorgas, J., (2006). *Les Kurdes de Syrie, de la "dissimulation" à la "visibilité" ?*. Dans *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*. pp. 118-121.

⁸⁸ Ziadeh, R., (2009). *The Kurds of Syria: Fueling separatist movements in the region?*. Dans *US Institute of Peace*. p. 2.

⁸⁹ Ibid. p. 124.

⁹⁰ Gauthier, J., (2006). *Syrie: le facteur kurde*. Dans *Outre-Terre*. pp. 224-225.

les revendications d'Abdullah Öcalan (notamment quant à la nécessité du caractère internationaliste que devait prendre la lutte du peuple kurde)⁹¹.

Bien que concret, ce projet apparaissait comme une utopie. Il ne bénéficiait d'aucune reconnaissance extérieure et souffrait de fait d'un isolement diplomatique et d'un enfermement commercial presque total⁹².

Pour remettre les choses en contexte, à partir de 2011, la Syrie tombe dans une guerre civile à la suite du mouvement des printemps arabes et de la menace grandissante que représente Daech. Dans ce contexte, le gouvernement syrien retire ses forces armées de la région abritant les Kurdes de Syrie. Le PYD, fort d'une expérience militaire, un réseau et une discipline importante prend alors le contrôle de la région. Ainsi, un mouvement kurde prônant l'autonomie prend forme. Les forces de Bachar al-Assad concentrées sur la défense du pouvoir en place et sur la lutte contre Daech passent une sorte de compromis avec *l'Unité de Protection du peuple* (YPG, d'après sa dénomination en kurde) qui prend le pouvoir dans la région. Tout ceci débouche, en janvier 2014, sur la création de l'entité du Rojava regroupant trois cantons formés par différents partis kurdes. Le projet connaît plusieurs changements de noms jusqu'en 2018 où elle est officiellement nommée : « Administration Autonome du Nord et de l'Est de la Syrie » (AANES)⁹³. Si l'AANES existe toujours aujourd'hui, la menace turque persistante en raison des liens du PYD avec le *Parti des Travailleurs du Kurdistan* (PKK) et la décision du retrait américain sous Donald Trump en octobre 2018 rendent la viabilité du projet de plus en plus incertaine. Elle reste cependant un des plus grands aboutissements des revendications autonomes des Kurdes de Syrie en particulier et du peuple kurde en général.

LES KURDES D'IRAN

Les autorités iraniennes ont toujours été méfiantes vis-à-vis de l'insoumission des Kurdes vivant sur son territoire⁹⁴. Si aujourd'hui les rêves d'autonomie de Kurdes d'Iran semblent loin, au moins trois grandes révoltes restent inscrites dans l'histoire.

⁹¹ (2025). *L'internationalisme au cœur des transformations du Mouvements de libération du Kurdistan : analyse de la situation actuelle*. Dans *Academy of Democratic Modernity*.

⁹² Roussel, C., (2014). *Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ?*. Dans *Maghreb-Machrek*. p. 88.

⁹³ Dupiéreux-Fettweis, M., (2022-2023). *Viabilité du projet politique développé par le Parti de l'Union Démocratique (PYD) au sein de l'Administration Autonome du Nord-Est de la Syrie*. Université Catholique de Louvain. pp. 28-31.

⁹⁴ Richard, Y., (1991). *Les Kurdes d'Iran: révoltes, idéalisme et silence*. Dans *La question Kurde*. p. 55.

La résistance de la forteresse de Dimdim de 1608 ; la révolte menée par Sheik Ubaydullah Nahri en 1880 ; et celle menée par Simko Shkak dans les années 1920⁹⁵. Toutes ces rébellions furent réprimées dans le sang par l'armée centrale iranienne.

La naissance du modèle de l'État-nation au Moyen-Orient entraîne de nouvelles répressions violentes à l'égard des Kurdes.

Un moment marquant dans l'histoire des Kurdes d'Iran, reste la République éphémère de Mahabad. Le 16 août 1942, une organisation avec une direction collégiale voit le jour, le « Collectif de la renaissance kurde ». Celle-ci fut créée par des intellectuels kurdes pour remédier aux tentatives ratées d'autonomie antérieures. La ville de Mahabad fut choisie, car elle était la seule libre de toute occupation lors de la Seconde Guerre mondiale. Le 22 janvier 1946, le *Parti Démocratique du Kurdistan* (PDK) proclame la République, et Qazi Muhammad est élu président par les délégués des différentes régions du Kurdistan. Cette nouvelle république ne plaît pas du tout aux Alliés et aux régimes despotiques de la région. Alors, soutenue par les États-Unis et la Grande-Bretagne, la monarchie iranienne met fin à l'expérience après seulement onze mois d'existence. Qazi Muhammad est pendu et le plus grand projet d'autonomie kurde prend fin⁹⁶.

Après cette expérience ambitieuse, mais ratée, la République islamique en place en Iran en 1979 tente d'affaiblir la population kurde par tous les moyens depuis son arrivée au pouvoir. Aujourd'hui, la région où vivent les Kurdes d'Iran est peu développée économiquement et reste la victime d'un gouvernement central qui pille ses ressources⁹⁷.

⁹⁵ Ribau, P., (2017). *La République éphémère de Mahabad au Kurdistan d'Iran*. Dans *La pensée*. p. 81-82.

⁹⁶ Ibid. pp. 82-83.

⁹⁷ Ribau, P., (2017). *La République éphémère de Mahabad au Kurdistan d'Iran*. Dans *La pensée*. p. 84.

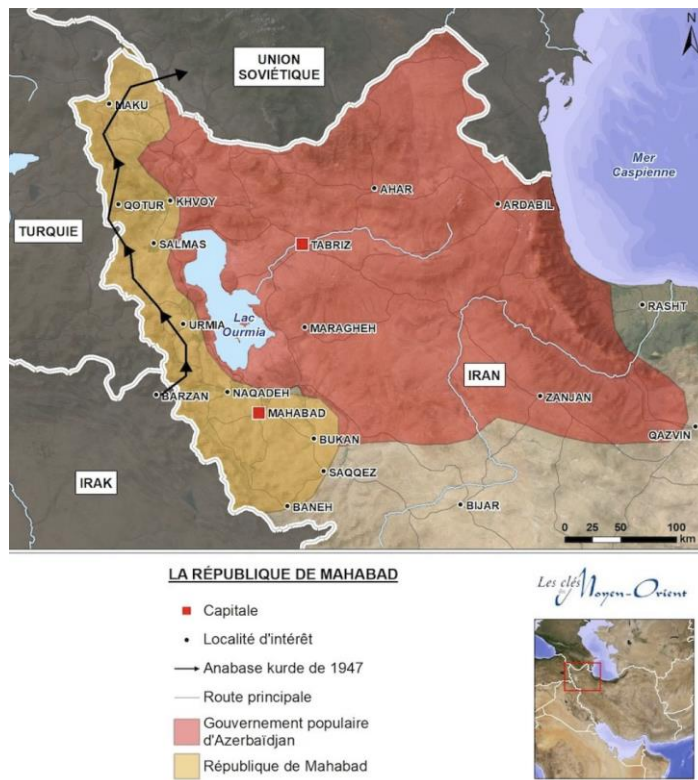


Image 4 : La République de Mahabad (1946-1947) (Émile Bouvier, 2020)

TENTATIVES D'AUTONOMIE

Les différentes tentatives d'autonomie du peuple kurde pour obtenir une indépendance ne sont pas le cœur de ce travail. Il paraît malgré tout important de mentionner cette problématique sans laquelle il serait compliqué de saisir les raisons pour lesquelles le peuple kurde s'est associé avec différents alliés à travers le temps.

Le peuple kurde est souvent appelé « le plus grand peuple apatride au monde ». En effet, ce peuple ne possède de patrie qui regrouperait tous les Kurdes, malgré la création de groupes politiques et de groupes armés. Pour autant, la grande majorité des Kurdes possèdent la nationalité d'un de leurs États-parents. La question kurde a depuis toujours été portée par l'ambition de créer un État kurde où y abriter une population séparée aux coins de quatre États distincts. Si les volontés initiales ont dû être revues à la baisse, cette volonté d'indépendance, ou du moins d'autonomie, n'a jamais quitté ni la population kurde du Moyen-Orient, notamment parmi ses intellectuels, ni celle vivant en exode.

Cependant, et mise à part leur dispersion sur quatre États, différents obstacles empêchent les Kurdes d'atteindre leur objectif. D'abord, il y a la question de « l'autodétermination ». Ce principe sous-entend la nécessité d'un groupe identifiable et solidaire qui pourrait légitimement revendiquer son autodétermination. À cet égard, les chercheurs ne semblent pas s'accorder sur le fait que les Kurdes représenteraient un tel groupe. Leur division en quatre États distincts et le caractère poreux de leurs frontières ethniques leur portent préjudice. La question de la territorialisation pose également problème⁹⁸. Pour l'ONU et la majorité des puissances de la scène internationale, un peuple peut légitimement revendiquer son autodétermination lorsqu'il est rassemblé sur un seul territoire. Ce n'est pas le cas du peuple kurde qui est fragmenté dans quatre états reconnus par cette même communauté internationale ; ce qui complique la situation. Théoriquement, il est possible de concevoir une autodétermination des Kurdes au sein de chacun des quatre États-parents, puis une éventuelle réunification.

Les difficultés auxquelles fait face le peuple kurde accompagné du silence de la communauté internationale plongent cette minorité dans des revendications violentes pour faire valoir leurs droits⁹⁹. Les tentatives d'autonomie ont été différentes selon l'État-parent dans lequel elles avaient lieu, mais elles ont toujours été le lien qui unissait les Kurdes.

INTERNATIONALISATION DE LA QUESTION KURDE

La question kurde n'en a pas toujours été une. C'est à partir de la fin de la Première Guerre mondiale que le sort des Kurdes au Moyen-Orient est porté à l'attention des puissances. En effet, avec l'implantation des « États-nations » au Moyen-Orient et le démantèlement de l'Empire ottoman, les Kurdes deviennent le problème des grandes puissances. Ainsi, dans le Traité de Sèvres (1920) on y mentionne les États arabes de Syrie et d'Irak, mais également une autonomie locale pour les zones à majorité kurde de ces États naissants. Seulement, ce traité ne sera jamais ratifié notamment en raison du refus de Mustafa Kemal Atatürk (fondateur de République de Turquie actuelle) de le ratifier. Finalement, c'est le Traité de Lausanne (1923) qui sera ratifié. Dans ce

⁹⁸ Picard, E., (1999). *Les Kurdes et l'autodétermination : une problématique légitime à l'épreuve de dynamiques sociales*. Dans *Revue française de science politique*. pp. 422-423.

⁹⁹ Picard, E., (1999). *Les Kurdes et l'autodétermination : une problématique légitime à l'épreuve de dynamiques sociales*. Dans *Revue française de science politique*. p. 428.

dernier, il n'était fait aucune mention d'un quelconque Kurdistan autonome. Il confirme plutôt la partition du Kurdistan ottoman entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran¹⁰⁰. Ceci clôture la première vague d'internationalisation de la question kurde. Il en découle que, au nom des intérêts géopolitiques et économiques, les Kurdes et leur désir d'autonomie ont été, une première fois, étouffés.

L'attention est à nouveau portée sur les Kurdes lors des conflits régionaux majeurs impliquant les États-parents de ces derniers. Pour ne donner que deux exemples : la première guerre du Golfe et la guerre civile syrienne. C'est au terme de la guerre de 1991 que le Kurdistan irakien prend forme et qu'il est protégé par une zone d'exclusion aérienne organisée par l'ONU dans le cadre d'une politique humanitaire. Cette autonomie gagnée par les Kurdes les projette sur le devant de la scène une nouvelle fois. Le conflit syrien qui éclate en 2011 porte une nouvelle fois l'attention internationale sur les Kurdes¹⁰¹. En effet, la combinaison d'une jeunesse kurde active dans la révolution et d'une coordination militaire efficace du PYD et du Conseil National kurde (CNK), ont joué un rôle déterminant dans le conflit syrien pour lutter contre le régime de Bachar al-Assad¹⁰².

Enfin, la question kurde est également internationalisée par la diaspora kurde en dehors du Moyen-Orient.

¹⁰⁰ Edmonds, C. J., (1971). *Kurdish nationalism*. Dans *Journal of contemporary history*. p. 90.

¹⁰¹ Roussel, C., (2014). *Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : un rêve éphémère ou espoir durable ?*. Dans *Maghreb-Machrek*. p. 76.

¹⁰² Ibid. p. 80.

CHAPITRE 2 : LES RELATIONS BILATÉRALES AMÉRICAINES AVEC LES ÉTATS PARENTS DES KURDES ENTRE 2003 ET 2025

Dans ce chapitre, nous allons établir l'état des relations bilatérales des États-Unis sous les administrations de G. W. Bush I & II, B. Obama I & II, D. Trump I et J. Biden avec les quatre États-parents des Kurdes. Il s'agira d'une comparaison successive des relations bilatérales entre chaque administration et chaque État-parent. Cette comparaison sera établie d'après des variables générales telles que la diplomatie, la sécurité et la défense, l'économie et l'énergie, l'idéologie politique et les facteurs géopolitiques. Une revue systémique de ceci sous forme de vision synthétique figure dans les annexes 1 à 8.

ADMINISTRATIONS GEORGE W. BUSH I & II

George W. Bush a été élu pour son premier mandat en 2000, suivi d'un deuxième mandat après sa réélection en 2004. Son administration s'est donc étendue de 2001 à 2009. L'événement marquant de son mandat est bien évidemment l'attaque des tours jumelles le 11 septembre 2001 par l'organisation terroriste Al-Qaeda. Ainsi, les relations bilatérales des États-Unis pendant cette période sont généralement divisées en deux périodes : celle avant le 11 septembre, et celle après. L'invasion américaine de l'Irak en 2003 marque également un tournant dans la politique de G. W. Bush. C'est d'après ce contexte que les relations bilatérales des États-Unis sous George W. Bush avec les quatre États parents des Kurdes seront abordées dans ce chapitre.

TURQUIE

La Turquie a été, en tout cas clairement jusqu'en 2003, le câble diplomatique des États-Unis au Moyen-Orient. Après le 11 septembre 2001, Ankara s'est faite la porte-parole de Washington dans la région. Les relations diplomatiques entre les deux puissances se sont retrouvées entachées au moment de l'invasion de l'Irak de 2003, période durant laquelle la Turquie n'a pas soutenu son allié américain¹⁰³. La confiance stratégique que se portaient mutuellement les deux pays jusqu'à lors se détériore à partir de ce moment-là. Avant l'ère Bush, la coopération militaire entre les deux États était

¹⁰³ Erhan, C., Sivas, E. (2017). *Determinants of Turkish-American Relations and Prospects for the Future*. Dans *Insight Turkey*. p. 99.

importante lors des interventions supervisées par l'ONU notamment lors de la Guerre de Corée, au Kosovo et en Bosnie. Les États-Unis ont également utilisé la base aérienne d'Incirlik en Turquie pour leur « guerre contre le terrorisme »¹⁰⁴.

Pendant l'ère Bush, Ankara et Washington coopéraient économiquement au travers de commissions économiques conjointes et d'accords-cadres sur le commerce et l'investissement. Au niveau de l'énergie, la Turquie était tout à fait stratégique pour ses routes et son eau. Les États-Unis ont aussi sur le sol turc des armes nucléaires dont ils détiennent le contrôle.

Du point de vue d'une idéologie partagée, ou non, Ankara n'était pas, déjà du temps de Bush, spécialement attiré par le modèle sociétal et politique américain. L'invasion de l'Irak a de plus éveillé une élite académique fortement antiaméricaine en Turquie¹⁰⁵. Du côté des droits humains, l'administration Bush n'a eu que peu d'ingérence quant au traitement des Kurdes par la Turquie.

Enfin, la Turquie représente depuis longtemps un partenaire stratégique essentiel pour les États-Unis. Pendant la Guerre froide, elle était le rempart de la frontière occidentale du sud-est contre la menace soviétique¹⁰⁶. Dans la guerre contre le terrorisme, elle a été le relais de Washington au Moyen-Orient¹⁰⁷. Pour autant, les relations n'étaient pas toujours au beau fixe sous Bush. Des tensions sont apparues autour de la question chypriote, de la question kurde et du refus de la Turquie de laisser passer les troupes américaines sur son territoire lors de l'invasion de l'Irak¹⁰⁸.

IRAK

Une relation diplomatique entre les États-Unis et l'Irak avant l'invasion de 2003 était quasiment inexistante. À partir de 2003, une relation s'établit, mais elle est qualifiée « d'asymétrique » ; c'est-à-dire que Washington entretient une relation directe avec un État irakien sous tutelle¹⁰⁹. Sous Bush, le discours officiel vis-à-vis de l'Irak est évidemment celui de la promotion de la démocratie et de la reconstruction du pays

¹⁰⁴ Schmid, D., (2011). *La Turquie, alliée de toujours des États-Unis et nouveau challenger*. Dans *Politique étrangère*. p. 591.

¹⁰⁵ Cagaptay, S. (2004). *Where goes the U.S-Turkish relationship ?*. Dans *Middle East Forum*. <https://www.meforum.org/middle-east-quarterly/where-goes-the-us-turkish-relationship>.

¹⁰⁶ Gourisse, B., (2023). *La Turquie est un allié inconditionnel des États-Unis*. Dans *Idées reçues sur la Turquie*. p. 123.

¹⁰⁷ Erhan, C., Sivis, E. (2017). *Determinants of Turkish-American Relations and Prospects for the Future*. Dans *Insight Turkey*. p. 99.

¹⁰⁸ Gourisse, B., (2023). *La Turquie est un allié inconditionnel des États-Unis*. Dans *Idées reçues sur la Turquie*. pp. 123-125.

¹⁰⁹ Norling, J. (2022). *The United States and Iraq: limited influence in an asymmetrical relationship*. Thèse de doctorat, Université nationale australienne. p. 14.

après la chute de Saddam Hussein¹¹⁰. Après l'occupation américaine, une collaboration militaire massive, mais toujours asymétrique prend place, sous la forme de l'objectif « d'action militaire préemptive ». À ce moment-là, les échanges commerciaux et énergétiques sont complètement dominés par le pétrole irakien¹¹¹.

Alors qu'avant 2003 toujours aucune compatibilité politique n'existe entre les deux États, après l'invasion, les États-Unis soutiennent l'émergence d'un régime démocratique en Irak. Washington dénonce également le traitement des Kurdes irakiens et présente le Kurdistan irakien comme un modèle de démocratie dans la région¹¹². Du point de vue de la géopolitique, l'administration Bush veut dépeindre l'Irak comme l'exemple de « réussite » américaine d'implémentation de la démocratie au Moyen-Orient¹¹³.

SYRIE

Sous Bush, la Syrie d'Assad est considérée comme stratégique pour renverser Saddam Hussein en Irak. Damas a proposé ses services de renseignement pour défier Al-Qaeda, mais leur collaboration militaire n'aura pas été plus loin¹¹⁴. Au début du mandat de Bush, une confiance fragile existait entre les deux États, mais celle-ci se détériora rapidement à partir de 2004 pour déboucher sur une relation conflictuelle lorsque les États-Unis se rendent compte que la Syrie soutient Al-Qaeda dans son infiltration en Irak¹¹⁵. Le tournant syrien vers la Russie et l'Iran contribue également à attiser des tensions avec les États-Unis de Bush¹¹⁶.

Les échanges commerciaux ont été fortement impactés par la détérioration des relations, notamment avec la « Syrian Accountability Act » de 2003, interdisant

¹¹⁰ Norling, J. (2022). *The United States and Iraq: limited influence in an asymmetrical relationship*. Thèse de doctorat, Université nationale australienne. p. 51.

¹¹¹ Binodah, M. A., (2006). *U.S foreign policy in the Middle East and the Bush war on Terror: elite opinion and the failure of U.S strategy*. Thèse de doctorat, Université de Sheffield. p. 195.

¹¹² Pressman, J., (2009). *Power without influence: the Bush administration's foreign policy failure in the Middle East*. Dans *International security*. p. 154.

¹¹³ Ibid.

¹¹⁴ Quliyev, A., (2024). *The United States – Syria relationship from 2000 to 2022 years*. Dans *Journal of political science and international studies*. p. 27.

¹¹⁵ Prados, B.A., (2006). *Syria: U.S relations and bilateral issues*. Dans *CRS Issue brief for congress*. p. 8.

¹¹⁶ Quliyev, A., (2024). *The United States – Syria relationship from 2000 to 2022 years*. Dans *Journal of political science and international studies*. p. 31.

l'export de la plupart des biens américains vers la Syrie pour punir Damas de son support au terrorisme¹¹⁷¹¹⁸.

Sous Bush, il apparaît clairement qu'une comptabilité politique avec la Syrie d'Assad n'est pas imaginable. Ses liens (économiques) étroits avec l'Irak de Saddam Hussein notamment, l'éloignent du spectre américain¹¹⁹.

Les États-Unis ont également émis une faible opposition au traitement infligé aux minorités en Syrie¹²⁰.

La Syrie a un poids important dans la stratégie régionale américaine, mais les conflits existants entre les deux pays la rendent imprévisible, ce qui empêche les États-Unis d'en faire un allié fiable.

IRAN

Au début du premier mandat de Bush, ses relations avec l'Iran n'étaient pas trop mauvaises (on était dans la continuation de la politique de Bill Clinton). L'administration Bush est la première à avoir pu établir une relation aussi ouverte avec l'Iran depuis 1979¹²¹. Les deux pays ont collaboré en Afghanistan après la chute des talibans, les aérodrômes iraniens servant de base pour la flotte aérienne américaine¹²². Mais la confiance stratégique établie ne fut pas de longue durée, et dès 2002, le programme nucléaire de l'Iran et la guerre contre l'Irak en préparation à Washington ont fortement détérioré leur relation. L'administration Bush fait inscrire le pays sur la liste des pays de « l'axe du mal »¹²³.

D'un point de vue commercial, les États-Unis ont lourdement sanctionné l'Iran avec, entre autres, des interdictions de voyager, des embargos sur les ventes d'armes, ou encore une pression à l'international pour stopper le business avec l'Iran¹²⁴.

¹¹⁷ Prados, B.A., (2006). *Syria: U.S relations and bilateral issues*. Dans *CRS Issue brief for congress*. p. 8.

¹¹⁸ (2003). *H.R 1828 – Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration act of 2003*. Congress.gov. <https://www.congress.gov/bills/108th-congress/house-bill/1828>.

¹¹⁹ Salik, N., (2023). *Between constructive engagement and overt confrontation: U.S foreign policy towards Syria in the post Cold-War era (1989-2009)*. Thèse de doctorat, école supérieure des sciences sociales de l'université technique du Moyen-Orient. p. 301

¹²⁰ Quliyev, A., (2024). *The United States – Syria relationship from 2000 to 2022 years*. Dans *Journal of political science and international studies*. p. 26.

¹²¹ Shoukat, P., (2024). *U.S foreign policy under Trump and Biden towards Iran: a comparative analysis*. Université islamique internationale d'Islamabad. pp. 6-7.

¹²² Sharp, T., (2009). *U.S foreign policy toward Iran in the Obama Era*. Dans *Instituto per gli studi di politica internazionale*. pp. 2-3.

¹²³ Ibid. p. 51.

¹²⁴ Therme, C., (2009). *La République islamique face à l'administration Obama*. Dans *Politique américaine*. pp. 26-27.

Aucune comptabilité politique n'a réellement existé entre Washington et Téhéran, notamment du point de vue des respects des droits humains.

Déjà sous Bush, l'Iran a un poids régional important, notamment en Irak, et son agressivité et son programme nucléaire florissant font d'elle un danger du point de vue américain.

GEORGE W. BUSH ET LES KURDES

Bush et les Kurdes du Moyen-Orient n'ont jamais vraiment entretenu une relation directe. Le président américain n'a jamais établi une reconnaissance politique d'un État kurde dans aucun des quatre États-parents.

Du côté de la Turquie, le gouvernement central ne reconnaît lui-même que dans une certaine mesure l'existence d'une population kurde sur son territoire.

En Irak, le président Bush et les Kurdes ont collaboré pour faire tomber le régime de Saddam Hussein. Plus précisément, c'est avec les guerriers de la Peshmerga (« ceux qui affrontent la mort ») que les Américains ont collaboré de la façon la plus importante à cette époque. Dans ce contexte, lors de la libération des villes de Mossoul et de Kirkouk, un soutien militaire massif s'est déployé en sécurisant les pistes d'atterrissage pour les avions américains dans la région¹²⁵. Ces relations américaines avec les Kurdes d'Irak n'ont eu aucune conséquence sur les relations avec le gouvernement central qui était gouverné par intérim par les États-Unis¹²⁶.

En Syrie, la collaboration avec les Kurdes date de la lutte contre l'État islamique, qui n'était donc pas d'actualité pendant les mandats de Bush. En Iran également, Bush n'a jamais vraiment entretenu de relation avec les Kurdes vivant sur ce territoire¹²⁷.

ADMINISTRATIONS BARACK OBAMA I & II

Barack Obama a été élu président des États-Unis successivement en 2008 et en 2012. Il occupa donc son poste de manière effective entre 2009 et 2017. En regardant du côté du Moyen-Orient, l'administration Obama est marquée par les mouvements des printemps arabes, qui débouchent notamment sur une guerre civile en Syrie. L'arrivée de l'État islamique dans la région en 2014 impacta aussi de manière importante

¹²⁵ McCool III, D., (2021). *The role of the Kurds in US foreign policy*. Université du Mississippi. pp. 29-30.

¹²⁶ Hakem, H., (2003). *Les Kurdes d'Irak et l'arrivée inespérée de l'Amérique*. Dans *Outre-Terre*. p. 243

¹²⁷ Meho, L. I., Nehme, M. G. *The legacy of U.S support to Kurds: two major episodes*. p.13.

l'administration Obama. Comme pour George W. Bush, on sépare généralement l'administration Obama en deux phases : celle avant l'éclatement des printemps arabes, et celle après les mouvements des printemps arabes qui sont directement suivies par l'émergence de l'État islamique. C'est dans ce contexte que seront observées les relations bilatérales des États-Unis avec les États-parents des Kurdes pendant l'administration Obama.

TURQUIE

Comme nous l'avons vu précédemment, les relations américaines avec la Turquie ont été bouleversées par la guerre en Irak, tout en restant relativement bonnes. Barack Obama reçoit l'héritage de cela¹²⁸. La défiance entre les deux alliés stratégiques ne fait qu'empirer sous Obama. Ankara voit d'un mauvais œil le soutien américain aux Kurdes et Washington redoute un rapprochement de la Turquie avec la Russie et l'Iran¹²⁹¹³⁰.

Durant l'ère Obama, la Turquie reste un couloir énergétique stratégique pour les États-Unis¹³¹. La comptabilité politique des deux États semble toujours s'éloigner avec une tendance islamiste du Parti de la Justice et du Développement (AKP en turc) et la dérive autoritaire de Recep Erdogan¹³².

Comme sous Bush, les États-Unis d'Obama ne présentent qu'une faible ingérence quant au traitement turc de la question kurde.

Avec le mouvement des printemps arabes, Obama reste distant du Moyen-Orient tout en reconnaissant le poids stratégique important de la Turquie comme relais américain dans la région. Néanmoins, sous Obama on voit une Turquie qui s'émancipe toujours plus du géant américain. Les conflits se multiplient notamment autour du soutien américain à l'YPG pour la lutte contre le terrorisme et aux Forces Démocratiques Syriennes (FDS), organisation considérée comme groupe terroriste par la Turquie, car affiliée au PKK¹³³.

¹²⁸ Erhan, C., Sivis, E., (2017). *Determinants of Turkish-American relations and prospects for the future*. Dans *Insight Turkey*. pp. 104-106.

¹²⁹ Ibid. p. 105.

¹³⁰ Ibid. pp. 107-108.

¹³¹ Schmid, D., (2011). *La Turquie, alliée de toujours des états-Unis et nouveau challenger*. Dans *Politique étrangère*. p. 588.

¹³² Ibid. pp. 593-594.

¹³³ Erhan, C., Sivis, E., (2017). *Determinants of Turkish-American relations and prospects for the future*. Dans *Insight Turkey*. pp. 107-108.

IRAK

Le discours officiel porté par Obama vis-à-vis de l'Irak est celui d'un désengagement américain du pays et plus largement de la région. Il n'est plus question de coopération militaire là où les intérêts américains sont largement tournés vers la lutte contre Daech¹³⁴.

Pendant cette ère Obama, Washington essaye d'engager de nouvelles relations « normalisées » avec Bagdad. Ceci se manifeste par des initiatives d'investissements dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau par exemple¹³⁵. Pour autant, la volonté finale américaine est de se retirer au plus vite du pays, ce qui laissera la porte ouverte à l'Iran pour s'y installer¹³⁶.

SYRIE

Avant 2011 et l'éclatement de la guerre civile en Syrie, Obama tente de restaurer les relations avec Damas (avec le retour d'un ambassadeur américain dans le pays par exemple)¹³⁷. Seulement, à partir de 2011, Obama n'a d'autre choix que d'intervenir en demandant à Bachar al-Assad de stopper ses agressions vis-à-vis de sa population (les États-Unis marquent ainsi la « ligne rouge »). Les États-Unis ne veulent d'abord pas intervenir dans un Moyen-Orient en ébullition ; les souvenirs de l'Afghanistan et de l'Irak et de leurs conséquences négatives notamment économiques sur le pays sont encore vifs. En 2012 pourtant, les menaces américaines contre la Syrie d'Assad tombent devant un régime qui ne se résout pas à se conformer aux demandes internationales¹³⁸.

Dans cette situation, une quelconque confiance stratégique ou des échanges commerciaux entre les deux pays ne sont pas imaginables. De même qu'une comptabilité politique américaine avec un gouvernement central syrien qui réprime violemment le mouvement des printemps arabes et utilise des armes chimiques contre sa population kurde notamment n'est pas envisageable non plus¹³⁹. Le poids

¹³⁴ Babaker Mohammed, C., (2020). *The impact of the Trump Doctrine on U.S foreign policy toward Iraq*. Thèse de doctorat, Université de Soran.

¹³⁵ Laipson, E., *The future of US-Iraq relations*. Dans *Stimson*. p. 1.

¹³⁶ Bakrim, S. T., (2022). *L'avenir de l'engagement des États-Unis au Moyen-Orient vu par les experts américains*. Dans *Fondation pour la recherche stratégique*. p. 9.

¹³⁷ Ates, A., (2021). *Understanding the Obama administration's Syria policy*. Dans *MANAS journal of social studies*. p. 1438.

¹³⁸ Quliyev, A., (2024). *The United States – Syria relationship from 2000 to 2022 years*. Dans *Journal of political science and international relation studies*. p. 29.

¹³⁹ Ates, A., (2021). *Understanding the Obama administration's Syria policy*. Dans *MANAS journal of social studies*. p. 1439.

géostratégique du pays reste cependant important tant il est le foyer de l'État islamique à partir de 2014.

IRAN

Au début de son mandat, Obama veut réengager des relations directes sans condition préalable avec l'Iran¹⁴⁰. Il tente de discuter avec les États classés comme « l'axe du mal » sous Bush. Le résultat de cette approche est le *Plan d'Action global commun* sur le nucléaire iranien (JCPOA en anglais) (2015)¹⁴¹. Il tente également d'entrer en relation avec Téhéran d'après sa « politique de la main tendue ». Par exemple, il souhaite établir des accords concernant les activités liées à l'enrichissement de l'uranium¹⁴².

Malgré tout, la confiance entre les deux États ne s'installera pas, et les États-Unis condamnent le programme nucléaire périlleux de l'Iran.

BARACK OBAMA ET LES KURDES

Les États-Unis n'ont jamais réellement entretenu de relations avec les Kurdes de Turquie. Le PKK a combattu Daech, mais pas en collaboration avec les États-Unis. Le point de friction entre la Turquie et les États-Unis sous Obama a plutôt eu lieu au niveau du *Plan d'Action global commun* sur le nucléaire iranien (JCPOA en anglais) et les relations américaines avec les Kurdes aux frontières d'Ankara (les Kurdes de Syrie et d'Irak)¹⁴³.

Obama tenait à préserver le Kurdistan d'Irak. Les États-Unis commencèrent donc à fournir un support militaire aux Kurdes du nord de l'Irak pour les protéger du gouvernement central à Bagdad¹⁴⁴. Quelques canaux militaires et diplomatiques existaient donc. Des relations relativement distantes, mais bonnes.

En Syrie, la collaboration américaine avec les Kurdes a été importante. Dans le contexte de la lutte contre l'État islamique, les États-Unis ont entretenu une collaboration militaire et politique, notamment avec le PYD et l'YPG¹⁴⁵. Pour autant,

¹⁴⁰ Therme, C., (2009). *La République islamique face à l'administration Obama*. Dans *Politique américaine*. p. 30.

¹⁴¹ Sharp, T., (2009). *U.S foreign policy toward Iran in the Obama era*. Dans *Instituto per gli studi di politica internazionale*. pp. 3-4.

¹⁴² Ibid. p. 1.

¹⁴³ McCool III, D., (2021). *The role of the Kurds in U.S foreign policy*. Université du Mississippi. pp. 51-52.

¹⁴⁴ Stoni, M. A., (2018). *The U.S foreign policy towards the Iraqi Kurds in the Middle East after the emergence of ISIS*. Thèse de doctorat, Université de Soran. p. 1002.

¹⁴⁵ McCool III, D., (2021). *The role of the Kurds in U.S foreign policy*. Université du Mississippi. p. 32.

Obama n'a jamais exprimé une quelconque possibilité de reconnaissance américaine d'un État kurde unifié.

Cette collaboration a eu une conséquence sur les relations américaines avec la Turquie qui avait peur que cela donne de mauvaises idées d'indépendance à sa propre population kurde. Enfin, dans le contexte post-Daech, les États-Unis souhaitaient se retirer au plus vite de Syrie et donc par extension distendre leur collaboration avec les Kurdes.

Comme pour Bush, Obama n'avait pas de contact avec les Kurdes d'Iran.

ADMINISTRATION DONALD TRUMP I

L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche pour son premier mandat dénote à plusieurs niveaux avec celui de son prédécesseur. Et ce changement de comportement se voit notamment très clairement dans l'attitude américaine vis-à-vis des quatre États-parents du peuple kurde.

TURQUIE

Déjà sous Bush, et d'autant plus sous Obama, les relations entre la Turquie et les États-Unis n'ont fait que se dégrader. L'arrivée de Trump a dans un premier temps semblé apaiser les tensions. Mais les relations entre les deux pays seront fortement marquées par l'accord entre la Turquie et la Russie de missiles sol-air S400 de conception russe en 2017. Trump annoncera alors la fin de l'accord américain sur les F35 avec la Turquie. Ankara se retrouve exclu du programme de production conjoint et se voit refuser la vente des appareils.

Sous l'administration Trump I, des sanctions sont imposées à Ankara en réponse à son offensive militaire contre les Kurdes. Depuis 2016, les intérêts turcs et américains ne font que s'éloigner, ce qui contribue à fragiliser toujours plus leur relation.

IRAK

Le désengagement américain de l'Irak a d'abord eu pour conséquence un renforcement des liens diplomatiques. Les États-Unis ont alors augmenté le nombre d'effectifs civils américains en Irak. Pour autant, le discours officiel porté par Donald Trump ne diffère pas énormément de celui de Barack Obama ; il souhaite un désengagement américain

complet de la région. Des actes ont suivi ses paroles, car en 2021, le nombre de troupes américaines sur le sol irakien était passé d'à peu près 5200 à 2500¹⁴⁶.

La présence américaine est donc extrêmement réduite sous Donald Trump, dans ce contexte, et on voit peu d'attention portée au respect des droits humains et des minorités¹⁴⁷.

Pour autant, le poids de l'Irak dans la stratégie régionale américaine reste très important. En effet, le pays devient le théâtre de l'affrontement entre les États-Unis et l'Iran. Trump ne peut pas complètement abandonner l'Irak, sinon il laisserait le champ totalement libre à l'Iran¹⁴⁸.

SYRIE

Sous la première administration Trump, l'Amérique ne veut plus s'investir autant que les administrations précédentes dans les affaires internationales, sans pour autant s'enfermer dans un isolationnisme total¹⁴⁹. En Syrie, l'enjeu est clair : défier l'État islamique puis se retirer au plus vite¹⁵⁰.

Aucune collaboration militaire, économique ou énergétique n'existe entre les deux pays, hormis des attaques militaires américaines pour condamner la Syrie d'Assad et un budget alloué à la lutte contre l'État islamique¹⁵¹. Pour autant, l'administration Trump ne s'insurge pas face aux ingérences turques violentes dans les zones kurdes de Syrie¹⁵².

IRAN

L'attitude de Trump I vis-à-vis de l'Iran a toujours été claire : une pression maximale et la consolidation d'alliances avec les pays alliés de la région pour réduire l'influence iranienne en expansion continue depuis le désengagement américain de l'Irak¹⁵³. La

¹⁴⁶ Kilani, A., (2021). *End of combat mission in Iraq : Brave new world or just a rebrand ?*. Dans *Arab Gulf States Institute*. <https://agsi.org/analysis/end-of-combat-mission-in-iraq-brave-new-world-or-just-a-rebrand/#:~:text=The%20announcement%20that%20the%20United%20States%20will,be%20no%20more%20than%20rebranding%20the%20U.S.>

¹⁴⁷ Babaker Mohammed, C., (2020). *The impact of the Trump Doctrine on U.S foreign policy toward Iraq*. Thèse de doctorat, Université de Soran.

¹⁴⁸ Ibid.

¹⁴⁹ Babaker, M. C., (2020). *The impact of the Trump Doctrine on Syria*. Dans *Qalaai Zanistscientific Journal*. p. 842.

¹⁵⁰ Ibid. p. 854.

¹⁵¹ (2025). *Biden's approach to post-Assad Syria*. Dans *Arab Center for Research & Policy Studies*. p. 4.

¹⁵² Babaker, M. C., (2020). *The impact of the Trump Doctrine on Syria*. Dans *Qalaai Zanistscientific Journal*. pp. 849-850.

¹⁵³ Khader, B., (2022). *Les États-Unis et l'Iran. Le nucléaire iranien*. Dans *Rivista di studi politici internazionali*. p. 28.

confiance stratégique n'existe aucunement, au point que D. Trump prend la décision de quitter le *Plan d'Action global commun* sur le nucléaire iranien le 08/05/2018¹⁵⁴.

L'Iran a un poids conséquent dans la stratégie régionale américaine. Le pays est même l'un des focus principaux de la politique étrangère de Donald Trump.

DONALD TRUMP ET LES KURDES

L'état des lieux des relations américaines avec les Kurdes de Turquie est la même sous toutes les administrations de notre recherche ; c'est-à-dire à priori inexistante.

Donald Trump a collaboré militairement et économiquement avec les Kurdes d'Irak. Il a alloué à la Peshmerga un support économique pour 10 ans, et comme ce fut déjà le cas sous Obama, les Kurdes furent la force terrestre la plus importante dans la lutte contre l'État islamique¹⁵⁵. Cinq bases militaires américaines ont été établies depuis 2016 au Kurdistan irakien¹⁵⁶. Comme pour les autres pourtant, Trump est opposé à un Kurdistan totalement indépendant. Du point de vue du gouvernement central, la collaboration avec le Kurdistan reste plus enviable du point de vue des intérêts américains que des contacts avec un gouvernement central dominé par un Iran qui refuse toute conformité aux demandes internationales.

Vis-à-vis des Kurdes de Syrie, Trump avait déclaré que le YPG était la seule force de combat capable de soumettre l'État islamique. Il lui a donc apporté son soutien militaire. Au moment de l'invasion de la région kurde de Syrie par le président turc Erdogan, Trump va empêcher le régime syrien d'accéder à la région contrôlée par le FDS et sanctionner la Turquie. Cependant, en 2019, Trump va annoncer le retrait complet des troupes américaines de Syrie. La conséquence pour les Kurdes est dramatique ; ils sont de nouveau vulnérables face à un régime central menaçant et à une Turquie également agressive¹⁵⁷.

Du côté de l'Iran, le contact américain avec les Kurdes est resté minime, mais était plus important que sous d'autres administrations. Aucun soutien militaire américain ne semble avoir lieu, Donald Trump ne voulant pas faire des Kurdes iraniens un bastion terrestre comme pour la guerre en Syrie, mais un rempart à la frontière

¹⁵⁴ Ibid. p.31.

¹⁵⁵ Babaker Mohammed, C., (2020). *The impact of the Trump Doctrine on U.S foreign policy toward Iraq*. Thèse de doctorat, Université de Soran.

¹⁵⁶ Ibid.

¹⁵⁷ McCool III, D., (2021). *The role of the Kurds in US foreign policy*. Université du Mississippi. p. 33.

occidentale de l'Iran pour bloquer l'Iran dans ses communications avec le Hezbollah libanais.

Pendant le premier mandat de Trump, les Kurdes d'Iran ont donc été utilisés pour limiter l'influence du gouvernement central iranien.

ADMINISTRATION JOE BIDEN

Comme pour le passage de l'ère Obama à l'ère Trump I, l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche contraste totalement avec les manières de faire de son prédécesseur Donald Trump. Le mandat présidentiel de Biden a été marqué, dans la région du Moyen-Orient, par le retrait américain complet d'Afghanistan¹⁵⁸. Néanmoins, le président américain n'a pas fermé les yeux sur les situations respectives des quatre États-parents des Kurdes et de leur relation avec la puissance américaine.

TURQUIE

Joe Biden hérite d'un dossier turc complexe. Si l'administration Trump a parfois pu entretenir de meilleures relations avec l'allié historique de Washington au Moyen-Orient (notamment d'après son rapprochement individuel avec la figure de Recep Erdogan), de nombreux dossiers restent très sensibles (notamment celui de la question kurde). Avant même son investiture, Joe Biden avait qualifié le président turc Recep Erdogan « d'autocrate » et avait ouvertement critiqué la gestion du problème kurde dans son pays¹⁵⁹. Les relations diplomatiques ne s'annonçaient donc pas de tout repos.

Du point de vue des collaborations existantes entre les deux pays, l'acquisition turque des S-400 russes reste un point sensible. Pour autant, la base d'Incirlik reste pour les États-Unis, le pivot de la lutte antiterroriste en Turquie. Également, les deux pays sont membres de l'OTAN, ce qui impacte aussi leurs relations. Joe Biden n'est pas revenu sur les sanctions économiques imposées par l'administration précédente¹⁶⁰.

L'administration Biden a montré une opposition claire au traitement infligé aux Kurdes par le gouvernement central turc.

¹⁵⁸ Sampson. X., (2024). *Six points à retenir de la présidence de Joe Biden*. Dans *Infos*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2086944/joe-biden-bilan-president-etats-unis>.

¹⁵⁹ (2021). *Les relations avec la Turquie d'emblée tendues sous Biden*. Dans *Le point*. https://www.lepoint.fr/monde/les-relations-avec-la-turquie-d-emblee-tendues-sous-biden-12-02-2021-2413776_24.php.

¹⁶⁰ Ababsa, R. C. (2024). *La stratégie américaine au Moyen-Orient : entre désengagement et déclin (2001-2016)*. Thèse de doctorat, Université Jean Moulin – Lyon III. p. 417.

IRAK

Après les années compliquées marquées par la volonté du retrait américain, Joe Biden souhaitait la création d'un nouveau cadre diplomatique et le rétablissement d'un dialogue avec le régime irakien. D'après cette volonté, il s'est concentré sur un déploiement militaire américain léger en Irak, uniquement chargé d'assurer la formation de soldats et le support aux missions¹⁶¹.

Malgré une politique américaine d'ouverture vis-à-vis de l'Irak, l'influence iranienne reste une préoccupation première qui joue un rôle important dans la stratégie régionale américaine de Joe Biden¹⁶².

SYRIE

L'attitude de l'administration Biden vis-à-vis de la Syrie est marquée par la vigilance. Si sous Trump, les États-Unis déclarent que l'État islamique a été défié, son successeur n'hésite pas à affaiblir les institutions étatiques syriennes pour fragiliser le régime d'Assad et à maintenir une présence américaine dans le pays pour empêcher d'en faire un « nid à terroristes ». Biden continue à émettre des sanctions sur la Syrie pour forcer le régime à prendre des mesures notamment humanitaires¹⁶³.

Enfin, même si l'État islamique n'avait plus son influence passée (comme ce fut le cas sous Obama et Trump I) en Syrie, le pays a gardé une importance majeure dans la stratégie américaine des États-Unis de Joe Biden¹⁶⁴.

IRAN

À son arrivée, Joe Biden a tenté de relancer les relations avec l'Iran. Il a voulu établir un nouveau dialogue pour rétablir un lien¹⁶⁵. Pour cela, il a opté pour une « politique duale », oscillant entre canaux de négociations et établissement de sanctions¹⁶⁶. L'exemple principal de cette politique a été le relancement du JCPOA. Pour autant, une quelconque collaboration militaire ou économique n'était pas envisageable¹⁶⁷.

¹⁶¹ Anfis, S-S., (2020). *Biden et l'Irak*. Dans *Le journal d'Alters*. <https://alter.quebec/biden-et-lirak/>.

¹⁶² Kilani, A., (2021). *End of combat mission in Iraq : Brave new world or just a rebrand ?*. Dans *Arab Gulf States Institute*.

¹⁶³ (2025). *Biden's approach to post-Assad Syria*. Dans *Arab Center for Research & Policy Studies*. p. 1.

¹⁶⁴ (2025). *Biden's approach to post-Assad Syria*. Dans *Arab Center for Research & Policy Studies*. p. 3.

¹⁶⁵ Khader, B., (2022). *Les États-Unis et l'Iran. Le nucléaire iranien*. Dans *Rivista di Studi Politici Internazionali*. pp. 32-33.

¹⁶⁶ Shoukat, P., (2024). *U.S foreign policy under Trump and Biden towards Iran: a comparative analysis*. Thèse de doctorat, Université Islamique internationale d'Islamabad. p. 66.

¹⁶⁷ Ibid. pp. 62-63.

Dans le paysage régional, l'Iran reste un danger potentiel pour les États-Unis, notamment avec les événements du 7 octobre 2023¹⁶⁸, où Biden a dû faire de son mieux pour dissuader l'Iran de profiter de ce moment pour asseoir toujours plus son influence dans un Moyen-Orient de nouveau en proie à une situation plus qu'instable¹⁶⁹.

JOE BIDEN ET LES KURDES

Comme pour ses trois prédécesseurs, Joe Biden n'a entretenu aucun contact direct ou indirect avec les Kurdes de Turquie.

En ce qui concerne les Kurdes d'Irak, Joe Biden a entretenu un contact beaucoup moins direct avec eux que ses prédécesseurs. Il n'y a plus de réelle coopération entre les États-Unis et les Kurdes au niveau de la lutte contre l'État islamique. Biden continue dans la lignée de Donald Trump en se retirant d'Irak, tout en restant relativement présent au Kurdistan sur demande des Kurdes eux-mêmes¹⁷⁰. Si Joe Biden garde une continuité avec les précédents mandats dans sa politique vis-à-vis des Kurdes, il montre néanmoins un soutien plus marqué pour une plus grande autonomie des Kurdes au sein d'une fédération, mais ne supporte pas une indépendance totale pour autant.

En Syrie, il a continué à collaborer avec les Kurdes diplomatiquement et militairement (armement du SDF), principalement comme puissances terrestres dans la lutte contre l'État islamique. Ce soutien à, comme pour ses prédécesseurs, créer des frictions avec l'allié turc ; Biden a donc tenté d'apaiser les tensions avec la Turquie sans renoncer à utiliser les forces combattantes kurdes au sol. Même dans le contexte post-Daech, Biden a entretenu ces relations avec les Kurdes pour tenter d'éviter une nouvelle infiltration islamiste en Syrie¹⁷¹.

Enfin, du côté de l'Iran l'administration Biden n'a pas entretenu de contact avec les Kurdes de ce territoire.

¹⁶⁸ Haski, P., (janvier 2024). *Le dilemme de Joe Biden face à l'Iran*. Dans *Géopolitique – France Inter*. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/geopolitique/geopolitique-du-mardi-30-janvier-2024-5088212>.

¹⁶⁹ Ibid. p. 97.

¹⁷⁰ Aziz, S., (2022). *Le dilemme du désengagement des états-Unis en Irak : impacts et conséquences*. Dans *Eismena*. <https://eismena.com/article/le-dilemme-du-desengagement-des-etats-unis-en-irak-impacts-et-consequences-2022-02-25>.

¹⁷¹ (2025). *Biden's approach to post-Assad Syria*. Dans *Arab Center for Research & Policy Studies*. pp. 2-3.

CHAPITRE 3 : IMPACT DE L'ÉTAT DES RELATIONS BILATÉRALES ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LES ÉTATS PARENTS SUR LE PEUPLE KURDE À TRAVERS UNE PERSPECTIVE CONSTRUCTIVISTE, LA FOREIGN POLICY ANALYSIS (« ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE »), LE CONCEPT DE « GUERRE BY PROXY » ET LE CONCEPT DE SUBVERSION

PSYCHOLOGIE DU DÉCIDEUR ET LOGIQUE DÉCISIONNELLE

Analyser la question de l'engagement subversif, ou non, du peuple kurde par les administrations américaines d'après leurs relations avec chacun de leurs États-parents respectifs, de la première administration G. W. Bush à celle de J. Biden par le prisme de la Foreign Policy Analysis permet de mettre en avant que, malgré des styles décisionnels, des caractères et des entourages politiques très différents, chacune de ces administrations semble avoir entretenu des relations similaires avec les Kurdes du Moyen-Orient selon le caractère conflictuel vs coopératif entretenu avec leurs États-parents. Nous allons voir que, dans les 24 cas considérés dans ce travail, la psychologie des quatre décideurs, leur environnement national et international et leur entourage politique ont varié. Pourtant, ils ont chacun mobilisé les Kurdes (ou pas) comme proxy selon le caractère conflictuel vs coopératif de leurs relations avec les États parents.

En effet, en mobilisant la Foreign Policy Analysis, on réalise que les six administrations considérées ici sont assez variées dans leurs caractères, leur perception de leur environnement, leur style décisionnel et leur entourage politique. La variable psychologique est donc changeante selon les administrations ce qui démontre qu'elle ne joue pas de rôle significatif face au poids déterminant de la variable relationnelle entre les États-parents des Kurdes et les États-Unis.

Sous G. W. Bush, les attentats terroristes du 11 septembre ont conduit le président américain à voir le Moyen-Orient comme le berceau du terrorisme. Cet événement a complètement remodelé tous ses objectifs sécuritaires nationaux¹⁷². Ainsi, lorsqu'il

¹⁷² Sari, I., (2019). *The United States Foreign Policy Towards the Kurds*. Dans *Middle Eastern Studies*. pp. 288-290.

envoie les forces américaines en Irak, il est prêt à tout pour établir l'autorité américaine, et dans ce contexte, les Kurdes se présentent comme les meilleurs alliés pour parvenir à cet objectif. Les administrations de B. Obama et D. Trump I ont été marquées par l'émergence de l'État islamique pour le premier et son ancrage dans la région puis sa « défaite » pour le second¹⁷³. Ici aussi, les deux présidents perçoivent l'environnement qu'est le Moyen-Orient comme hostile et potentiellement dangereux pour leurs intérêts. S'ajoute à cela la mémoire des guerres d'Afghanistan et d'Irak longues et coûteuses, et les preuves que les *peshmergas* ont données sous Bush de leur capacité frappante à défendre les zones kurdes attaquées par les États centraux (Irak, Turquie, Syrie)¹⁷⁴. Sous Biden, l'ordre international et le contexte régional au Moyen-Orient ont passablement changé depuis ses prédécesseurs. Il évolue dans un contexte régional dans lequel l'Iran reste menaçant. Le Covid-19 provoque une récession économique non négligeable. La Russie envahit l'Ukraine, et la Chine s'insère de plus en plus dans la région. Tout ceci pousse Biden à vouloir quitter définitivement un Moyen-Orient que les États-Unis auraient dû, selon lui, quitter depuis bien longtemps déjà.

B. Obama et J. Biden se rejoignent dans la catégorie des décideurs avec une complexité cognitive élevée. Ceci se révèle plus clairement sous Obama, qui n'intervient au Moyen-Orient qu'à partir du moment où le régime Assad est devenu trop agressif, et que le danger que représente l'État islamique ne peut plus être négligé. Les Kurdes se présentent alors comme les meilleurs alliés dans ce contexte. Cela donne lieu à des politiques incertaines et vacillantes vis-à-vis des Kurdes. La collaboration américaine avec le YPG pour combattre l'État islamique n'a uniquement eu lieu, après une recherche approfondie du côté de l'administration d'Obama, que parce qu'elle s'est avérée être la seule à fonctionner¹⁷⁵. De l'autre côté, G. W. Bush et D. Trump présentent des complexités cognitives basses. Les décisions prises durant leur mandat le montrent bien : l'invasion précipitée de l'Afghanistan et de l'Irak avec Bush (et l'utilisation des *peshmergas* pour mener à bien ces missions)¹⁷⁶, et le retrait précipité des troupes américaines de Syrie en 2018 sous Trump (au détriment des Kurdes qui se

¹⁷³ Ibid. p. 290.

¹⁷⁴ Ibid. p. 291.

¹⁷⁵ Mawlood Khidhir, Z., (2022). *Theoretical analysis of the U.S. foreign policy towards Kurds in Syria after 2011*. Dans *Journal of University of Raparin*. p. 66.

¹⁷⁶ Sari, I., (2019). *The United States Foreign Policy Towards the Kurds*. Dans *Middle Eastern Studies*. p.288.

retrouvent livrés à eux-mêmes)¹⁷⁷. Dans les deux cas, la décision d'utiliser la force de combat des Kurdes (Bush) ou de les abandonner car ils ne sont plus utiles (Trump) a été rapide et sans considération pour les contextes régionaux et internationaux. Ils se retrouvent également sur leur vision dichotomique des choses, divisant le monde simplement entre le bien et le mal¹⁷⁸. On le voit : il s'agit de mener la guerre contre le terrorisme dans un cas et en finir avec l'État islamique dans l'autre (le mal), au nom d'un renouveau démocratique nécessaire (le bien). Et pour cela, ils utilisent ceux qu'ils considèrent comme les « bons kurdes » (principalement ceux d'Irak et de Syrie) en opposition aux mauvais (le PKK de Turquie et les Kurdes d'Iran).

Les différences entre ces décideurs se retrouvent également dans leur style de prise de décisions et les relations entretenues avec leurs conseillers. Chez Bush, on observe ce que Preston qualifie de « Magistrat – Sentinelle ». En effet, avant son élection à la présidence, G. W. Bush ne présentait pas d'expérience approfondie en politique ; sa première expérience notable datant de 1999 lorsqu'il est élu gouverneur du Texas. Durant tout son mandat, il exerce un contrôle important sur le processus de décision croisant un mélange des modèles hiérarchique et collégial du point de vue de ses relations avec ses conseillers¹⁷⁹. L'invasion de l'Afghanistan d'abord, et de l'Irak ensuite le montre ; Bush ne s'ennuie pas de longues réunions avec ses conseillers pour discuter de la meilleure décision à prendre. L'avis de ceux étant en opposition avec ses choix, comme Colin Powell, est stratégiquement écarté du processus décisionnel¹⁸⁰. Donald Trump lui n'est pas classé dans les mêmes catégories que Bush selon la typologie de Preston, mais sa catégorie présente des caractéristiques se rapprochant de celles identifiées pour Bush. Trump est rangé dans la catégorie « Directeur – Maverick ». Il a en effet peu d'expérience politique et il base ses décisions sur une vision simpliste du monde. Un temps, il collabore avec les Kurdes, car il veut en finir avec l'État islamique, et du jour au lendemain il les abandonne, car ils ne lui sont plus aussi utiles qu'avant. Son entourage politique est très instable, car ses conseillers changent sans cesse. En un an, Trump aura eu deux assistants aux affaires de sécurité nationale. Ce qui rend difficile la compréhension du rôle concret joué par ses

¹⁷⁷ Blomdahl, M., (2023). *The national security advisor in the role as coordinator and counselor: H. R. McMaster and John Bolton in the Trump Administration*. Dans *American Studies*. p. 109.

¹⁷⁸ David, C-P., (2011). *De Bush à Obama ; l'effet 11 septembre sur la prise de décision à la Maison-Blanche*. Dans *Politique étrangère*. p. 525.

¹⁷⁹ David, C-P., (2011). *De Bush à Obama ; l'effet 11 septembre sur la prise de décision à la Maison-Blanche*. Dans *Politique étrangère*. pp. 528-529.

¹⁸⁰ Ibid. p. 526.

conseillers dans ses prises de décisions¹⁸¹. On en déduit quand même qu'il semble exercer un contrôle important sur ce processus. Barack Obama présente de son côté encore une autre catégorie de la typologie de Preston. Il appartient à la catégorie « Magistrat – Navigateur ». En effet, comme ceci a été démontré plus haut, Obama doté d'une complexité cognitive élevée connaît en profondeur l'environnement politique du Moyen-Orient et il peut reconsidérer ses positions. Au départ, il ne souhaite pas du tout intervenir en Syrie, puis force est de constater qu'il apparaît difficile de ne rien faire. Il envoie donc des troupes et une aide importante aux combattants kurdes face à la menace de l'État islamique¹⁸². Le système en vigueur au sein de son administration est celui d'un système compétitif. Ses conseillers proviennent de bords politiques différents, mais ils ont tous une expertise et une expérience importante¹⁸³. Obama encourage la compétition et les échanges entre ses conseillers aux avis dissemblables. Enfin, Joe Biden est un « Administrateur – Observateur ». Il n'agit pas rapidement et préfère observer son environnement. Il a tenté de réparer les liens froissés avec certains États (la Turquie et l'Iran) tout en continuant une collaboration légère avec les Kurdes, mais sans jamais s'engager dans une collaboration importante du point de vue militaire notamment¹⁸⁴. Il apparaît aussi comme un décideur « problem-solving » d'après la typologie de Duroselle. Ceci transparait dans sa volonté de renouer les liens avec la Turquie et l'Iran¹⁸⁵.

Enfin, au niveau de leur caractère personnel, ces quatre présidents apparaissent également plutôt différents. G. W. Bush n'hésite pas à prendre des risques en comptant sur son instinct et sa grande confiance en lui¹⁸⁶. B. Obama est plus prudent dans ses prises de décisions. Il s'entoure de ses conseillers et les écoute, mais il dirige quand même son administration d'une main de fer¹⁸⁷. D. Trump fait preuve d'impulsivité émotionnelle, de narcissisme et d'un certain complexe d'infériorité. Ceci transparait dans son rapport aux autres leaders, notamment R. Erdogan en Turquie. En effet, malgré des divergences apparentes, Trump ne s'est jamais caché de son attrait pour le

¹⁸¹ Blomdahl, M., (2023). *The national security advisor in the role as coordinator and counselor: H. R. McMaster and John Bolton in the Trump Administration*. Dans *American Studies*. p. 98.

¹⁸² Mawlood Khidhir, Z., (2022). *Theoretical analysis of the U.S. foreign policy towards Kurds in Syria after 2011*. Dans *Journal of University of Raparin*. p. 57.

¹⁸³ Goldberg, J., (2016). *The Obama doctrine*. Dans *The Atlantic*.

¹⁸⁴ Phuong Hoang, T. M., (2024). *Efforts to maintain the U.S. role in the Middle East under President Joe Biden (2021-2024)*. Dans *International Journal of Social Sciences : Current and Future Research Trends*. p. 268.

¹⁸⁵ Ibid. p.269.

¹⁸⁶ David, C-P., (2011). *De Bush à Obama ; l'effet 11 septembre sur la prise de décision à la Maison-Blanche*. Dans *Politique étrangère*. pp. 523-524.

¹⁸⁷ Ibid. p.533.

style d'Erdogan ; un homme fort, autocentré¹⁸⁸. Enfin, Joe Biden se distingue peut-être le plus tant il soutient des valeurs universelles en portant une grande importance au droit humain et international¹⁸⁹. Il a toujours exprimé son soutien au peuple kurde, et n'entendait pas laisser le Moyen-Orient s'en sortir complètement seul après des décennies d'occupation américaine.

Ainsi la mobilisation de la Foreign Policy Analysis pour comprendre la psychologie, la manière de prendre des décisions et l'entourage politique des décideurs des six administrations considérés dans ce travail met en lumière plus de différences que de similarités entre eux. Si G. W. Bush et D. Trump semblent parfois opter pour des manières similaires de prendre leur décision vis-à-vis du Moyen-Orient, leur caractère personnel et leur entourage politique n'en restent pas moins bien différents. Également, de prime abord, B. Obama et J. Biden semblent se rejoindre dans leur façon de fonctionner en faisant preuve de prudence. Pour autant, Obama garde une main mise importante sur son processus décisionnel et aime provoquer le débat, voire la compétition entre ses conseillers. Joe Biden, lui, préfère résoudre les problèmes sans s'investir plus que de mesure. Évidemment, les contextes régionaux et internationaux et la perception qu'en ont eue ces décideurs jouent également un rôle dans leur prise de décisions. Cette première partie d'analyse montre donc des administrations divisées dans leur vision du Moyen-Orient et de ses acteurs et dans leurs styles de décision vis-à-vis de ces derniers.

LA CONSTRUCTION DE L'INTÉRÊT NATIONAL

Le second élément central de notre analyse réside dans la conception qu'avaient les six administrations américaines de l'intérêt national américain ; et plus largement leurs conceptions des acteurs de la région du Moyen-Orient considérés dans ce travail. Prendre un point de vue constructiviste permet de mettre en évidence comment les actions américaines vis-à-vis des Kurdes et de leurs États-parents au Moyen-Orient ont été justifiées par la protection de l'intérêt national. Comme pour le point de vue psychologique analysé ci-dessus, nous verrons qu'une fois encore les administrations présentent des conceptions de l'intérêt national américain très différentes. Ainsi, la

¹⁸⁸ Bieniek, K., (2017). *Recep Tayyip Erdogan and Donald Trump: distinct political entities, similar leadership styles?*. Dans *Revue trimestrielle du Collège économique et social*. Université pédagogique de Cracovie. pp. 180-182.

¹⁸⁹ Phuong Hoang, T. M., (2024). *Efforts to maintain the U.S. role in the Middle East under President Joe Biden (2021-2024)*. Dans *International Journal of Social Sciences : Current and Future Research Trends*. pp. 268-269.

variation entre chaque administration de sa conception de l'intérêt national démontre que celle-ci ne joue pas de rôle significatif face au poids déterminant de la variable relationnelle entre les États-parents des Kurdes et les États-Unis.

La partie précédente qui analysait les administrations américaines d'après la Foreign Policy Analysis dessinait déjà les traits de ce constat : la Turquie apparaît être un obstacle non négligeable dans les relations américaines avec le peuple kurde. Et ceci s'explique par le fait que, pour chacune des administrations américaines, la Turquie est toujours considérée comme un allié historique des États-Unis, membre de l'OTAN. Même si à partir de l'invasion américaine de l'Irak en 2003 les relations turco-américaines sont sur une pente descendante¹⁹⁰, la perception d'Ankara comme faisant partie du même « club » que Washington n'a jamais manqué d'influencer les actions américaines dans la région, et plus précisément vis-à-vis des Kurdes¹⁹¹. Cette affirmation est moins vraie vis-à-vis des trois autres États-parents des Kurdes, faisant de la Turquie l'acteur prééminent dans cette relation asymétrique des Kurdes et des États-Unis.

Les États-Unis ont également toujours classifié les Kurdes entre les « bons » et les « mauvais »¹⁹². Ceux d'Irak et de Syrie étant les bons Kurdes, et ceux d'Iran et de Turquie les mauvais¹⁹³. Ceci confirme une fois de plus le poids de la Turquie dont les ressortissants kurdes sont quasiment toujours associés au PKK ; organisation classifiée comme terroriste par les États-Unis¹⁹⁴.

Contrairement à la Foreign Policy Analysis, le constructivisme nous permet de voir que, là où leurs caractères et leurs styles décisionnels s'éloignent, les techniques de légitimation pour justifier leurs actions au Moyen-Orient utilisé par les quatre présidents américains se rapprochent.

L'intérêt national peut être associé à ce qui est communément appelé la « doctrine présidentielle ». La perception de cet intérêt par chaque leader (et les événements internationaux qui peuvent émerger) contribue à développer cette doctrine¹⁹⁵. G. W. Bush et B. Obama se rejoignent quant à une présence américaine importante dans

¹⁹⁰ Gunter, M. M., (2011). *The five stages of American foreign policy towards the Kurds*. Dans *Insight Trukey*. p. 101.

¹⁹¹ Ibid. pp. 94-95.

¹⁹² Gunter, M. M., (2011). *The five stages of American foreign policy towards the Kurds*. Dans *Insight Trukey*. p. 95.

¹⁹³ Ibid. p. 102.

¹⁹⁴ Ibid. p. 95.

¹⁹⁵ 2022). *Dévoilement aux États-Unis de la doctrine Bush*. Dans *Perspective Monde*.

la région durant leur mandat respectif et l'identification d'une menace sécuritaire vitale contre les États-Unis (9/11 et Al-Qaeda pour l'un et l'État islamique pour l'autre). Bush produit de son côté une doctrine basée sur la nécessité morale de défendre la sécurité des Américains et d'instaurer les valeurs démocratiques au Moyen-Orient, et ce par le biais de la guerre contre le terrorisme¹⁹⁶. C'est d'après cette doctrine que Bush entreprend un processus de sécuritisation vis-à-vis des terroristes en général et du régime de Saddam Hussein en particulier. Le discours supportant ce processus de sécuritisation est donc porté par la figure des États-Unis, la plus grande puissance mondiale depuis la fin de la Guerre froide, et G. W. Bush, figure d'autorité en son rôle de président américain. Il désigne une menace existentielle : les pays de l'axe du mal (les pays abritant des organisations terroristes et les pays « sponsors du terrorisme »), et plus particulièrement, en Irak le régime de S. Hussein accusé par l'administration américaine de développer des armes de destruction massive. Enfin, cette désignation de la menace est justifiée par l'insécurité et la menace existentielle qu'elle encourt. La désignation des terroristes comme une menace existentielle pour les États-Unis en particulier et pour le monde en général a été, du moins au début, largement accepté par le public américain. En effet, au lendemain des attentats du 11 septembre, la nation américaine est en proie à l'angoisse et ce discours sécuritaire arrive comme la réponse à cette angoisse.

La doctrine Obama, bien qu'en apparence très différente de celle de Bush, coïncide en tout cas sur un point primordial : la défense des intérêts nationaux vitaux américains. Et c'est exactement ce que menace l'État islamique lorsqu'il émerge en 2014. L'approche d'Obama au Moyen-Orient n'a finalement pas été une approche de désengagement, car contexte oblige, les États-Unis n'ont pas pu définitivement quitter la région sous sa présidence¹⁹⁷. Plutôt, et de manière plus importante que Bush, il a mobilisé des « ressources » indirectes pour combattre les groupes terroristes¹⁹⁸. Ceci se traduit par l'utilisation des combattants kurdes, plutôt syriens cette fois-ci (les forces combattantes de l'YPG) pour défaire l'État islamique. Là où Bush a plutôt mobilisé les peshmergas irakiens. En 2014, et parce qu'il n'a vraiment plus le choix, Obama utilise, comme Bush avant lui, le processus de sécuritisation. En son titre de président,

¹⁹⁶ Ibid.

¹⁹⁷ Krieg, A., (2016). *Externalizing the burden of war : the Obama doctrine and US foreign policy in the Middle East*. Dans *International Affairs*. p. 97.

¹⁹⁸ Ibid. p.98.

et comme figure d'autorité, il désigne Daech et par extension le régime de Bachar al-Assad comme des menaces pour la sécurité des États-Unis. Il justifie ceci par les attaques terroristes, et l'utilisation d'armes chimiques sur les civils¹⁹⁹. Pour autant, le processus de sécuritisation dans ce cas-là ne semble pas tout à fait abouti. D'une part, car B. Obama ne qualifie pas clairement, comme l'avait fait Bush en 2001, le régime syrien de menace existentielle. D'autre part, car la société civile américaine est fatiguée par les guerres longues et coûteuses menées à l'autre bout du monde. Ainsi, la désignation d'un phénomène comme menace existentielle n'est pas acceptée par le public. Le processus de sécuritisation n'apparaît donc pas aussi abouti qu'il l'avait été sous G. W. Bush. Néanmoins, la désignation de l'État islamique comme menace existentielle demeure réussie.

Sous Obama, les relations conflictuelles entretenues avec la Turquie sont très visibles. Cette dernière n'est pas du tout enchantée de la collaboration américaine avec les Kurdes. B. Obama va tout de même collaborer avec ces derniers tout en jouant une « logique d'appropriation »²⁰⁰. Les États-Unis ont conscience de l'importance géostratégique de leur relation avec la Turquie, donc ils ne peuvent pas lui tourner le dos entièrement²⁰¹. Pour autant, les intérêts vitaux américains à un moment T prévalent, d'où la collaboration avec le YPG. Obama prend à ce moment-là la décision de soutenir les combattants kurdes d'après des normes considérées comme légitimes au sein des structures sociales dans lesquelles il évolue²⁰². C'est-à-dire tout mettre en œuvre pour protéger la nation américaine, même si cela impacte négativement les relations avec l'allié turc.

Après avoir considéré les administrations successives de G. W Bush et B. Obama, on voit apparaître une tendance. Malgré une conception de l'intérêt national différente et d'une doctrine portée par des idéologies différentes également, Obama et Bush sont d'accord sur un point ; celui de la priorité donnée à la sécurité américaine avant tout. C'est cette logique qui les amènera tous deux à collaborer avec les Kurdes pour atteindre leurs objectifs (sécuritaires).

¹⁹⁹ Deweerdt, C., (2021-2022). Obama and Trump in Syria. Similarities and Differences in their foreign policies. Dans GIES honours papers. p. 5.

²⁰⁰ Battistella, D., (2015). *Le projet constructiviste*. Dans *Théories des relations internationales*. p. 317.

²⁰¹ Sloat, A., (2019). *The US played down Turkey's concerns about Syrian Kurdish forces. That couldn't last*. Dans *Brookings*.

²⁰² Battistella, D., (2015). *Le projet constructiviste*. Dans *Théories des relations internationales*. p. 317.

Mais qu'en est-il de Donald Trump et Joe Biden ? Par rapport à la doctrine de B. Obama en tout cas, Donald Trump propose une doctrine en (presque) totale opposition à celui-ci. D'abord, il rompt avec le multilatéralisme et la collaboration internationale²⁰³. Ce qui compte c'est l'intérêt propre des Américains. Ainsi, on y revient encore : les intérêts américains sont tout ce qui compte ; tendance déjà relevée sous Bush et Obama comme nous l'avons exposé ci-dessus. Et cet intérêt n'est plus à trouver au Moyen-Orient²⁰⁴. Et, en bon homme d'affaires, quels sont les intérêts les plus importants à protéger selon Trump ? Les intérêts économiques ; l'argent des Américains ne doit plus servir à payer pour les guerres des autres²⁰⁵. Ainsi, Trump entend éradiquer pour de bon le « diabolique État islamique », et quoi de mieux pour se faire que des combattants locaux qui ne coûtent pas grand-chose aux États-Unis ? C'est ainsi que les Kurdes apparaissent, encore une fois, comme des proxys de choix pour mener les guerres américaines. Pour préciser davantage la doctrine Trump, celui-ci perçoit son environnement comme une « anarchie hobbesienne ». C'est l'idée que la scène internationale est le lieu d'affrontement de tous les États qui veulent assurer leur sécurité par-dessus tout. Les autres États ne sont que des ennemis dont il faut se méfier en toutes circonstances. Ceci explique son retrait des organisations internationales et son utilisation de proxy (les Kurdes) pour assurer les intérêts américains les plus importants selon lui : la sécurité de la nation et la prospérité économique.

Avec Joe Biden enfin, on se rapproche de la doctrine Obama sur plusieurs points, avec pour autant des différences qui les distinguent. La doctrine de Biden repose sur les mêmes bases de promotion du multilatéralisme qu'Obama, avec, contrairement à ce dernier, un caractère plus offensif. On l'a vu avec l'Ukraine, il n'hésite pas à intervenir lorsqu'il l'estime nécessaire. Cependant, le Moyen-Orient semble être une exception. Se rapprochant en cela de Donald Trump, Joe Biden montre une volonté de s'extraire de cette région compliquée sans pour autant porter atteinte aux intérêts américains pouvant encore s'y trouver. Comme Trump également, Biden estime que les intérêts américains ne sont plus à trouver dans un Moyen-Orient qui se tourne notamment vers

²⁰³ Pichard, A., (2021). *La « doctrine Trump » à l'international : l'Amérique contre le reste du monde ?*. Dans *Politique Américaine*. pp. 63-64.

²⁰⁴ Ibid. p. 70.

²⁰⁵ Pichard, A., (2021). *La « doctrine Trump » à l'international : l'Amérique contre le reste du monde ?*. Dans *Politique Américaine*. p. 71.

la Chine²⁰⁶. Comme il a déjà été souligné précédemment dans ce travail, Joe Biden n'a eu que peu de contact avec le peuple kurde par rapport aux autres administrations considérées. Pour autant, une même tendance se dessine ; celle de mobiliser leur force de combat pour, dans le cas de Biden, prévenir une nouvelle réémergence de l'État islamique²⁰⁷. Il importe quand même de préciser que la doctrine Biden est également portée par une attention particulière donnée aux droits internationaux et humains. La collaboration avec les Kurdes s'explique aussi par cette tendance.

Pour conclure cette partie basée sur la théorie constructiviste, des disparités concrètes entre les administrations américaines apparaissent. Comme le point de vue de la Foreign Policy Analysis l'avait déjà esquissé, ce travail considère six administrations très différentes. En se penchant sur la conception de l'intérêt national, on réalise que celle-ci permet de produire des doctrines dissemblables vis-à-vis du Moyen-Orient. Là où Bush se précipite dans la région, les quatre administrations suivantes ne cessent de vouloir s'en dépêtrer (avec un certain succès pour Trump et Biden ; les circonstances ayant empêché Obama de faire de même). Pour autant, deux tendances que nous considérerons pour répondre à notre hypothèse apparaissent. D'abord, un focus important quant aux intérêts américains qu'il faut protéger à tout prix ; qu'ils soient sécuritaires, économiques ou moraux. Ensuite, pour assurer la protection de ces intérêts, l'utilisation du peuple kurde est apparue dans chacune des administrations comme le moyen privilégié. En effet, cela épargne la force armée américaine d'une part, et d'autre part, les combattants kurdes ne possédant aucun statut légal reconnu par les acteurs internationaux, leur abandon une fois leur utilité perdue ne représente pas un enjeu majeur pour les États-Unis. Cette seconde tendance nous amène à une dernière considération : l'utilisation des administrations américaines des combattants kurdes comme proxy dans leurs conflits au Moyen-Orient.

LES KURDES COMME PROXYS DANS LA STRATÉGIE AMÉRICAINE

Après avoir mis en lumière les différences entre les six administrations américaines de G. W. Bush I & II, B. Obama I & II, D. Trump I et J. Biden quant à leur relation avec le peuple kurde, et ce d'après leurs personnalités singulières et leur logique décisionnelle et leur conception de l'intérêt national américain dans la région du

²⁰⁶ Bitar, K-E., (2023). *Existe-t-il une doctrine Biden pour le Moyen-Orient*. Dans *MGH Partners*.

²⁰⁷ (2025). *Biden's approach to post-Assad Syria*. Dans *Arab Center for Research & Policy Studies*. pp. 2-3.

Moyen-Orient qui sont apparus différentes, il est ressorti au moins une caractéristique commune bien identifiable : celle de l'utilisation des combattants kurdes comme proxys. Dans le contexte de la guerre contre le terrorisme pour Bush, dans le celui de l'affrontement avec l'État islamique pour Obama, pour « l'anéantissement » de celui-ci chez Trump et pour éviter sa réémergence lors de l'administration de Biden. On voit donc que dans chacun de ces contextes internationaux et régionaux singulièrement différents, le comportement de l'administration américaine à pratiquer des alliances temporaires de courte durée avec le peuple Kurde pour atteindre son objectif a été conditionné par un contexte de tension/entente avec chacun des États-parents. En effet, lors de contextes de tensions entre les États-Unis et un État-parent des Kurdes (Iran, Irak, Syrie), nous avons vu un engagement subversif des Kurdes par les États-Unis. À contrario, un contexte d'entente et d'alliance géostratégique (la Turquie) n'a pas amené les États-Unis à un engagement subversif vis-à-vis des populations kurdes.

La dernière partie de ce travail est ainsi consacrée à démontré comment, d'après les théories des guerres proxy et de l'alliance avec des acteurs non étatiques, les États-Unis ont, entre 2003 et 2025, mobilisé les Kurdes pour faire valoir leurs intérêts dans la région, et ce malgré des styles décisionnels et des visions de ces intérêts en question très différents (comme vu ci-dessus). Ainsi, l'objectif de cette dernière section est de valider notre hypothèse en démontrant que le soutien américain sporadique au peuple kurde n'a pas été dépendant d'une conception commune à travers le temps d'un intérêt national américain au-dessus de tout le reste, ou de traits de caractère communs qui auraient poussé les présidents américains à entretenir le même type de relation avec les Kurdes. Il a plutôt été déterminé par la relation conflictuelle des États-parents avec les États-Unis. C'est donc l'état des relations avec les États-parents du peuple Kurde qui a déterminé le comportement des États-Unis vis-à-vis des Kurdes. Pour autant, le contexte régional et international ne peut pas être mis totalement de côté. Évidemment, des événements importants tels que des guerres civiles ou des attentats terroristes mettent parfois momentanément de côté les alliances préexistantes. Pour autant, le calme plus ou moins revenu, il semble que les relations interétatiques prennent au final toujours le pas sur les relations fragiles qu'un État peut entretenir avec un acteur non étatique.

LA THÉORIE DES ALLIANCES AVEC DES ACTEURS NON ÉTATIQUES

Les cinq administrations américaines durant lesquelles la collaboration avec les Kurdes fut la plus importante ont pris place dans des contextes régionaux que les décideurs de ces administrations considéraient comme instable et pouvant plus ou moins mettre en péril la sécurité et les intérêts des États-Unis.

Pour bien comprendre la similarité qui se présente entre ces six administrations quant à leur traitement des Kurdes, il nous faut mobiliser la théorie des alliances avec des acteurs non étatiques, que les trois présidents que nous allons mentionner ici ont utilisée vis-à-vis des Kurdes. Durant les administrations Bush fils, Obama et Trump I, les États-Unis ont utilisé le peuple Kurde comme « proxy » pour mener leurs combats, contre les terroristes de manière générale sous Bush et pour défier l'État islamique sous les deux autres. En effet, la collaboration de ces trois présidents américains principalement avec les Kurdes d'Irak et de Syrie suit entièrement une logique de « patron/client ». Un acteur fort (le principal - en l'espèce des États-Unis), a soutenu financièrement et militairement un acteur plus faible (l'agent - ici, les combattants kurdes) dans une région extérieure au territoire du patron (ici, l'Irak et la Syrie très principalement). Le principal entretenait avec l'agent des accointances à un instant T (faire tomber l'Irak de Saddam Hussein et combattre l'État islamique)²⁰⁸, mais une vision différente sur le long terme ; à savoir, le souhait des Kurdes d'un État indépendant ou du moins autonome²⁰⁹. Une revendication que les États-Unis n'ont jamais soutenue au nom de la préservation de leurs relations avec les États-parents du peuple Kurde (principalement celle avec la Turquie) et de l'instabilité que provoquerait une indépendance kurde dans la région tout entière.

Le seul président des six administrations analysées ici qui ne semble pas avoir utilisé les Kurdes comme proxy de façon importante est Joe Biden. Si la raison est à trouver partiellement dans son caractère personnel, l'explication réside également dans le contexte régional et international de son mandat (2021-2025). L'État islamique ne représentait plus une menace existentielle pour la sécurité américaine, et Joe Biden souhaitait ainsi renouer les liens avec les États souverains de la région (la Turquie,

²⁰⁸ Reppeto, J. P., (2021). *Enemy of my enemy, enemy of my friend: the United States, the Syrian Kurds, and proxy wars in Syria*. Université du Texas à Austin, pp. 19-20.

²⁰⁹ Valensi, C., (2021). *Alliances with violent non-state actors in the Middle East conflicts: between theory and practice*. Dans *Institut Européen de la Méditerranée*. p. 241.

l'Iran...)²¹⁰. Les Kurdes n'étaient alors plus des alliés intéressants pour les États-Unis. Biden ne les a pour autant pas abandonnés complètement, car une collaboration existe encore, notamment en Syrie, pour tenter de prévenir la réémergence de l'État islamique²¹¹.

LE CONCEPT DE SUBVERSION CHEZ JEAN BARREA

Le concept de subversion travaillé par Jean Barrea est utile dans cette analyse, car il nous permet de mieux comprendre pourquoi le peuple kurde a été choisi tout particulièrement par les États-Unis comme proxy pour servir leurs intérêts dans la région du Moyen-Orient. D'après ceci, l'une des variables entrant en jeu dans ce choix est la variable sociétale. En effet, ces populations kurdes dans chaque État-parent sont appréhendées comme des fauteurs de trouble pour la cohésion nationale d'après leurs désirs d'autonomie. En aidant (ou pas) militairement, économiquement et diplomatiquement ces populations, les États-Unis ont joué (ou pas) sur la vulnérabilité des États-parents en rendant ces populations d'autant plus hostiles à leur gouvernement central (acquisition d'armes, de moyens économiques, et de reconnaissances, même minimales). Tout ça donc en jouant sur leurs comportements subversifs. Concrètement, l'utilisation de la subversion est particulièrement bien illustrée par le cas de l'Irak et de la Syrie. Sous G. W. Bush, l'État central déjà sous pression de Saddam Hussein l'a été encore plus lorsque les États-Unis ont armé la frange kurde de sa population pour renverser le pouvoir central. Ainsi, le président Bush a joué sur une vulnérabilité sociétale de l'État irakien pour déstabiliser, et in fine, faire tomber celui-ci. En Syrie, on peut observer le même processus de B. Obama jusqu'à J. Biden. En effet, Obama, Trump et Biden ont tous joué sur la vulnérabilité sociétale que représentaient les Kurdes syriens pour le gouvernement central de Bachar al-Assad pour tenter de le forcer à respecter les demandes internationales, en matière de droits humains notamment.

Ce concept qui démontre comment les États-Unis ont, au fil des six administrations considérées, toujours jouées (ou pas) sur la vulnérabilité sociétale des États-parents des Kurdes, selon le caractère conflictuel vs coopératif de leurs relations bilatérales avec lesdits États parents, supporte encore une fois notre argument du lien entre les

²¹⁰ Aziz, S., (2022). *Le dilemme du désengagement des états-Unis en Irak : impacts et conséquences*. Dans *Eismena*. <https://eismena.com/article/le-dilemme-du-desengagement-des-etats-unis-en-irak-impacts-et-sequences-2022-02-25>

²¹¹ (2025). *Biden's approach to post-Assad Syria*. Dans *Arab Center for Research & Policy Studies*. pp. 2-3.

États-Unis et leur mobilisation des Kurdes au Moyen-Orient : l'état des relations avec leurs États-parents. Plus spécifiquement, ce concept supporte la partie de notre hypothèse selon laquelle des relations conflictuelles vs coopératives entre les États-Unis et un État-parent favorisent vs restreignent un engagement subversif des États-Unis auprès des populations antagonistes (les Kurdes) des États-parents.

D'après l'analyse de nos données empirique proposée ci-dessus, nous pouvons valider l'hypothèse proposée au début de ce travail. Celle-ci était la suivante : « *Des relations bilatérales conflictuelles entre un État A et un État B favorisent un engagement subversif de l'État A auprès des populations antagonistes de l'État B, tandis que des relations bilatérales d'entente et de coopération restreignent cet engagement* ». En effet, il apparaît que malgré des caractères personnels différenciables et des conceptions de l'intérêt national américain diverses, les présidents américains de G. W. Bush à J. Biden ont tous traité les Kurdes de la même façon : comme proxy (ou pas), en tant qu'alliés non étatiques, pour faire valoir leurs intérêts dans la région à certains moments-clés. Cela en pratiquant (ou pas) la subversion vis-à-vis des États-parents en jouant sur leur vulnérabilité sociétale (la population Kurde vivant sur leurs territoires). Ceci va de pair avec des relations conflictuelles, ou du moins mauvaises, vs coopératives avec les États-parents et l'utilisation subversive des Kurdes par les États-Unis. Dans le cas de chaque administration, c'est leur souhait de préserver les relations avec la Turquie tout particulièrement, plutôt que de montrer un soutien sans failles aux revendications kurdes qui les rapprochent. Là où, dans le cas de l'Irak, de la Syrie ou de l'Iran, les Kurdes sont apparus comme des alliés parfaits pour contrer ces régimes que les États-Unis voulaient faire tomber ou restreindre selon la période. Ceci valide notre hypothèse : en cas de relations conflictuelles (avec l'Irak, la Syrie et l'Iran), nous avons pu observer un engagement subversif des Kurdes proxys par les États-Unis. Là où, une volonté de maintenir de bonnes relations diplomatiques, économiques et militaires avec l'allié historique turc a montré un engagement subversif des Kurdes proxy nul (ou, à tout le moins, très amoindris) par les administrations américaines considérées dans ce travail.

Il reste important de préciser un point qui n'invalide en aucun cas notre hypothèse. Parfois, les relations bilatérales entre les États-Unis et un des États-parents peuvent être qualifiées de « bonnes » (ou en tout cas non conflictuelles). Pour autant, les États-Unis continuent de soutenir économiquement et militairement les populations kurdes

de cet État-parent dans le but de faire valoir leurs intérêts dans l'un des autres États-parents. L'illustration de ceci est le soutien de B. Obama et D. Trump aux Kurdes d'Irak, non pas pour agir de manière subversive sur le gouvernement irakien, mais plutôt pour les aider dans leur lutte contre l'État islamique en Syrie. Pourquoi ceci n'invalide-t-il pas notre hypothèse ? Même si les relations américano-irakiennes n'étaient pas conflictuelles à l'époque, elles n'étaient pas amicales pour autant. Les États-Unis ne mettaient donc pas en danger leurs relations avec Bagdad en soutenant les Kurdes irakiens, car l'Irak ne possédait pas le même statut d'allié que la Turquie. Ceci renforce deux éléments de notre argumentation : le fait que notre hypothèse soit validée par deux cas de figure. Celui de la Turquie d'une part et celui de l'Irak, la Syrie et l'Iran d'autre part. Et celui du caractère transfrontalier de la question kurde, même dans leur relation avec de grandes puissances extérieures.

Ainsi, nous pouvons répondre à l'hypothèse de la façon suivante : *« Le statut d'allié historique et géostratégique de la Turquie pour les États-Unis tend à mener à l'abandon des Kurdes à leur sort par ces derniers au nom de la préservation de ce statut. L'aversion américaine envers le régime irakien de Saddam Hussein, l'État islamique en Syrie et un Iran non conforme (compliant) dans son programme nucléaire a par contre été à la base d'une coopération militaire, longue et parfois importante, avec les Kurdes de ces États en vue d'affaiblir ou de déstabiliser ceux-ci, voire de renverser leurs régimes ou gouvernements ».*

CONCLUSION

Ce mémoire a été réalisé dans le but d'offrir un nouveau regard sur l'engagement des États-Unis au Moyen-Orient, à travers l'analyse de leurs relations avec des acteurs non étatiques. S'il est établi que ce type d'acteur spécifique n'est aujourd'hui aucunement négligeable, la nature de son instrumentalisation par les grandes puissances en tant que proxy reste parfois encore nébuleuse. Dans quelle mesure, le peuple kurde, sans État propre, mais avec des appareils administratifs fonctionnels et une réputation de combattants efficaces, a pu représenter, à un moment donné, la force terrestre principale des États-Unis dans la lutte contre l'État islamique dans le cas le plus révélateur, et une force de combat indéniable dans d'autres cas.

L'hypothèse qui a été posée au début de ce travail sur la base de la littérature théorique et conceptuelle existante était la suivante : « *Des relations bilatérales conflictuelles entre un État A et un État B favorisent un engagement subversif de l'État A auprès des populations antagonistes de l'État B, tandis que des relations bilatérales d'entente et de coopération restreignent cet engagement* ». Notre démarche de recherche étant de type hypothético-déductif, nous avons confronté notre hypothèse aux données empiriques en la soumettant à validation/invalidation.

Au terme de notre analyse, il apparaît que l'hypothèse est validée. C'est bien le caractère coopératif ou conflictuel de ces administrations américaines avec les États-parents du peuple kurde qui a déterminé un engagement subversif américain envers ces derniers ; et ce dans deux cas de figure différents. À l'égard de la Turquie, c'est le statut d'allié géostratégique historique et la logique de préservation des relations avec Ankara qui a déterminé les relations kurdo-américaines dans la région. En effet, il n'existe que très peu ou pas de traces d'un quelconque effort de Washington pour soutenir les Kurdes de Turquie, économiquement, militairement ou diplomatiquement. Ainsi, un potentiel engagement subversif américain auprès des populations kurdes est toujours passé après la préservation des relations économiques, militaires et diplomatiques avec la Turquie. Dans l'autre cas de figure, c'est dans une logique d'aversion américaine et de relations conflictuelles avec les régimes irakiens, syriens et iraniens qu'un engagement américain subversif et important envers les soldats kurdes dans leur utilisation par les États-Unis comme proxy pour faire valoir leurs intérêts lors de conflits avec les trois États-parents susmentionnés a pu être observé.

Il est ressorti de notre recherche que la variable psychologique liée à la Foreign Policy Analysis et la variable décisionnelle liée à la construction de l'intérêt national d'après le prisme du constructivisme ne jouaient pas un rôle déterminant dans l'instrumentalisation des Kurdes comme proxy par les États-Unis sous les administrations G.W Bush I & II, B. Obama I & II, D. Trump I et J. Biden. Le concept de « guerre by proxy », et la théorie des alliances avec des acteurs non étatiques et le concept de subversion chez Jean Barrea ont permis d'appréhender l'engagement spécifique des États-Unis envers les populations kurdes. Cet engagement étant donc motivé par le caractère coopératif vs conflictuel des relations américaines avec les États-parents des Kurdes.

La mobilisation du constructivisme et de la Foreign Policy Analysis, alliée au concept de « guerre by proxy », à la théorie des alliances avec des acteurs non étatiques et au concept de subversion chez Jean Barrea a permis de traiter une question classique de relations internationales (les dynamiques sous-jacentes d'une relation entre États) en convoquant les dimensions sociologiques et psychologiques de la question qui la caractérise, appliquée, en l'espèce, à l'instrumentalisation (ou la non-instrumentalisation) du peuple kurde comme proxy par les États-Unis dans ses relations avec les quatre États-parents.

Les résultats obtenus génèrent ainsi une conclusion intéressante. Malgré le choix d'un cadre spatio-temporel relativement long (plus de 20 ans), des contextes nationaux et internationaux changeants (le 11 septembre et le contexte post - Guerre froide, les « printemps arabes » ou encore le poids grandissant de la Chine et de la Russie postsoviétiques), des figures présidentielles très différentes (il peut apparaître difficile de prime abord d'établir un lien entre les politiques de Bush, d'Obama, de Trump et de Biden), des États-parents distincts et un peuple doté d'une histoire longue et spécifique selon l'État auquel il est rattaché, notre étude démontre un trait commun. Le fait que les relations bilatérales des États-Unis avec les États-parents, selon qu'elles aient été conflictuelles ou coopératives, favorisent vs restreignent leur engagement subversif avec un proxy (en l'occurrence, le proxy kurde). En fait, cette étude a permis, plus largement, de mettre en lumière le poids conséquent des enjeux géopolitiques et des alliances historiques entre puissances sur la scène internationale et sur les relations transnationales avec des entités sub-étatiques de type proxy, et son caractère

prépondérant par rapport aux variables psychologiques du décideur et sociologiques de l'intérêt national.

Nous avons terminé notre analyse en apportant un complément à la validation de notre hypothèse qui ne fait que renforcer notre argument et qui souligne le caractère transfrontalier de la question kurde. Les États-Unis ont parfois joué sur la vulnérabilité sociétale d'un État-parent (le problème kurde pour le gouvernement irakien) pour tenter d'infléchir le comportement du gouvernement d'un autre État-parent (la Syrie de Bachar al-Assad).

Ce dernier point nous permet de clôturer ce mémoire avec un regard sur l'actualité de la région et la question du caractère transfrontalier attendant à la question kurde. Dans la suite des événements de ces derniers mois et de l'ébullition que connaît à nouveau un Moyen-Orient en conflit, la question de recherche de ce mémoire n'est que plus actuelle. D'après les développements récents, un regard sur l'attaque conjointe des États-Unis et d'Israël contre le régime iranien force à se tourner vers les Kurdes. D'après les théories mobilisées dans ce travail et les résultats obtenus, il serait intéressant d'observer la façon dont les États-Unis de Donald Trump II joueront leurs cartes dans les mois et années à venir vis-à-vis des Kurdes dont les gouvernements centraux des États-parents se retrouvent mis à mal.

Pour terminer, ce mémoire présente comme toute recherche des limites. Celles que je relève principalement au terme de mon travail sont les suivantes. L'utilisation unique de sources secondaires peut ainsi présenter certaines limites. Des sources primaires (telles que des archives gouvernementales ou des entretiens avec des décideurs politiques et militaires) quant aux processus décisionnels américains et à la situation des Kurdes au Moyen-Orient permettraient de faire la lumière sur des données parfois inexistantes dans la littérature disponible. Ensuite, par souci de faisabilité, le peuple kurde a été considéré dans ce travail tel un ensemble relativement homogène au sein de leurs quatre États-parents. Ceci peut avoir fait défaut à une perspective plus sensible aux diversités du peuple kurde, dans les États-parents et en exil. Ainsi, l'ouverture principale que je propose au terme de mon mémoire serait de porter un regard sur le caractère transfrontalier de la question kurde et les conséquences que ceci a sur l'organisation de ces populations au Moyen-Orient, ainsi que dans leur diaspora à l'étranger.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- Alden, C., Alden, A., Alves, A. C., (2016). *Foreign Policy Analysis : new approaches*. Routledge. Londres.
- Axelrod, R., (1976). *Structure of decision. The cognitive maps of political elites*. Princeton University Press.
- Barrea, J., (1978). *Théorie des relations internationales*. Ciaco. Louvain-la-Neuve.
- Buzan, B., de Wilde, J., Waever, O., (1998). *Security: a new framework for analysis*. Lynne Rienner.
- De Rivera, J., (1968). *The psychological dimension of foreign policy*. C. E. Merrill Pub. Co. Columbus, Ohio.
- Deutsch, K. W., (1964). *External Involvement in Internal War*. Harry Eckstein (ed).
- Deutsch, K. W., (1968). *The Analysis of International Relations (Foundations of modern political science)*. Englewood Cliffs, N.J, Prentice-Hall.
- Duroselle, J-B., Renouvin, P., (1964). *Introduction à l'histoire des relations internationales*. Librairie Colin.
- Guzzini, S., Leander, A., (2006). *Constructivism and International Relations. Alexander Wendt and his critics*. Routledge.
- Lasswell, H., (1956). *The Decision Processes. Seven Categories of Functional Analysis*. University of Maryland Press. College Park.
- Preston, T., (2001). *The President and his inner circle: leadership style and the advisory process in foreign policy making*. Columbia University Press.
- Sprout, M., Sprout, H., (1956). *Man-Milieu relationship hypothesis in the context of international politics*. Princeton University.
- Wendt, A., (1999). *Social theory of international politics*. Cambridge University Press.

CHAPITRES D'OUVRAGES

- Al, S., (2021). Kurdish politics in the global context. Dans *Oxford research encyclopedia of international studies*. Oxford University Press.

- Battistella, D., (2012). *Chapitre 9/Le projet constructiviste*. Dans *Théories des relations internationales*. Presses de Sciences Po.
- Bruck, H. W., Burton, S., Snyder, R. C., (2002). *Decision-Making as an approach to the study of international politics*. Dans *Foreign Policy Decision-Making (Revisited)*. Palgrave Macmillan. New-York.
- Richard, Y., (1991). *Les Kurdes d'Iran : révoltes, idéalisme et silence*. Dans *La question kurde*, sous la direction de Picard, E. Complexe.

ARTICLES SCIENTIFIQUES

- Ababsa, R. C., (2024). *La stratégie américaine au Moyen-Orient : entre désengagement et déclin (2001-2016)*. Thèse de doctorat. Université Jean Moulin – Lyon III. Dans HALthese – thèses en ligne. pp. 9-577. URL: <https://theses.hal.science/tel-04934918v1/document> (consulté le 14/11/2025).
- Ates, A., (2021). Understanding the Obama Administration's Syria Policy. Dans *MANAS Journal of Social Studies*. 10(2). pp. 1438-1448. URL: https://www.researchgate.net/publication/350966404_Understanding_the_Obama_Administration's_Syria_Policy (consulté le 14/11/2025).
- Babaker Mohammed, C., (2020). *The impact of the Trump Doctrine on U.S. foreign policy towards Iraq*. Thèse de doctorat. Université de Soran. Dans *ResearchGate*. 3(3). URL: [10.31918/twejer.2033.30](https://www.researchgate.net/publication/350966404_Understanding_the_Obama_Administration's_Syria_Policy) (consulté le 14/11/2025).
- Bakrim, S. T., (2022). *L'avenir de l'engagement des États-Unis au Moyen-Orient vu par les experts américains*. Fondation pour la recherche stratégique. n. 1. pp. 1-13. URL : <https://www.frstrategie.org/web/documents/publications/notes/2022/202201.pdf> (consulté le 14/11/2025).
- Battistella, D., (2004). *Introduction : le réalisme réfuté ?*. Dans *Études internationales*. Institut québécois des hautes études internationales. 35(4). pp. 613-622. URL : <https://www.erudit.org/fr/revues/ei/2004-v35-n4-ei859/010483ar.pdf> (consulté le 14/11/2025).
- Barrea, J., (1981). *Une approche synoptique des théories de la décision, de la puissance et de la négociation*. Dans *Études internationales*. Institut québécois des hautes études internationales. 12(2). pp. 251-267. URL : <https://www.erudit.org/fr/revues/ei/1981-v12-n2-ei3005/701194ar.pdf> (consulté le 14/11/2025).

- Bieniek, K., (2017). *Recep Tayyip Erdogan and Donald Trump: Distinct political entities, similar leadership styles?*. Dans *Revue trimestrielle du Collège économique et social. Études et travaux*. n. 4. pp. 175-185. URL : <https://doi.org/10.33119/KKESSiP.2017.4.9> (consulté le 14/11/2025).
- Billion, D., (2014). *L'improbable État kurde unifié. Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique*. Institut de relations internationales et stratégiques. Paris. pp. 1-17. URL : <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2014/11/Observatoire-Turquie-Etat-kurde-nov2014.pdf> (consulté le 14/11/2025).
- Bin-Odah, A., (2006). *U.S. foreign policy in the Middle East and the Bush war on terror: elite opinion and the failure of U.S. strategy*. Thèse de doctorat. Université de Sheffield. White Rose eThese Online. pp. 1-156. URL: https://theses.whiterose.ac.uk/id/eprint/4216/1/434613_vol1.pdf (consulté le 14/11/2025).
- Blomdahl, M., (2023). *The national security advisor in the role as coordinator and counselor: H.R. McMaster and John Bolton in the Trump Administration*. Dans *American Studies*. 68(1). Universitätsverlag WINTER Gmbh. pp. 97-122. URL: <https://www.jstor.org/stable/10.2307/48846825> (consulté le 14/11/2025).
- Boulanger, P., (2001). *Les Kurdes, tarot noir du Proche-Orient*. Dans *Études*. 1(394). S.E.R. pp. 19-28. URL : <https://shs.cairn.info/revue-etudes-2001-1-page-19?lang=fr&tab=sujets-proches> (consulté le 14/11/2025).
- Bozarslan, H., (2006). *Les Kurdes d'Irak : un conflit en recomposition*. Dans *Outre-Terre*. 1(14). Outre-Terre. pp. 233-244. URL : [10.3917/oute.014.0233](https://www.outre-terre.org/10.3917/oute.014.0233) (consulté le 14/11/2025).
- Cagaptay, S., (2004). *Where goes the U.S.-Turkish relationship?*. Dans *Middle East Quarterly*. 11(4). Middle East Forum. URL: <https://www.meforum.org/middle-east-quarterly/where-goes-the-us-turkish-relationship> (consulté le 14/11/2025).
- David, C-P., (2011). *De Bush à Obama : l'effet 11 septembre sur la prise de décision à la Maison-Blanche*. Dans *Institut national du service public*. URL: https://documentation.insp.gouv.fr/insp/doc/CAIRN/b64_b2FpLWNhaXJuLmVuZm8tUEVfMTEzXzA1MjE%3D/de-bush-a-obama-nbsp-l-effet-11-nbsp-

- [septembre-sur-la-prise-de-decision-a-la-maison-blanche?_lg=fr-FR](#) (consulté le 14/11/2025).
- Dormer, R., (2017). *The impact of constructivism on international relations theory: a history*. Dans *Social Sciences Review*. Vol. 22. Kwansei Gakuin University. Nishinomiya, Japon. pp. 51-64. URL : <https://files01.core.ac.uk/download/pdf/151651418.pdf> (consulté le 14/11/2025).
 - Edmonds, C. J., (1971). *Kurdish nationalism*. Dans *Journal of Contemporary History*. 6(1). Sage Publications, Ltd. pp. 87-107. URL : <https://www.jstor.org/stable/259625> (consulté le 14/11/2025).
 - Elphinston, W. G., (1946). *The Kurdish question*. Dans *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*. 22(1). Oxford University Press on behalf of the Chatham House. pp. 91-103. URL: https://www.jstor.org/stable/pdf/3017874.pdf?refreqid=fastly-default%3A8b2cfd7c28f4e3914ce6f2b4938e285&ab_segments=&initiator=&acceptTC=1 (consulté le 14/11/2025).
 - Erhan, C., Siviş, E., (2017). *Determinants of Turkish-American relations and prospects for the future*. Dans *Insight Turkey*. 19(1). SETA – Foundation for Political, Economic and Social Research. pp. 89-115. URL: https://www.researchgate.net/publication/318584722_Determinants_of_Turkish-American_relations_and_prospects_for_the_future (consulté le 14/11/2025).
 - Gauthier, J., (2006). *Syrie : le facteur kurde*. Dans *Outre-Terre*. 1(14). Outre-Terre. pp. 217-231. URL : <https://shs.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-1-page-217?lang=fr&tab=texte-integral> (consulté le 14/11/2025).
 - Gourisse, B., (2023). « *La Turquie est un allié inconditionnel des États-Unis* ». Dans *Idées reçues sur la Turquie. Politique, économie, société, un état des lieux*. Le cavalier bleu. pp. 121-126. URL : <https://shs.cairn.info/ides-recues-sur-la-turquie--9791031805887-page-121?lang=fr> (consulté le 14/11/2025).
 - Gunter, M. M., (2004). *The Kurdish question in perspective*. World Affairs. 166(4). pp. 197-205. URL: https://www.researchgate.net/publication/250210042_The_Kurdish_Question_in_Perspective (consulté le 14/11/2025).

- Gunter, M. M., (2011). *The five stages of American foreign policy towards the Kurds*. Dans *Insight Turkey*. 13(2). SETA – Foundation for Political, Economic and Social Research. pp. 93-106. URL: <https://www.insightturkey.com/file/671/the-five-stages-of-american-foreign-policy-towards-the-kurds-spring-2011-vol13-no2> (consulté le 14/11/2025).
- Hakem, H., (2003). *Les Kurdes d'Irak et l'arrivée inespérée de l'Amérique*. Dans *Outre-Terre*. 4(5). Outre-Terre. pp. 241-244. URL : <https://shs.cairn.info/revue-outre-terre1-2003-4-page-241?lang=fr> (consulté le 14/11/2025).
- Herman, M. G., (1980). Explaining Foreign policy behavior using the personal characteristics of political leaders. Dans *International Studies Quarterly*. 24(1). Oxford University Press on behalf of the International Studies Association. pp. 7-46. URL: <https://www.jstor.org/stable/2600126> (consulté le 14/11/2025).
- Holsti, K., (1970). *National Role Conception in the Study of Foreign Policy*. Dans *International Studies Quarterly*. 14(3). pp. 233-309. URL: 10.2307/3013584 (consulté le 14/11/2025).
- Hudson, A., (2005). *Foreign Policy Analysis : Actor-specific theory and the ground of international relations*. Dans *Foreign Policy Analysis*. 1(1). Oxford University Press. URL: https://www.researchgate.net/publication/227646257_Foreign_Policy_Analysis_is_Actor-Specific_Theory_and_the_Ground_of_International_Relations (consulté le 14/11/2025).
- Jervis, R., (1994). *Hans Morgenthau, Realism, and the Scientific Study of International Politics*. Dans *Social Research*. 61(4). The Johns Hopkins University Press. pp. 853-876. URL: <https://www.jstor.org/stable/40971063> (consulté le 14/11/2025).
- Kalantari, B., (2018). *A comparative analysis of recent U.S. policies in the Middle East: Obama vs. Trump*. Dans *Journal of Behavioral and Social Sciences*. 2(1). Madridge. pp. 41-46. URL: https://d1wqtxts1xzle7.cloudfront.net/81969605/mjbss_1000107-libre.pdf?1646903401=&response-content-disposition=inline%3B+filename%3DA_Comparative_analysis_of_Recent_U_S_Pol.pdf&Expires=1774636113&Signature=KXrcFUJJU7kOFKVcco3uHZx-

- [xP7kCe8H8d2~n40qt7WZmbyewhVHfusPR26clskDccwQ6oPGWlyfub4VPraozimxFk8pZyevbil39o~9HKkj96jGw7g~obrLlaqdoEXRdpwi2ezUoAnl9XdoStQ9XlsS-bNz55a6-jGwlF~2XzD0Yo-syDjut6Cp5Gig1jSHPVmUmNZPnLbaDstLeXKJ4zJBZ9RKHwSB-aZ6-Ul62vBuB~L6siEGxevZWh7OhY9TQXCHysnaMVDFVTDXA6qIXlcOMP1QFn6JFgLBdaklQmE6uD9ykX1N1FETE0cTDxh3L7LFTI9zFcI77PCxFI0~w_&Key-Pair-Id=APKAJLOHF5GGSLRBV4ZA](#) (consulté le 14/11/2025).
- Khader, B., (2022). Les États-Unis et l'Iran. Le nucléaire iranien. Dans *Rivista di Studi Politici Internazionali*. 89(1). Maria Grazia Melchionni. pp. 21-36. URL : <https://www.jstor.org/stable/10.2307/27273596> (consulté le 14/11/2025).
 - Krieg, A., (2016). *Externalizing the burden of war: the Obama Doctrine and US foreign policy in the Middle East*. Dans *International Affairs*. 92(1). John Wiley & Sons Ltd. pp. 97-113. URL: https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/publications/ia/INTA92_1_05_Krieg.pdf (consulté le 14/11/2025).
 - Mawlood Khidir, Z., (2022). *Theoretical analysis of the U.S. foreign policy towards Kurds in Syria after 2011*. Dans *Journal of Raparin University*. 9(5). Université de Raparin. pp. 53-71. URL: https://www.researchgate.net/publication/366676222_Theoretical_Analysis_of_the_US_Foreign_Policy_Towards_Kurds_in_Syria_After_2011 (consulté le 14/11/2025).
 - McCool III, D., (2021). *The role of the Kurds in U.S. foreign policy*. Thèse de doctorat. Université du Mississippi. pp. 1-75. URL : https://egrove.olemiss.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2725&context=hon_thesis (consulté le 14/11/2025).
 - Meho, L., Nehme, M., (2004). *The legacy of U.S. support to Kurds: two major episodes*. Dans *Kurdish question in U.S. foreign policy*. pp. 13-26. URL: https://dlwqtxts1xzle7.cloudfront.net/47067936/meho-nehme-legacy-of-us-support-to-kurds-libre.pdf?1467855967=&response-content-disposition=inline%3B+filename%3DThe_Legacy_of_US_Support_to_Kurds_Two_Ma.pdf&Expires=1774646475&Signature=dqaYB5EEIIdwog3f3DL5If3AmBd9L1uRtq2Jrm8QFPfNma2~KoIHtPhMo6S1bLBhr7LJZZPbHONSIQVF5TAKD~rPZZ7-

[dKui1xw4mC6bWjS7zDD8mX5S6qBjiBK0mej5bCNkZu3tskSwN~Ne1uIPmtXIxeGZsarobf-AyO8iv5Vu8SYEqgyFFyAXsYrAYh9VSwsnBOIToNDvV~r7hQeEuXw94GQl3f5jhQyqPLwQBV12FdaDYvXnioowQwmoWpRHabquF3y8Zu3GESMFYIPXFSWhcVhfFU780Jwo7f6F21CuzBm1Yq-Hu2FolaQ1R-H7xrq5udtqDbKp2zE5eCDX5g &Key-Pair-Id=APKAJLOHF5GGSLRBV4ZA](https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/03071847.2013.787733?needAccess=true) (consulté le 14/1/2025).

- Mumford, A., (2013). *Proxy warfare and the future of conflict*. Dans *The RUSI Journal*. 158(2). Taylor & Francis Online. pp. 40-46. URL: <https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/03071847.2013.787733?needAccess=true> (consulté le 14/11/2025).
- Nikitine, B., (1946). *Problème kurde*. Dans *Politique étrangère*. 11(3). pp. 251-262. URL : https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1946_num_11_3_5459 (consulté le 14/11/2025).
- Norling, J., (2022). *The United States and Iraq: limited influence in an asymmetrical relationship, 2005-2014*. Thèse de doctorat. Université national australienne. pp. 1-344. URL: <https://fileserver-az.core.ac.uk/download/519772382.pdf> (consulté le 14/11/2025).
- Picard, E., (1999). *Les Kurdes et l'autodétermination. Une problématique légitime à l'épreuve de dynamiques sociales*. Dans *Revue française de sciences politiques*. 49(3). Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. pp. 421-442. URL : https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1999_num_49_3_395384 (consulté le 14/11/2025).
- Pichard, A., (2021). *La « doctrine Trump » à l'international : l'Amérique contre le reste du monde ?*. Dans *Politique américaine*. 2(37). L'Harmattan. pp. 61-86. URL : <https://shs.cairn.info/revue-politique-americaine-2021-2-page-61?lang=fr&tab=resume> (consulté le 14/11/2025).
- Phuong Hoang, T. M., (2024). *Efforts to maintain the U.S. role in the Middle East under President Joe Bide (2021-2023)*. Dans *International Journal of Social Sciences: Current and future Research trends*. 21(1). International Scientific Research and Researchers Association (ISRRA). pp. 265-274. URL: https://ijsscfrjournal.isrra.org/Social_Science_Journal/article/view/1703/222 (consulté le 14/11/2025).

- Prados, A. B., (2006). *Syria: U.S. relations and bilateral issues*. Dans *CRS Issue Brief for Congress*. Foreign Affairs, Defense and Trade Division. The library of Congress. pp. 1-15. URL: https://www.everycrsreport.com/files/20060606_IB92075_41a710c3e74ec66a837e398d0155b3388c5abcf.pdf (consulté le 14/11/2025).
- Pressman, J., (2009). *Power without influence: The Bush Administration's Foreign policy failure in the Middle East*. Dans *International Security*. 33(4). Belfer Center for Science and International Affairs (Harvard Kennedy School). URL: <https://doi.org/10.1162/isec.2009.33.4.149> (consulté le 14/11/2025).
- Quliyev, A., (2024). *The United States – Syria relationship from 2000 to 2022 years*. Dans *Journal of Political Science and International Relation Studies*. 1(1). Upubscience Publisher House. pp. 26-32. URL: <https://upubscience.com/jpsr/article/view/1123/931> (consulté le 14/11/2025).
- Reppeto, JP., (2021). *Enemy of my enemy, enemy of my friend: the United States, the Syrian Kurds, and Proxy War in Syria*. Thèse de doctorat. Texas ScholarWorks. Bibliothèque de l'Université du Texas. pp. 1-83. URL : <https://repositories.lib.utexas.edu/server/api/core/bitstreams/65e7c586-34c2-4095-be57-637414d4e2f8/content> (consulté le 14/11/2025).
- Ribau, P., (2017). *La République éphémère de Mahabad au Kurdistan d'Iran*. Dans *La Pensée*. 1(389). Fondation Gabriel Péri. pp. 81-85. URL/<https://shs.cairn.info/revue-la-pensee-2017-1-page-81?lang=fr&tab=sujets-proches> (consulté le 14/11/2025).
- Roussel, C., (2014). *Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ?*. Dans *Maghreb – Machrek*. 4(222). ESKA. pp. 75-97. URL : <https://shs.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2014-4-page-75?lang=fr> (consulté le 14/11/2025).
- Ross, S. A., (1973). *The Economic Theory of Agency: The Principal's Problem*. Dans *The American Economic Review*. 63(2). pp. 134-139. URL: <https://www.jstor.org/stable/1817064> (consulté le 14/11/2025).
- Rostampour, S., (2025). *Résonnances internationalistes de la lutte kurde*. Dans *Multitudes*. 2(99). Association Multitudes. pp. 186-193. URL : <https://shs.cairn.info/revue-multitudes-2025-2-page-186?lang=fr&tab=auteurs> (consulté le 14/11/2025).

- Salik, N., (2023). *Between constructive engagement and over confrontation: U.S. foreign policy towards Syria in the post-Cold War Era (1989-2009)*. Thèse de doctorat. Université technique du Moyen-Orient. pp. 15-513. URL: <https://open.metu.edu.tr/handle/11511/102019> (consulté le 14/11/2025).
- Sari, I., (2019). *The United States foreign policy towards Kurds*. Dans *Middle Eastern Studies*. ORSAM (Center for Middle Eastern Strategic Studies). pp. 278-299. URL: <https://dergipark.org.tr/en/download/article-file/927005> (consulté le 14/11/2025).
- Schmid, D., (2011). *La Turquie, alliée de toujours des États-Unis et nouveau challenger*. Dans *Politique étrangère*. n.3. Institut français des relations internationales. pp. 587-599. URL : <https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2011-3-page-587?lang=fr&tab=sujets-proches> (consulté le 14/11/2025).
- Shoukat, P., (2024). *U.S. foreign policy under Trump and Biden towards Iran: a comparative analysis*. Thèse de doctorat. Université islamique international d'Islamabad. pp. 4-148. URL: <http://theses.iiu.edu.pk:8008/greenstone/collect/electron/index/assoc/HASH81e0/204264e1/b7f502f1.dir/doc.pdf> (consulté le 14/11/2025).
- Stoni, M. A., (2018). *The US foreign policy towards the Iraqi Kurds in the Middle East after emergence of ISIS*. Dans *Qalaai Zanist scientific journal*. 3(1). Lebanese French University. pp. 986-1010. URL: <https://journal.lfu.edu.krd/ojs/index.php/qzj/article/view/487/467> (consulté le 14/11/2025).
- Therme, C., (2009). *La République islamique face à l'administration Obama*. Dans *Politique Américaine*. 2(14). L'Harmattan. pp. 25-39. URL : 10.3917/polam.014.0025 (consulté le 14/11/2025).
- Tejel, J., (2017). Aux origines de la « question kurde ». Dans *Anatoli. OpenEdition Journal*. pp. 59-73. URL : <https://doi.org/10.4000/anatoli.604> (consulté le 14/11/2025).
- Tejel Gorgas, J., (2006). Les Kurdes de Syrie, de la « dissimulation » à la « visibilité ». Dans *Remmm – Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*. OpenEdition Journal. URL : <https://doi.org/10.4000/remmm.3022> (consulté le 14/11/2025).

- Valensi, C., (2021). Alliances with violent non-state actors in Middle East conflicts: between theory and practice. Dans IEMed Mediterranean Yearbook 2021. IEMed. Institut Européen de la Méditerranée. URL: <https://www.iemed.org/publication/alliances-with-violent-non-state-actors-in-middle-east-conflicts-between-theory-and-practice/?lang=fr> (consulté le 14/11/2025).
- Ziadeh, R., (2009). *The Kurds of Syria: Fueling separatist movements in the region?*. Dans *US Institute of Peace*. pp. 1-12. URL: <http://www.jstor.org/stable/resrep12328>. (consulté le 14/11/2025)

ARTICLES DE PRESSE

- Anfis, S. S., (2020). *Biden et l'Irak*. Dans *Le journal d'Alter*. URL : <https://alter.quebec/biden-et-lirak/> (consulté le 14/11/2025).
- Baillet, P-Y., (2025). *Le PDKI a « hissé le drapeau de la chute de la République islamique »*. Entretien avec Hassan Sharafi. Dans *Conflits – Revue de Géopolitique*. URL: <https://www.revueconflits.com/le-pdki-a-hisse-le-drapeau-de-la-chute-de-la-republique-islamique-entretien-avec-hassan-sharafi/> (consulté le 14/11/2025).
- Clerget, T., (2018). *Quel avenir pour les Kurdes de Syrie, coincés entre la Turquie d'Erdogan et le régime Assad ?*. Dans *basta média*. URL : <https://basta.media/quel-avenir-pour-les-kurdes-de-syrie-coince-entre-la-turquie-d-erdogan-et-le> (consulté le 14/11/2025).
- Haski, P., (2024). *Le dilemme de Joe Biden face à l'Iran*. Dans *FranceInter – Géopolitique*. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/geopolitique/geopolitique-du-mardi-30-janvier-2024-5088212> (consulté le 14/11/2025).
- Pilidjian, C., (2020). *Les principales organisations kurdes*. Dans *Le Monde diplomatique*. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/169/PILIDJIAN/61282> (consulté le 14/11/2025).
- Sampson, X., (2024). *Six points à retenir de la présidence de Joe Biden*. Dans *Radio-canada*. URL/<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2086944/joe-biden-bilan-president-etats-unis> (consulté le 14/11/2025).
- Shamim, S., (2026). *What do we know about the Kurdish groups in the Middle East?*. Dans *AlJazeera*. URL:

- <https://www.aljazeera.com/news/2026/1/19/who-are-the-kurds-2> (consulté le 14/11/2025).
- (2014). *Profile: Who are the Peshmerga?*. Dans *BBC News*. URL: <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-28738975> (consulté le 14/11/2025).
 - (2021). *Les relations avec la Turquie d'emblée tendues sous Biden*. Dans *Le Point*. URL : https://www.lepoint.fr/video/les-relations-avec-la-turquie-d-emblee-tendues-sous-biden-13-02-2021-2413836_738.php (consulté le 14/11/2025).
 - (2022). *What is the Syrian Kurdish YPG*. Dans *Reuters*. URL: <https://www.reuters.com/world/middle-east/what-is-syrian-kurdish-ypg-2022-11-14/> (consulté le 14/11/2025).

AUTRE (THINK TANK, SITES GOUVERNEMENTAUX...)

- Academy of Democratic Modernity (2025). *L'internationalisme au cœur des transformations du Mouvement de libération du Kurdistan : analyse de la situation actuelle*. URL: <https://democraticmodernity.com/fr/linternationalisme-au-coeur-des-transformations-du-mouvement-de-liberation-du-kurdistan-analyse-de-la-situation-actuelle/> (consulté le 14/11/2025).
- Aziz, S., (2022). *Le dilemme du désengagement des États-Unis en Irak : impacts et conséquences*. Dans *EISMENA*. URL : <https://eismena.com/article/le-dilemme-du-desengagement-des-etats-unis-en-irak-impacts-et-consequences-2022-02-25> (consulté le 14/11/2025).
- Battistella, D., (2007). *Les relations internationales*. Dans *Sciences Humaines – Rubrique « Courants et disciplines »*. pp. 52-56. URL: <https://shs.hal.science/halshs-00155040/document> (consulté le 14/11/2025).
- Bitar, K. M. (2023). *Existe-t-il une doctrine Biden pour le Moyen-Orient*. Dans *MGH-partners*. URL : <https://mgh-partners.com/2023/06/05/existe-t-il-une-doctrine-biden-pour-le-moyen-orient/> (consulté le 14/11/2025).
- Bonzon, A., (2012). *Turquie : le faux du vrai sur l'AKP*. Dans *Slate*. URL : <https://www.slate.fr/story/64373/akp-turquie-vrai-faux> (consulté le 14/11/2025).

- Centre de documentation de l'école militaire., (2012). *Guerre civile en Syrie : quel rôle y jouent désormais les Kurdes ?*. URL : https://www.irsem.fr/storage/file_manager_files/2025/03/invoveilles-20-kurdes-de-syrie.pdf (consulté le 14/11/2025).
- Connaissance des Énergies., (2025). *Nucléaire iranien : l'accord de 2015 est officiellement arrivé à échéance*. URL : <https://www.connaissancedesenergies.org/afp/nucleaire-iranien-laccord-de-2015-est-officiellement-arrive-echeance-251018> (consulté le 14/11/2025).
- Congress.gov., (2003-2004). *H.R. 1828 – Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act of 2003*. URL: <https://www.congress.gov/bill/108th-congress/house-bill/1828> (consulté le 14/11/2025).
- Deweerdt, C., (2023). *Obama and Trump in Syria: Similarities and Differences in their foreign policies*. Vol.1. pp. 1-12. Mémoire de Master. Institut de Gand pour les études internationales et européennes. URL: https://www.ugent.be/ps/politiekewetenschappen/gies/en/research/publications/honours_paper/academic-year-2021-2022/obama-and-trump-in-syria-similarities-and-differences-in-their-foreign-policies (consulté le 14/11/2025).
- Dupiéreux-Fettweis, M., (2023). *Viabilité du projet politique développé par le Parti de l'Union Démocratique (PYD) au sein de l'Administration Autonome du Nord-est de la Syrie*. Mémoire de master. Université catholique de Louvain. pp. 1-108. URL : <https://thesis.dial.uclouvain.be/entities/masterthesis/26ae1a24-594a-4451-8b96-02509b11e613> (consulté le 14/11/2025).
- FAS: Intelligence Resource Program., (1998). *Kurdistan Democratic Party (KDP)*. URL: <https://irp.fas.org/world/para/kdp.htm> (consulté le 14/11/2025).
- Goldberg, J., (2016). *The Obama doctrine*. Dans The Atlantic. URL: <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/04/the-obama-doctrine/471525/> (consulté le 14/11/2025).
- Institut français des relations internationales., (2025). *Qu'est-ce que le mouvement kurde du PKK, qui vient d'annoncer sa dissolution ?*. URL : <https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/quest-ce-que-le-mouvement-kurde-du-pkk-qui-vient-dannoncer-sa> (consulté le 14/11/2025).

- Isidore, M., (2021). *Glossaire des groupes révolutionnaires turco-kurdes et de leurs satellites, de 1919 à nos jours*. Dans *Les clés du Moyen-Orient*. URL: <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Glossaire-des-groupes-revolutionnaires-turco-kurdes-et-de-leurs-satellites-de.html> (consulté le 14/11/2025).
- Jusoor for studies (2018). *The Democratic Union Party's Political Project for Syria*. URL: <https://jusoor.co/storage/posts/old-pdf/613.pdf> (consulté le 14/11/2025).
- Kilani, A., (2021). *End of combat mission in Iraq: brave new world or just a rebrand?*. Dans *Arab Gulf States Institute*. URL : <https://agsi.org/analysis/end-of-combat-mission-in-iraq-brave-new-world-or-just-a-rebrand/> (consulté le 14/11/2025).
- Laipson, E., (2010). *The Future of US-Iraq Relations*. Dans *Stimson Center*. URL : https://www.stimson.org/wp-content/files/file-attachments/Future_of_Iraq-US_Relations-English_1.pdf (consulté le 14/11/2025).
- Nicholassen, M., (2024). *Survival and Self-Determination in Northeast Syria*. Dans *Epicenter*. URL: <https://epicenter.wcfia.harvard.edu/blog/survival-and-self-determination-northeast-syria> (consulté le 14/11/2025).
- European Union Agency for Asylum., (2025). *Syrian Democratic Forces (SDF)*. URL: <https://www.euaa.europa.eu/interim-country-guidance-syria/syrian-democratic-forces-sdf> (consulté le 14/11/2025).
- OTAN-NATO. *Qu'est-ce que l'OTAN ?*. URL : <https://www.nato.int/fr/what-is-nato> (consulté le 14/11/2025).
- Perspective Monde., (2002). *Dévoilement aux États-Unis de la doctrine Bush*. URL : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/848> (consulté le 14/11/2025).
- Sharp, S., (2009). *U.S. Foreign Policy towards Iran in the Obama Era*. Dans ISPI – Istituto Per Gli Studi di Politica Internazionale. URL : https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/sharp_0.pdf (consulté le 14/11/2025).
- Sloat, A., (2019). *The US played down Turkey's concerns about Syrian Kurdish forces. That couldn't last*. Dans *Brookings*. URL:

<https://www.brookings.edu/articles/the-us-played-down-turkeys-concerns-about-syrian-kurdish-forces-that-couldnt-last/> (consulté le 14/11/2025).

- Struye de Swielande, T., (année 2024-2025). Cours de Foreign Policy Analysis. Université Catholique de Louvain.
- Arab Center for Research & Policy Studies., (2025). *Biden's approach to post-Assad Syria*. URL: <https://www.dohainstitute.org/en/PoliticalStudies/Pages/biden-approach-to-post-assad-syria.aspx> (consulté le 14/11/2025).
- The Kurdish project. *KRG : Kurdistan Regional Government*. URL: <https://thekurdishproject.org/history-and-culture/kurdish-democracy/krk-kurdistan-regional-government/> (consulté le 14/11/2025).
- Washington Kurdish Institute. *Kurdistan Democratic Party of Syria (PDKS)*. URL: <https://dckurd.org/2018/07/26/kurdistan-democratic-party-of-syria-pdks/> (consulté le 14/11/2025).

ANNEXE

ANNEXE 1.

Relations bilatérales États-Unis/Turquie (2003-2025)

Catégorie	Variable	Administration G. W. BUSH (I & II)	Administration B. OBAMA (I & II)	Administration D. TRUMP I	Administration J. BIDEN
1. Diplomatie	1.1. Relations diplomatiques	La Turquie est le câble diplomatique des USA dans la « War on Terror » (Tension à partir de 2003)	Ont été chamboulé par la guerre en Irak, mais restent bonnes	Moins bonnes dû à l'accord de la Turquie avec la Russie concernant les missiles russes S-400	Pas très bonnes : - Conséquences de l'accord des missiles S-400
	1.2. Discours officiels	9/11 = Ankara se fait la porte-parole de Washington au Moyen-Orient Divergence au moment de la deuxième guerre du Golfe (2003) ; la Turquie ne soutient pas l'invasion américaine	La Turquie condamne les sanctions américaines contre l'Iran	Rapprochement de la figure d'autorité forte de Recep Erdogan avec celle de Donald Trump	Joe Biden qualifiait Recep Erdogan d' « autocrate »

2. Sécurité & Défense	2.1. Coopération militaire	(avant Bush) : coopération militaire pour des opérations conjointes de l'ONU (Somalie, Guerre de Corée, Kosovo, Bosnie...) Utilisation de la base aérienne d'Incirlik dans la « War on Terror »	Partage de renseignement notamment en Afghanistan dans le cadre de la lutte contre le terrorisme	Fin de l'accord sur les F35 suite à l'accord turc avec la Russie pour des missiles en 2017	Incirlik reste le pivot de la lutte antiterroriste en Turquie pour les États-Unis
	2.2. Confiance stratégique	Bonne avant 2003, se détériorent au moment de l'invasion de l'Irak	Depuis l'Irak, toujours de moins en moins bonnes (Les USA aident les Kurdes, la Turquie est perçue comme trop proche de la Russie et de l'Iran)	La Turquie achète des missiles russes en 2017, ça ébranle la confiance → Fin de l'accord sur les F35	Ne va pas en s'améliorant → les objectifs stratégiques des deux alliés ne font que s'éloigner
3. Économie & Énergie	3.1. Échanges commerciaux	Commission économique conjointe et des accords-cadres sur le commerce et l'investissement	Continuation des accords mis en place les années précédentes	Sanctions américaines économiques sur la Turquie	Biden maintient les sanctions économiques imposées à Ankara
	3.2. Coopération énergétique	Coopération autour de l'énergie nucléaire (la Turquie est stratégique pour ses routes et son eau) → La Turquie a sur son sol des armes	Toujours des armes nucléaires contrôlées par les USA → corridor énergétique stratégique	Toujours des armes nucléaires contrôlées par les USA → corridor énergétique stratégique	Toujours des armes nucléaires contrôlées par les USA → corridor énergétique stratégique

		nucléaires contrôlées par les USA			
4. Idéologie	4.1. Compatibilité politique	Ankara n'est pas attiré par le modèle sociétal ou politique américain L'invasion de l'Irak éveille une élite académique antiaméricaine	Tendance islamiste de l'AKP et dérive autoritaire d'Erdogan	Rapprochement au niveau de la figure d'autorité que représente Recep Erdogan Éloignement quant au rapprochement d'Ankara avec Moscou	Tendance islamiste de l'AKP et dérive autoritaire d'Erdogan
	4.2. Respect des droits humains (et des minorités)	Peu d'ingérence américaine quant au traitement des Kurdes de Turquie, l'attention est portée sur les issues stratégiques	Peu d'ingérence américaine quant au traitement des Kurdes de Turquie, l'attention est portée sur les issues stratégiques	Peu d'ingérence américaine quant au traitement des Kurdes de Turquie, l'attention est portée sur les issues stratégiques	Joe Biden a toujours déclaré son opposition quant au traitement infligé aux Kurdes par le gouvernement central turc
5. Facteurs géopolitiques	5.1. Poids du pays dans la stratégie régionale américaine	Pendant la Guerre froide, la Turquie est le rempart de la frontière occidentale du sud-est contre la menace soviétique Porte-parole de Washington au MO pour la guerre contre	Obama reste distant du MO au moment du printemps arabe, mais la Turquie reste un relais américain au MO Ankara s'émancipe de plus en plus de Washington	Ankara s'émancipe de plus en plus de Washington	Ankara s'émancipe de plus en plus de Washington
		le terrorisme après 9/11			
	5.2. Conflits et convergences d'intérêts régionaux	- <u>Conflits</u> : la question chypriote, la question kurde, la Turquie refuse de laisser passer les troupes américaines vers l'Irak - <u>Convergences</u> : la lutte contre le terrorisme en Afghanistan	- <u>Conflits</u> : soutien américain aux combattants kurdes (YPG) pour la lutte contre le terrorisme, les USA soutiennent les forces d'opposition syrienne (FDS), que la Turquie considère comme un groupe terroriste (kurde) - <u>Convergences</u> : les deux puissances sont membres de l'OTAN	- <u>Conflits</u> : Pas d'entente quant à quels camps choisir dans la guerre du Haut-Karabakh, question kurde, rapprochement avec Moscou - <u>Convergences</u> : relation personnelle de Trump et Erdogan	- <u>Conflits</u> : traitement des Kurdes, figure autoritaire d'Erdogan - <u>Convergences</u> : les deux puissances sont membres de l'OTAN

ANNEXE 2.

Relations bilatérales États-Unis/Irak (2003-2025)

Catégorie	Variable	Administration G. W. BUSH (I &II)	Administration B. OBAMA (I &II)	Administration D. TRUMP I	Administration J. BIDEN
1. Diplomatie	<i>1.1. Relations diplomatiques</i>	Quasiment inexistant avant 2003 (S. Hussein sous sanctions et isolement) → Relation asymétrique Après 2003 = relation directe avec un état irakien sous tutelle	Souhait de relancer des relations « normales » avec le gouvernement central de Bagdad	Renforcement des liens diplomatiques comme conséquence du désengagement militaire → augmenté le nombre de diplomates américains, d'effectifs civils en Irak	Les USA veulent créer un nouveau cadre diplomatique, retrouver un dialogue
	<i>1.2. Discours officiels</i>	Promotion de la démocratie et reconstruction du pays après l'invasion et la chute du régime Hussein	Volonté de désengagement américain de la région	Volonté de désengagement américain de la région « Regime Change » « Soft power » = gagner le cœur des Irakiens à travers le discours d'affaiblir l'influence iranienne	Une politique d'ouverture américaine envers Bagdad
2. Sécurité & Défense	<i>2.1. Coopération militaire</i>	2003 = coopération massive avec l'occupation américaine (<i>l'action militaire préemptive</i>)	La lutte contre Daech prend le dessus, retrait américain	Présence réduite	Focus sur un déploiement américain léger (formation et support de missions seulement)
	<i>2.2. Confiance stratégique</i>	Inexistant avant 2003	A dépendu du gouvernement central en place à Bagdad	A dépendu du gouvernement central en place à Bagdad	A dépendu du gouvernement central en place à Bagdad
3. Économie & Énergie	<i>3.1. Échanges commerciaux</i>	Après 2003, l'Irak est économique dépendante des USA Relation économique dominée par le pétrole irakien	Investissements américains dans le secteur de l'agriculture et le secteur hydraulique	Exploitation massive du pétrole	/
	<i>3.2. Coopération énergétique</i>	/	/	/	/

4. Idéologie	4.1. Compatibilité politique	Aucune avant 2003 Après l'invasion, les USA soutiennent l'émergence d'un régime démocratique en Irak	Souhait de relancer des relations « normales » avec Bagdad	Pas vraiment de comptabilité, notamment d'après la mainmise de l'Iran sur l'Irak	Biden souhaite créer un nouveau cadre diplomatique avec l'Irak, mais l'influence iranienne reste un problème majeur
	4.2. Respect des droits humains (et des minorités)	Le Kurdistan irakien comme modèle mis en avant par les USA	Soutien aux combattants kurdes, mais emphase mise sur leur qualité de combat, pas sur leur protection	Très peu d'ingérence, focus entier sur le retrait américain	Oui, mais pas autant qu'en Turquie
5. Facteurs géopolitiques	5.1. Poids du pays dans la stratégie régionale américaine	L'exemple de la « réussite » américaine au MO d'implémentation de la démocratie Terrain d'affrontement entre les États-Unis et l'Iran	Pilier régional dans lutte contre Daech	L'Irak comme théâtre de l'affrontement entre les USA et l'Iran (ne fais que s'accroître)	L'influence de l'Iran reste une préoccupation première
	5.2. Conflits et convergences d'intérêts régionaux	- <u>Conflits</u> : Influence iranienne depuis le vide laissé par les Américains après 2003	/	- <u>Conflits</u> : Influence iranienne	- <u>Conflits</u> : Influence iranienne

ANNEXE 3.

Relations bilatérales États-Unis/Syrie (2003-2025)

Catégorie	Variable	Administration G. W. BUSH (I & II)	Administration B. OBAMA (I & II)	Administration D. TRUMP I	Administration J. BIDEN
1. Diplomatie	1.1. Relations diplomatiques	Avec l'arrivée d'Assad, on pense que ça va aider (il apparaît comme moderne...)	Avant 2011 = Obama tente de restaurer les relations avec la Syrie (retour de l'ambassadeur) Après 2011 = Obama demande à Assad de se retirer	Pas vraiment	Compliquée, marquée par une vigilance américaine aigüe
	1.2. Discours officiels	Bush considère la Syrie comme stratégique pour renverser S. Hussein en Irak	Les USA ne veulent pas intervenir dans la guerre civile syrienne → en 2012, menace d'actions américaines si la Syrie d'Assad dépasse la « red line »	Les USA ne veulent pas trop s'investir dans les affaires internationales, mais ne veulent pas s'isoler non plus → en Syrie, veut défier l'EI, puis s'en aller	Affaiblir les institutions étatiques pour toucher le régime d'Assad (armée, sécurité) Maintenir une présence militaire américaine en Syrie pour empêcher d'en faire un « nid à terroristes »

2. Sécurité & Défense	2.1. Coopération militaire	Pas vraiment, renseignement de la Syrie d'Assad pour défier Al-Qaeda, mais c'est tout	Pas d'intervention américaine majeure, malgré le franchissement de la « red line »	Attaque militaire des USA pour condamner le dépasser de la « red line » par la Syrie d'Assad	Non
	2.2. Confiance stratégique	Ça allait encore au début du mandat de Bush, mais vite il n'y avait plus de confiance (à partir de 2004, relation uniquement conflictuelle)	Mauvaise, le régime d'Assad réprime violemment le printemps arabe	Non	Non
3. Économie & Énergie	3.1. Échanges commerciaux	« Syrian Law » = tout export de biens américains vers la Syrie est interdit	Menaces américaines, mais rien de concret n'en découle	Non ; budget pour continuer à lutter contre l'EI en Syrie	Sanctions américaine sur le régime syrien
	3.2. Coopération énergétique	/	/	Non	Non

4. Idéologie	4.1. Compatibilité politique	Au début avec Assad on pense que oui, puis très vite non	Non	Aucune	Aucune
	4.2. Respect des droits humains (et des minorités)	Critique des USA	Les USA dénoncent l'utilisation d'armes chimiques contre la population syrienne	Pas de réaction quant aux ingérences turques dans les régions kurdes de Syrie	Pas de déclaration importante
5. Facteurs géopolitiques	5.1. Poids du pays dans la stratégie régionale américaine	Important	Important, cœur de l'organisation de l'EI	Important, cœur de l'organisation de l'EI	Important
	5.2. Conflits et convergences d'intérêts régionaux	- <u>Conflits</u> : La Syrie a des liens étroits avec l'Irak de Hussein (économique) → La Syrie bloque les USA au CSNU pour empêcher une coalition internationale de se former contre l'Irak	- <u>Conflits</u> : Agression de Damas sur sa population	- <u>Conflit</u> : Sanctions imposées quant aux actions du gouvernement d'Assad	- <u>Conflit</u> : Défaut humanitaire du régime syrien vis-à-vis de sa population

ANNEXE 4.

Relations bilatérales États-Unis/Iran (2003-2025)

Catégorie	Variable	Administration G. W. BUSH (I & II)	Administration B. OBAMA (I & II)	Administration D. TRUMP I	Administration J. BIDEN
1. Diplomatie	1.1. Relations diplomatiques	Au début du mandat, relations pas trop mauvaises (continuation de la politique de Clinton), puis ça s'empire Admin. Bush = première à avoir une relation aussi ouverte avec l'Iran depuis 1979 Négociations conditionnelles avec l'Iran si elle arrête d'enrichir l'uranium	Ouverture des négociations directes sans préconditions	Non, très mauvaises	Biden veut relancer les relations → commencer un nouveau dialogue pour rétablir un lien
	1.2. Discours officiels	D'abord, souhait d'établir une relation ouverte avec Téhéran Très vite, le programme nucléaire	Obama veut discuter avec les états classés comme « l'axe du mal » sous Bush	Consolider les alliances avec les alliés dans la région pour réduire l'influence de l'Iran	Veux relancer les pourparlers → politique duale = entre canaux de négociations et sanctions Relancer le JCPOA

		iranien rend ce souhait impossible			
2. Sécurité & Défense	2.1. Coopération militaire	Oui en Afghanistan après la chute des talibans	Non	Non	Non
	2.2. Confiance stratégique	À partir de 2002, de plus en plus mauvaise par rapport au programme nucléaire de l'Iran	Pas très bonne, mais volonté de l'améliorer	Aucune confiance → Trump quitte le JCPOA le 08/05/2018	Non
3. Économie & Énergie	3.1. Échanges commerciaux	Sanctions = interdiction de voyager, embargo sur les ventes d'armes, pression à l'internationale pour stopper le business avec l'Iran	Obama a tenté de négocier des accords quant aux activités d'enrichissement de l'uranium → sans réel débouché	« Guerre commerciale » de Trump, notamment quant aux droits de douane	Concentré sur les activités nucléaires de l'Iran

	3.2. <i>Coopération énergétique</i>	Non	Non	Non	Non
4. <i>Idéologie</i>	4.1. <i>Compatibilité politique</i>	Non	Non	Aucune	Aucune
	4.2. <i>Respect des droits humains (et des minorités)</i>	Pas de déclaration américaine majeure quant au non-respect des droits humains perpétrés par le régime iranien	Pas de déclaration américaine majeure quant au non-respect des droits humains perpétrés par le régime iranien	Pas de déclaration américaine majeure quant au non-respect des droits humains perpétrés par le régime iranien	Pas de déclaration américaine majeure quant au non-respect des droits humains perpétrés par le régime iranien
5. <i>Facteurs géopolitiques</i>	5.1. <i>Poids du pays dans la stratégie régionale américaine</i>	Poids important et positifs quant au rôle joué par l'Iran pour faire tomber les talibans en Afghanistan	Poids important	Important, influence grandissante de l'Iran qui fait peur aux USA (notamment en Irak)	Importante, influence toujours plus grandissante (notamment en Irak)
	5.2. <i>Conflits et convergences d'intérêts régionaux</i>	- <u>Conflit</u> : Programme nucléaire iranien et invasion américaine de l'Irak	- <u>Conflit</u> : Programme nucléaire iranien	- <u>Conflit</u> : Programme nucléaire iranien	- <u>Conflit</u> : Programme nucléaire iranien

ANNEXE 5.

Relations transnationales États-Unis/Kurdes de Turquie (2003-2025)

Catégorie	Variable	Administration G. W. BUSH (I & II)	Administration B. OBAMA (I & II)	Administration D. TRUMP I	Administration J. BIDEN
1. <i>Nature du contact</i>	1.1. <i>Contact direct ?</i>	Non	Non	Non	Non
	1.2. <i>Canaux d'interaction</i>	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
2. <i>Relation militaire</i>	2.1. <i>Lutte contre le terrorisme (Daech, EI)</i>	Non	Le PKK a combattu Daech, mais pas en collaboration avec les USA	Non	Non

	<i>2.2. Soutien militaire américain</i>	Non	Non	Non	Non
3. Conséquences politiques et diplomatiques	3.1. Reconnaissance politique ?	Non, le gouvernement turc lui-même ne reconnaît que dans une certaine mesure l'existence d'une population kurde sur son territoire + Les USA ont classé le PKK dans leur liste d'organisation terroriste (notamment pour préserver leur relation avec la Turquie)	Non, le gouvernement turc lui-même ne reconnaît que dans une certaine mesure l'existence d'une population kurde sur son territoire + Les USA ont classé le PKK dans leur liste d'organisation terroriste (notamment pour préserver leur relation avec la Turquie)	Non, le gouvernement turc lui-même ne reconnaît que dans une certaine mesure l'existence d'une population kurde sur son territoire + Les USA ont classé le PKK dans leur liste d'organisation terroriste (notamment pour préserver leur relation avec la Turquie)	Non, le gouvernement turc lui-même ne reconnaît que dans une certaine mesure l'existence d'une population kurde sur son territoire + Les USA ont classé le PKK dans leur liste d'organisation terroriste (notamment pour préserver leur relation avec la Turquie)
	<i>3.2. Répercussion sur les relations avec les états-parents ?</i>	La Turquie n'a jamais aimé le soutien américain aux Kurdes d'Irak et de Syrie → jamais de confrontations directes, mais des frictions sur ce sujet	La Turquie n'a jamais aimé le soutien américain aux Kurdes d'Irak et de Syrie → jamais de confrontations directes, mais des frictions sur ce sujet	La Turquie n'a jamais aimé le soutien américain aux Kurdes d'Irak et de Syrie → jamais de confrontations directes, mais des frictions sur ce sujet	La Turquie n'a jamais aimé le soutien américain aux Kurdes d'Irak et de Syrie → jamais de confrontations directes, mais des frictions sur ce sujet
4. Relation post-Daeçh	4.1. Coopération post-Daeçh ?	/	Non	Non	Non

ANNEXE 6.

Relations transnationales États-Unis/Kurdes d'Irak (2003-2025)

Catégorie	Variable	Administration G. W. BUSH (I & II)	Administration B. OBAMA (I & II)	Administration D. TRUMP I	Administration J. BIDEN
1. Nature du contact	1.1. Contact direct ?	Oui, avec la Peshmerga pour faire tomber le régime de S. Hussein	Oui	Oui	Plus vraiment ou beaucoup moins
	1.2. Canaux d'interaction	Militaire Diplomatique	Militaire Diplomatique	Militaire Économique = support au Peshmarga pour 10 ans	Sécuritaire
2. Relation militaire	2.1. Lutte contre le terrorisme (Daeçh, EI)	(sous Bush, pas la question de Daeçh)	Collaboration avec l'YPG	Les Kurdes furent la force terrestre la plus importante pour lutter contre l'état islamique	Plus vraiment, les États-Unis se retirent de l'Irak, mais reste au Kurdistan

	2.2. <i>Soutien militaire américain</i>	Oui, soutien massif : Sécuriser les pistes ou atterrissent les Américains dans le nord de l'Irak Libérer Mossoul et Kirkouk Reconstruction de Bagdad après la chute de S. Hussein	Oui	5 bases militaires établies au Kurdistan depuis 2016 Les forces de Peshmerga ont combattu au côté des troupes américaines	Oui
3. <i>Conséquences politiques et diplomatiques</i>	3.1. <i>Reconnaissance politique ?</i>	Pas de reconnaissance pour l'indépendance → volonté américaine d'un Irak unifiée	Non	Trump est opposé au Kurdistan indépendant	Petite avancée sous Biden = il soutient une plus grande autonomie des Kurdes au sein d'une fédération, mais ne supporte pas l'indépendance pour autant
	3.2. <i>Répercussion sur les relations avec les états-parents ?</i>	Aucune, gouvernement intérim contrôlé par les États-Unis	Conséquence sur les relations avec la Turquie : Ankara avait peur que cette collaboration donne des idées d'indépendance à sa propre population kurde	Le Kurdistan irakien représente une meilleure option pour les Américains que le gouvernement central dominé par l'Iran	Tensions avec l'allié turc.
4. <i>Relation post-Daech</i>	4.1. <i>Coopération post-Daech ?</i>	(Sous Bush, pas la question de Daech)	/	Trump continue à soutenir que les Kurdes restent importants pour l'intégrité territoriale irakienne, pour lutter contre l'influence iranienne et servir les intérêts américains dans la région	Reste au Kurdistan, car les Kurdes ont demandé que les USA ne partent pas

ANNEXE 7.

Relations transnationales États-Unis/Kurdes de Syrie (2003-2025)

Catégorie	Variable	Administration G. W. BUSH (I & II)	Administration B. OBAMA (I & II)	Administration D. TRUMP I	Administration J. BIDEN
1. <i>Nature du contact</i>	1.1. <i>Contact direct ?</i>	/	Oui	Oui	Oui
	1.2. <i>Canaux d'interaction</i>	/	Militaire Politique (coalition avec le PYD pour lutter contre l'EI)	Militaire → soutien au YPG	Diplomatique Militaire (moins que les administrations précédentes)
2. <i>Relation militaire</i>	2.1. <i>Lutte contre le terrorisme (Daech, EI)</i>	/	Oui → alliés dans USA dans la guerre contre le terrorisme et voisin du KRG Oui soutien au PYD, le PKK et l'YPG →	Oui, Trump considère le YPG comme la seule force de combat capable de combattre l'EI	Oui = forces au sol pour continuer à lutter contre l'EI

	<i>2.2. Soutien militaire américain</i>	/	Le YPG dans la guerre civile syrienne entre 2011 et 2013 Provision d'armes au YPG pour lutter contre l'état islamique	Oui	Armer les groupes armés kurdes (SDF)
3. Conséquences politiques et diplomatiques	<i>3.1. Reconnaissance politique ?</i>	/	Non, comme les autres administrations pas de volonté d'indépendance (Obama ne voulait d'ailleurs pas intervenir en Syrie dans la guerre civile, seulement dans la lutte contre l'EI)	Pas de reconnaissance d'indépendance	Pas de reconnaissance d'indépendance
	<i>3.2. Répercussion sur les relations avec les états-parents ?</i>	/	La Turquie a eu peur que ces relations aient donné de mauvaises idées d'indépendance à sa population kurde NATO a aussi objecté à cette collaboration	Invasion de la région kurde de Syrie par Erdogan → Trump va empêcher au régime syrien l'accès à la région contrôlée par les Kurdes (FDS) et riche en ressources agricoles et énergétiques	La Turquie qui depuis longtemps accuse la SDF de terrorisme et d'association au PKK → essayer d'apaiser la Turquie tout en continuant à utiliser les forces combattes Kurdes au sol
4. Relation post-Daech	<i>4.1. Coopération post-Daech ?</i>	/	Souhait d'un retrait américain de Syrie → Collaboration de court terme pour parvenir aux objectifs américains	Retrait américain de Syrie en 2019 → Les Kurdes sont de nouveau vulnérables. Finalement, Trump laisse des troupes américaines pour deux raisons principales : (i) Le pétrole syrien est largement contrôlé sur le territoire kurde (par le SDF) (II) combattre l'influence iranienne dans le pays.	Oui pour empêcher une nouvelle infiltration islamiste en Syrie

ANNEXE 8.

Relations transnationales États-Unis/Kurdes d'Iran (2003-2025)

Catégorie	Variable	Administration G. W. BUSH (I & II)	Administration B. OBAMA (I & II)	Administration D. TRUMP I	Administration J. BIDEN
1. Nature du contact	1.1. Contact direct ?	Non	Non	Non, pas vraiment, mais plus que d'autres administrations	Non
	1.2. Canaux d'interaction	Rien de formel	Rien de formel	Diplomatique (visite de Moustafa Hijri, secrétaire général du PDKI à Washington) potentiellement militaire	Rien de formel
2. Relation militaire	2.1. Lutte contre le terrorisme (Daech, EI)	Pas vraiment	Pas vraiment	/	Pas trop, plutôt limiter l'influence de l'Iran
	2.2. Soutien militaire américain	Non	Non	Non, ne pas faire des Kurdes iraniens un bastion terrestre pour la guerre comme en Syrie, mais un rempart à la frontière occidentale de l'Iran pour la bloquer dans ses communications avec le Hezbollah libanais, le régime syrien...	Non
3. Conséquences politiques et diplomatiques	3.1. Reconnaissance politique ?	Non	Non	Non	Non, pas d'indépendance
	3.2. Répercussion sur les relations avec les états-parents ?	/	/	L'Iran voit cette collaboration d'un trait mauvais œil → vise à limiter son influence	/
4. Relation post-Daech	4.1. Coopération post-Daech ?	Non	Non	Oui, limiter l'influence de l'Iran en créer un réseau d'alliés régionaux contre l'Iran dans la région (pour les Kurdes iraniens = se rebeller contre les	Non

				discriminations perpétrées par Téhéran)	
--	--	--	--	---	--

Mots-clés :

Kurdes, États-Unis, Moyen-Orient, Subversion, Relations bilatérales

Résumé :

Au lendemain de l'intervention américaine en Irak en 2003, les populations kurdes irakiennes, turques, syriennes et iraniennes sont confrontées à la présence des États-Unis dans la région du Moyen-Orient. Au fil des années et des événements internationaux majeurs qui suivirent (naissance de l'État islamique, mouvements des « printemps arabes »), un engagement subversif américain vis-à-vis de ces populations kurdes a pu être observé. L'état des relations entre les États-Unis et les « États-parents » des Kurdes (Turquie, Irak, Syrie et Iran) influence depuis lors cet engagement. Ce mémoire porte sur l'étude comparative des relations bilatérales américaines avec la Turquie, l'Irak, la Syrie, et l'Iran et des relations transnationales respectives avec leurs populations kurdes. Ce travail valide l'hypothèse selon laquelle des relations conflictuelles favorisent l'engagement subversif d'un État envers les populations antagonistes au sein d'un autre État ; des relations de coopération ne favorisant pas cet engagement. Cette analyse s'appuie sur la théorie constructiviste, la Foreign Policy Analysis, le concept de guerre by proxy et la théorie des alliances avec des acteurs non-étatiques qui lui est liée, ainsi que sur le concept de subversion chez Jean Barrea.